

UNIVERSITE DU QUEBEC

MEMOIRE PRESENTE A
L'UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI
COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA
MAITRISE EN ETUDES REGIONALES

PAR
RICHARD BOUDREAU
(BACC. ÈS ARTS MAJEURE: SCIENCE POLITIQUE,
MINEURE: GÉOGRAPHIE)

LES GROUPES SOCIAUX FACE AU REPLI DU
CAPITAL EN REGIONS-RESSOURCES
LE CAS DE ROUYN-NORANDA DANS LE NORD-OUEST
DU QUÉBEC

MAI 1985



Mise en garde/Advice

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

RESUME

LES GROUPES SOCIAUX FACE AU REPLI DU CAPITAL EN REGION-RESSOURCES

Le cas de Rouyn-Noranda dans le Nord-Ouest du Québec.

Avec la crise actuelle, l'Etat identifie ses priorités et se désengage progressivement dans certains domaines qu'il avait privilégiés auparavant, notamment le champ social et communautaire. Les groupements sociaux sont alors appelés à assumer une partie importante des responsabilités dévolues antérieurement à l'Etat.

Notre mémoire a pour principal objectif de mesurer l'apport des groupements sociaux de Rouyn-Noranda au développement de leur milieu. Favorisant l'amélioration des conditions de vie, ou encore, la gestion collective des ressources, cette nouvelle organisation sociale base son action sur l'autonomie locale et sur la réappropriation du territoire. Dans cette optique, face au désengagement combiné de l'Etat et du grand Capital, en occurrence ici la multinationale Noranda Mines, ce milieu périphérique relève de plus en plus d'un espace dépendant. Alors, l'apport des groupements sociaux de Rouyn-Noranda s'inscrirait dans une alternative de développement répondant davantage aux populations ancrées dans ces milieux.

Ce mémoire de recherche se divise en deux parties: d'abord, le premier chapitre fait état de la crise du capitalisme et de ses conséquences pour le mouvement populaire. Les chapitres deux et trois s'attardent à l'évolution du mouvement populaire québécois depuis le début de la Révolution tranquille jusqu'à nos jours; et ce, autant en milieu urbain (Montréal et Québec), qu'en milieu régional (Est du Québec et Abitibi-Témiscamingue). La deuxième partie s'attarde plus spécifiquement aux groupements sociaux de Rouyn-Noranda. En effet, les chapitres quatre et cinq présentent les groupements étudiés et analysent leurs pratiques sociales.

La contribution de notre étude vise surtout à analyser la participation des mouvements sociaux, en milieu périphérique, au développement, et cela dans un contexte de crise du capitalisme.


Richard Boudreault,
Etudiant à la M.E.R.



Juan-Luis Klein
Directeur du mémoire

TABLE DES MATIERES

| | Page |
|--|------|
| RESUME..... | i |
| REMERCIEMENTS..... | ii |
| TABLE DES MATIERES..... | iii |
| LISTE DES TABLEAUX..... | vi |
| LISTE DES FIGURES..... | vii |
| LISTE DES ANNEXES..... | viii |
| INTRODUCTION GENERALE..... | 1 |
| INTRODUCTION A LA PREMIERE PARTIE..... | 6 |
| | |
| 1. LE CAPITALISME A L'HEURE DE LA CRISE..... | 12 |
| 1.1 De l'Etat-Providence à la Société duale..... | 12 |
| 1.2 Crise en région périphérique: crise d'un espace dépendant..... | 14 |
| 1.3 Nouveau rôle des mouvements associatifs en période de crise..... | 17 |
| | |
| 2. QUEBEC ET LE MOUVEMENT POPULAIRE..... | 25 |
| 2.1 Emergence des mouvements populaires: inscription dans la logique du développement du capital..... | 25 |
| 2.2 Evolution du mouvement populaire québécois..... | 27 |
| 2.2.1 Le cas de Montréal: naissance des premiers groupes urbains..... | 30 |

| | | |
|-------|---|-----|
| 2.2.2 | L'évolution du mouvement populaire à Québec: des comités de citoyens à la lutte politique..... | 37 |
| 2.2.3 | Le mouvement populaire dans l'Est du Québec: mouvement résistance, aménagement intégré des ressources et revendications urbaines..... | 41 |
| 3. | LE MOUVEMENT POPULAIRE EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE: ANTECEDENTS HISTORIQUES..... | 55 |
| 3.1 | Les mouvements de colonisation..... | 55 |
| 3.2 | La coopération: mise en place des premiers mouvements populaires en Abitibi-Témiscamingue..... | 57 |
| 3.3 | Des expériences d'animation sociale à la Conférence régionale des mouvements populaires..... | 62 |
| 3.4 | Situation actuelle..... | 68 |
| | INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE..... | 74 |
| 4. | LES GROUPEMENTS SOCIAUX A ROUYN-NORANDA..... | 80 |
| 4.1 | Identification des groupements sociaux..... | 81 |
| 4.1.1 | Groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs..... | 84 |
| 4.1.2 | Groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie..... | 97 |
| 4.1.3 | Coopératives..... | 117 |
| 4.2 | Conclusion..... | 124 |
| 5. | LES PRATIQUES SOCIALES ET L'ANCRAGE TERRITORIAL DES GROUPEMENTS SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA..... | 129 |
| 5.1 | Activités et pratiques: miroir de la vitalité des groupes..... | 129 |

| | | |
|-------|---|-----|
| 5.1.1 | Caractéristiques générales..... | 130 |
| 5.1.2 | Objectifs multiples: preuve de dynamisme?..... | 136 |
| 5.1.3 | Activités de service: raison d'être des groupes..... | 140 |
| 5.1.4 | Faiblesse des réalisations revendicatives..... | 144 |
| 5.1.5 | Projets: nouvelle volonté de lutte..... | 147 |
| 5.1.6 | Ancrage territorial: prédominance du "local"..... | 151 |
| 5.1.7 | Liens et relations basés sur des intérêts communs..... | 155 |
| 5.2 | Organisation du travail: intermédiaire entre les revendications et le produit..... | 164 |
| 5.2.1 | L'emploi: principal apport à l'économie locale.... | 164 |
| 5.2.2 | Les salaires: un piège à éviter..... | 166 |
| 5.3 | Financement: nerf de la guerre..... | 169 |
| 5.3.1 | Des budgets pour toutes les bourses..... | 169 |
| 5.3.2 | Une certaine volonté d'autofinancement..... | 171 |
| 5.3.3 | Importance relative de chaque source: place à l'Etat..... | 174 |
| | CONCLUSION GENERALE..... | 179 |
| | BIBLIOGRAPHIE..... | 184 |

LISTE DES TABLEAUX

| | Page |
|---|------|
| TABLEAU 1 Evolution du mouvement populaire québécois, 1963-1984..... | 29 |
| TABLEAU 2 Evolution du mouvement populaire en Abitibi-Témiscamingue, 1968-1984..... | 63 |
| TABLEAU 3 Caractéristiques principales des groupes populaires de Rouyn-Noranda..... | 131 |
| TABLEAU 4 Buts et objectifs des groupes populaires de Rouyn-Noranda..... | 138 |
| TABLEAU 5 Activités des groupes populaires de Rouyn-Noranda..... | 141 |
| TABLEAU 6 Réalisations des groupes populaires de Rouyn-Noranda..... | 145 |
| TABLEAU 7 Projets des groupes populaires de Rouyn-Noranda..... | 149 |
| TABLEAU 8 Emplois créés par les groupes populaires de Rouyn-Noranda, 1982-1983..... | 165 |
| TABLEAU 9 Budget annuel, masse salariale et part du budget alloué au salaire, 1982-1983..... | 168 |
| TABLEAU 10 Sources de revenus des groupes populaires de Rouyn-Noranda, 1982-1983..... | 172 |
| TABLEAU 11 Part relative de chaque source de revenus pour les groupes populaires de Rouyn-Noranda, 1982-1983..... | 175 |

LISTE DES FIGURES

| | | |
|----------|--|-----|
| FIGURE 1 | Organigramme de la Radio Communautaire CIRC-MF..... | 92 |
| FIGURE 2 | Portée territoriale des groupes populaires de Rouyn-Noranda..... | 153 |
| FIGURE 3 | Liens établis par les groupes populaires de Rouyn-Noranda entre eux..... | 157 |
| FIGURE 4 | Filiation des groupes populaires de Rouyn-Noranda à d'autres groupes locaux, régionaux et provinciaux..... | 162 |

LISTE DES ANNEXES

| | | |
|----------|---|-----|
| ANNEXE 1 | Schéma d'entrevue - la contribution des groupements sociaux au développement local..... | 200 |
|----------|---|-----|

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire eut été impossible à réaliser sans le soutien apporté par plusieurs intervenants et institutions, tout au long de la recherche.

D'abord, je tiens à souligner l'apport financier des organismes suivants: Le Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada, le Gouvernement du Québec par l'entremise des fonds F.C.A.C. et, enfin, l'Université du Québec à Chicoutimi par le biais du Programme d'Aide Institutionnelle à la Recherche (P.A.I.R.).

Cependant, malgré tous ces supports financiers, cette recherche aurait eu peu de chance d'aboutir sans un appui pédagogique important. C'est pourquoi je tiens à remercier tous les représentants des groupes sociaux ou personnes-ressources de Rouyn-Noranda qui ont bien voulu participer à notre enquête. Egalement, et de façon toute particulière, mon directeur de mémoire, Juan-Luis Klein, directeur de la Maîtrise en Etudes Régionales à l'Université du Québec à Chicoutimi, pour son aide précieuse. Son honnêteté intellectuelle et sa rigueur scientifique m'ont éclairé grandement dans l'élaboration de ce mémoire. Enfin je remercie Pauline Blackburn pour son patient travail lors de la rédaction de la première version de ce mémoire et Normande Dufour pour la rédaction finale.

INTRODUCTION GENERALE

Les problèmes liés à l'avènement de la crise économique ont amené le capital à déployer de nouvelles stratégies dans le but de continuer à favoriser son accumulation. L'une de ces stratégies est de se retirer graduellement des régions-ressources jugées non-rentables.

Or, en période de crise, devant le désengagement combiné de l'Etat et du grand capital, principalement en région-ressource, le caractère dépendant de ce type de région devient encore plus évident. Quelles pourraient être alors les alternatives afin de réduire les effets de ces stratégies?

Dans un contexte de diminution progressive du rôle de la multinationale Noranda Mines, comme moteur de développement, de la zone de Rouyn-Noranda, et face aux effets globaux de la crise économique, notre recherche vise à évaluer le rôle d'un nouvel acteur social: les groupements sociaux.

Issus, en partie, de la crise économique ces groupes mettent sur pied des projets en utilisant des ressources technologiques ou humaines pouvant répondre à une certaine partie des communautés locales, notamment celles des classes populaires.

De plus, fortement ancrés dans le milieu, ces groupements sont peut-être en mesure de se réappropriier une partie de leur territoire fortement marqué par le développement dépendant instauré par la multinationale.

Notre recherche comporte deux parties. La première vise un double objectif. En premier lieu, exposer une problématique concernant le rôle des mouvements populaires à l'heure de la crise du capitalisme. Ensuite, décrire l'évolution du mouvement populaire québécois depuis le début des années soixante.

En deuxième partie, l'objectif principal est de démontrer l'apport au développement local des groupes populaires de Rouyn-Noranda, face au désengagement graduel de la multinationale Noranda Mines.

D'abord, nous traiterons de la crise du capitalisme actuel et de ses répercussions, soit le désengagement de l'Etat des secteurs sociaux et communautaires par la mise en place de la Société duale, le caractère dépendant d'un milieu périphérique en temps de crise et enfin le nouveau rôle que le mouvement populaire est appelé à jouer en période de crise.

L'évolution du mouvement populaire québécois constitue le point principal du deuxième chapitre. Issu en partie de la révolution tranquille, le mouvement populaire québécois prend sa véritable signification durant cette époque, parallèlement à l'instauration de l'Etat moderne québécois.

Cette historique sera vu à travers trois mouvements populaires. Les deux premiers sont situés en milieu urbain, Montréal et Québec, et le troisième constitue le seul mouvement régionaliste connu au Québec.

Par la suite, nous nous intéresserons plus particulièrement aux mouvements populaires de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce chapitre vise surtout à présenter les origines et l'évolution de ces mouvements mais aussi l'influence exercée par ces derniers sur la naissance des groupements sociaux de Rouyn-Noranda.

Les deux derniers chapitres font état des résultats du travail empirique. Après une brève description de la zone de Rouyn-Noranda, nous présenterons dans le quatrième chapitre les groupes étudiés. Enfin dans le dernier chapitre, nous pousserons un peu plus loin l'analyse en essayant de démontrer, à l'aide de tableaux et de figures, les pratiques sociales des différents groupes et leur apport au développement local.

Méthodologie

Notre étude s'inscrit dans le cadre de deux projets de recherche originant de l'Université du Québec à Chicoutimi et auxquels l'auteur a participé en tant qu'assistant de recherche.

Le premier appelé "Centre, Périphéries, Régions et Capital: le cas de Rouyn-Noranda", et subventionné par le Conseil de Recherche en

Sciences Humaines (CRSH), consistait à analyser les alternatives de développement en région-ressource face au désengagement de la multinationale Noranda Mines. L'étude nous a permis d'utiliser les informations recueillies lors de deux visites effectuées à Rouyn-Noranda entre février et juin 1983. Ces informations ont aidé grandement à la rédaction de la partie empirique de notre mémoire.

Le deuxième projet, "Groupements sociaux et développement au Saguenay-Lac-St-Jean", subventionné par le fond FCAC, fut également d'une aide précieuse pour la rédaction de ce mémoire. En effet, cette recherche nous a permis un meilleur discernement de la problématique du développement autocentré et de l'instauration de la société duale, dont nous nous sommes largement inspirés pour la rédaction de la partie théorique du mémoire.

La méthode utilisée pour approfondir nos hypothèses est celle de l'enquête par entrevue, auprès de représentants de 12 groupements sociaux de Rouyn-Noranda. Cette enquête a été réalisée durant une période de cinq semaines entre le 20 février et le 10 juin 1983. Les entrevues d'une durée d'une heure en moyenne ont été transcrites sur près de 600 fiches. Les entrevues enregistrées, semi-structurées, ont été réalisées avec l'aide d'un schéma d'entrevue commun à l'ensemble des groupements sociaux étudiés. Ce schéma visait surtout à connaître les buts et les objectifs des groupes, leur organisation interne ainsi que leur financement.

Comme dit précédemment, pour les fins de notre enquête, 12

groupes sociaux de Rouyn-Noranda ont été retenus. Ils représentaient en 1983 quelques 30% des groupes oeuvrant dans cette zone. Nous avons choisi ces groupes parce qu'ils ont un lieu de résidence à l'intérieur d'une même bâtisse, ou parce qu'ils avaient déjà résidé dans cette même maison ou parce que leurs relations étaient très étroites avec celle-ci.

Cette bâtisse à laquelle nous faisons référence est la Maison Polyvalente de Rouyn-Noranda. Sise sur la rue Reilly, cette ancienne maison de retraite fermée occupe une place importante dans l'évolution des groupements sociaux non seulement de Rouyn-Noranda mais de toute la région de l'Abitibi-Témiscamingue. En effet, dès 1974, la maison a été achetée par le syndicat régional des enseignants (es) (CEQ) dans le but de fonder la Maison Coopérative de Services Populaires de l'Abitibi-Témiscamingue. Fonctionnant pendant quatre ans selon cette formule, de nombreux groupes populaires et syndicaux s'y sont installés. Par contre en 1978, à la suite de nombreux problèmes financiers, la maison est vendue à des promoteurs privés, non sans avoir inclu dans l'acte de vente, que les différents locaux doivent être loués en priorité à des organismes sociaux et communautaires. Rebaptisée la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents, cette bâtisse abrite encore aujourd'hui une vingtaine d'organismes à caractère social et communautaire.

L'étude des groupements sociaux, particulièrement ceux oeuvrant en milieu périphérique, est une chose relativement nouvelle; c'est pourquoi avec le repli graduel du capital il nous semble opportun de s'y intéresser afin d'évaluer leur participation au développement local.

INTRODUCTION A LA PREMIERE PARTIE

La Révolution tranquille a été le déclencheur de l'Etat québécois moderne. La bourgeoisie traditionnelle, menée par le clergé, ne semble plus apte à diriger. Parallèlement s'est formée une alliance temporaire entre la bourgeoisie montante (Nouvelle Petite Bourgeoise) et une partie du mouvement syndical.¹ Leurs buts: déloger ces élites traditionnelles. "Il s'agit d'une alliance qui parviendra à redéfinir les rapports sociaux de production par rapport aux tendances de développement qui marquaient la plupart des régions de l'Amérique du Nord".²

Il s'agit pour l'Etat et ses représentants d'intervenir dans la société québécoise afin d'assurer la logique du développement du capital. Le contrôle de l'espace urbain et régional, par l'Etat et le capital, devient alors l'enjeu central de cette nouvelle intervention. Cette nouvelle stratégie, la participation, interpelle le mouvement populaire, mais en s'assurant de la part de l'Etat, que ce nouveau mode de gestion ne modifie en rien la nature même du pouvoir (Hamel et Léonard, 1982).

A l'opposé, le mouvement populaire, nouvel acteur, conçoit la participation comme étant un nouveau moyen de remettre en question les pouvoirs et la logique d'intervention de l'Etat (Hamel et Léonard, 1982). Ces divergences se manifesteront en milieu urbain montréalais au début des années soixante et plus tard en milieu régional, notamment dans l'Est du Québec.³

Plusieurs époques caractérisent l'évolution du mouvement populaire de la participation à la récupération, en passant par la rupture. Mais avec la crise économique actuelle, l'Etat identifie ses priorités et se désengage de plus en plus dans certains domaines qu'il avait privilégiés auparavant, en particulier, celui du communautaire. Cette stratégie correspondrait à une nouvelle logique dans les mécanismes de satisfaction des problèmes sociaux. Cette logique réside dans la structuration des groupes décentralisés peu performants, et consommateurs de main-d'oeuvre (Hamel et Léonard, 1982). Par conséquent, l'Etat se désengage mais il contrôle mieux, puisqu'il demeure le bailleur de fonds privilégié des groupes sociaux.

En deuxième lieu on peut constater que la structure actuelle, duale, de la société amène les groupes sociaux, peut-être à leur insu, à une situation de collaboration. Ils ne sont plus contestataires face à l'Etat mais s'intègrent par leurs pratiques à celui-ci. Des causes profondes sont à l'origine de cette situation dans laquelle se retrouvent les groupes populaires.

D'abord, par leur structure financière, les groupes demeurent à la remorque des subventions gouvernementales.⁴ Les mécanismes bureaucratiques s'alourdissent de plus en plus. Les groupes sans subvention sont peut-être à cet égard plus indépendants. De plus, les groupes populaires sont le lieu de travail de nombreux permanents rémunérés. Est-ce

alors un lieu de contre-pouvoir ou simplement celui d'une nouvelle pratique professionnelle?⁵

Enfin, l'intérêt des groupes se modifie également. Bien que les groupes axent leurs pratiques vers l'amélioration des conditions de vie, leurs pratiques et discours montrent des préoccupations davantage nationales. Le pacifisme, le féminisme et, dans une moindre mesure, l'écologisme sont les préoccupations privilégiées par les groupes sociaux en région actuellement. Nous n'ignorons pas pour autant les préoccupations plus locales, mais ces dernières ne semblent pas favorisées.

Alors, où se trouve le principale ancrage des groupes sociaux? Cette question est fondamentale pour laisser entrevoir l'émergence et la participation des groupes sociaux au développement régional.

Il est vrai que des groupes apportent des solutions à des problèmes ressentis par la population dans la mesure où ils créent de l'emploi par exemple; il est vrai aussi que leur objectif premier demeure une participation au mécanisme proposé par l'Etat. Cela est une constante tout au long de leur évolution, bien qu'au départ, ils orientent leurs préoccupations vers des aspects beaucoup plus locaux. Ce désir de participation aux mécanismes de décisions est souhaité autant par les groupes sociaux des années soixante que par ceux d'aujourd'hui. Or, il importe de constater qu'aujourd'hui, les groupes sociaux sont davantage axés vers des pratiques sectorielles déterminées que par des préoccupations

nationales. Il y a peut-être alors un glissement en ce qui concerne l'ancrage des groupes sociaux régionaux. Malgré ce fait, face au désengagement combiné de l'Etat et du grand capital, nous croyons que le mouvement populaire demeure l'organisation sociale le plus apte à répondre aux besoins des populations ancrées en milieu périphérique. C'est par l'étude des mouvements sociaux québécois (à Montréal, Québec et l'Est du Québec) que nous verrons si ce glissement existe vraiment.

NOTES ET REFERENCES

- 1- BRUNELLE, D., L'Etat solide,. Montréal, édit. Select, 1982, 174 p.
- 2- HAMEL, P. et LEONARD J.F., "Aménagement du territoire et participation populaire au Québec depuis 1960", in Lèveillé J. (Ed.), L'aménagement du territoire au Québec:du rêve au compromis, Montréal, édit. Nouvelle Optique, 1982, p. 90-115.
- 3- Selon J. GODBOUT., l'apparition des groupes populaires se manifeste d'abord dans les quartiers pauvres des centres-villes. Cela s'inscrit dans un contexte typiquement nord-américain; par opposition à la France où là, les groupements populaires originent davantage des mouvements de banlieue. Voir Godbout Jacques, La participation contre la démocratie, Montréal, Edition Coop. St-Martin, 1983, 178 p.
- 4- ARTEAU, M., "Le financement des groupes populaires; le commerce des idées doit-il être déficitaire", Le temps fou, Décembre 1980, p. 41-44.
- 5- COLLIN, J.P. et GODBOUT, J., Les organismes populaires en milieu urbain: contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle, Montréal, INRS-Urbanisation, 1975, 227 p.

CHAPITRE I

CHAPITRE PREMIER

LE CAPITALISME A L'HEURE DE LA CRISE

La première crise économique, celle de 1929, a vu naître un nouvel acteur social: l'Etat-Providence. Prenant à sa charge l'entière responsabilité des services sociaux, il vise par son intervention à favoriser de nouveau l'accumulation du capital en stimulant la demande, momentanément arrêtée avec l'avènement de la crise.

De nos jours, le capitalisme vit une autre période de crise. Par contre, les solutions pour essayer de la résorber diffèrent. Aujourd'hui l'Etat, dans son désir toujours présent de favoriser l'accumulation du capital, abandonne progressivement la gestion des services sociaux qu'il a lui-même créés. Il laisse plutôt à un autre acteur social, le mouvement populaire la responsabilité de gérer, à moindre coût une partie de ces services.

1.1 De l'Etat-Providence à la Société duale

A la sortie de la grande dépression des années trente, le constat général avancé par l'économiste anglais J.M. Keynes est que, si l'on veut éviter une autre crise économique, l'Etat doit intervenir dans tous les secteurs de l'activité économique afin de résorber le sous-emploi, en même temps, la reprise de la demande.¹

Pendant plus de 30 ans l'Etat a basé sa stratégie d'intervention dans l'appareil économique notamment sur l'importance prise par le salaire indirect (transferts sociaux). En fait, cette intervention devait favoriser le développement du capital tout en assurant la paix sociale.²

Tant que l'économie a montré des taux de croissance élevés, les politiques sociales de l'Etat ne furent jamais contestées; au contraire elles ont contribué d'une certaine façon, à renforcer le rôle de celui-ci.³

Mais voilà qu'avec l'avènement de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale, le fondement même de l'Etat-Providence est remis en cause.

Cette crise ne doit pas être vue comme la mort du capitalisme, mais comme une restructuration à l'échelle mondiale, du capital. Pour Bihr et Heinrich, cette nouvelle stratégie consiste à intégrer les Etats en un système d'Etat tout en les amenant à délaisser leurs orientations nationales, et à se décharger de certaines responsabilités dites non-rentables, surtout dans le domaine social.⁴

Il s'implante donc une logique qu'on pourrait qualifier de duale, dans les mécanismes de satisfaction des rapports sociaux.⁵ Cette logique aboutit à un développement dépendant.⁶ D'un côté, des secteurs rentables hautement compétitifs, des emplois bien rémunérés, mais nécessitant de larges investissements de la part de l'Etat et de ses représentants et, d'un

autre côté, des entreprises décentralisées consommant beaucoup de main-d'oeuvre et s'occupant des secteurs non rentables. L'avènement de cette nouvelle logique duale risque d'avoir des répercussions importantes, particulièrement en milieu périphérique, où le retrait combiné de l'Etat et du grand capital risque d'accentuer davantage la dépendance et le maldéveloppement.

1.2 Crise en région périphérique: crise d'un espace dépendant

Historiquement, l'industrialisation et l'urbanisation ont imposé deux types de régions. Le premier, dit central, désigne les lieux où se retrouvent les capitaux et la main-d'oeuvre qualifiée. Le deuxième, périphérique, est un lieu de maldéveloppement et de faiblesse économique, dépendant en bonne partie de la région centrale.⁷

Avec la crise économique actuelle (crise de l'accumulation du capital), l'Etat a réorienté ses prérogatives et de ce fait ne s'intéresse plus au défi du développement régional.⁸

Il est permis de croire qu'en région périphérique les effets de la crise sont davantage présents. Avec la situation actuelle, où l'Etat ne fait plus que gérer la crise, la région est un espace économique et social désintégré, particulièrement au Québec, où Montréal a toujours été considéré comme le moteur de développement.⁹

A plus d'un titre, les régions périphériques sont dépendantes.¹⁰ En effet, en milieu périphérique, l'économie est souvent extravertie, c'est-à-dire que les investissements se font dans des secteurs d'exportation orientés vers des marchés extérieurs.¹¹

En situation de crise d'accumulation du capital, ces différents secteurs d'exportation, relevant pour la plupart du capitalisme monopoliste multinational et basés sur la stricte rentabilité, délaissent peu à peu certaines de ces régions pour s'installer dans des régions plus rentables.¹²

Cette crise est provoquée notamment par la division internationale du travail (entraînant des changements majeurs dans la localisation de nouveaux investissements) et par la restructuration industrielle basée sur la nouvelle technologie.¹³

La conséquence première est un chômage structurel important et, par le fait même, une plus forte pression sur l'Etat et sur ses mécanismes de redistribution notamment dans le domaine social.¹⁴

Pour remédier à cette crise, les économistes monétaristes affirment que la solution passe par le marché.¹⁵ Selon eux, il faut rendre au marché la place qui lui revient. Pour cela il faut réduire les impôts des grandes compagnies, en prenant pour acquis que les profits supplémentaires ainsi générés seront investis dans la production. Il faut aussi réduire les budgets étatiques dans le domaine social ainsi que les

coûts de production de la force de travail, soit les salaires réels et les paiements de transferts. Il s'agit d'une nouvelle stratégie étatique de gestion au profit des classes dominantes.¹⁶ Ce que d'aucuns appellent le redéploiement du capital. "Le redéploiement, c'est l'ensemble des stratégies mises en oeuvre au plan industriel par la bourgeoisie pour sortir des contradictions dans lesquelles elle se meut et que la crise a brutalement révélées".¹⁷

Selon M.T. Seguin, cette crise est avant tout une crise du pouvoir de l'Etat central qui a ses répercussions en régions.

"Le désengagement de l'Etat au niveau économique et social est doublé en région de structures qui garantiraient que celle-ci accomplirait un rôle que la nouvelle division du travail lui a confié: être un réservoir de main-d'oeuvre bon marché, être un réservoir de matières premières et réaliser des tâches exécutives."¹⁸

Vu leurs faiblesses économiques, spécialement révélées en période de crise, et face à la démission de l'Etat, notamment dans le champ social, des organismes issus des milieux locaux et régionaux assument alors, en partie, certaines responsabilités relevant antérieurement de l'Etat.¹⁹ Ces initiatives s'appuient souvent sur un sentiment d'appartenance et de modes de vie spécifiques et sont en réaction à la démission apparente de l'Etat.²⁰

Qu'ils soient prénommés groupes populaires, mouvements populaires, mouvements associatifs, mouvements alternatifs ou groupements sociaux, ces organismes locaux pourraient répondre non pas seulement à l'absence de l'Etat mais également être les porteurs d'un nouveau projet social.

1.3 Nouveau rôle des Mouvements associatifs en période de crise

Le rôle du mouvement alternatif à l'intérieur de la société civile ne fait pas l'unanimité auprès des chercheurs intéressés à ce phénomène social. Si certains y voient une simple reproduction des contradictions du système, d'autres par contre soutiennent que le mouvement associatif apporte une substitution radicale à la société dominante.

Alsène nous expose quatre thèses différentes expliquant le phénomène du mouvement associatif.²¹

La première thèse avancée par des auteurs tel Garnier et Goldschmidt, ne voit dans l'apparition de ces groupes, qu'un nouvel encadrement étatique. Selon eux, cet encadrement est effectué par une nouvelle petite bourgeoisie; celle des travailleurs sociaux en mal d'assouvir leurs aspirations de classe.²²

La seconde thèse met en relief l'innovation sociale produite par la participation des groupes. Il s'agit ici d'une nouvelle répartition entre la société civile et l'Etat dans le contexte de la société duale. Cette innovation apportée par les mouvements alternatifs n'est en fait qu'une réunification d'un vieux tissu social, industriel et capitaliste. En effet, l'Etat se préoccupe davantage, de pair avec les multinationales, d'intérêts internationaux, laissant alors aux mouvements alternatifs quelques marges de manoeuvre en périphérie.²³

La troisième thèse va plus loin, puisque les mouvements alternatifs sont considérés comme ayant un rôle d'invention sociale. Il est soutenu ici qu'ils seraient le contrepoids à la technocratie en la déchargeant de la tâche de gestion de la vie locale. Selon A. Touraine, principal défenseur de cette thèse, ces institutions sont gage de démocratie, car elles font appel à la participation et à l'initiative.²⁴

Enfin, la dernière thèse attribue au mouvement alternatif un rôle de mouvement de transition. Par l'expérimentation et les luttes actuelles, les mouvements seraient les précurseurs d'une nouvelle société; pour y arriver; il faudrait que ces groupements s'élargissent et se multiplient.²⁵

"Pour aboutir à la société future il suffit que les pratiques émancipatoires continuent de s'élargir et de se diffuser, que l'expérimentation sociale provoque une indigestion de récupération au système en place et débouche sur un nombre toujours plus grand d'institutions favorisant l'auto-construction de la société".²⁶

Selon nous, le rôle des mouvements alternatifs spécifiquement ceux oeuvrant en milieu périphérique dépendant, réside dans une certaine forme de réappropriation du "territoire". Il s'agit d'une stratégie alternative de développement qui vise à changer les conditions sociales et économiques d'ordre structurel qui ont entraîné la dépendance de la région.²⁷

Pour y parvenir, il faudrait établir une nouvelle stratégie basée d'une part sur la décentralisation étatique en matière de développement régional et d'autre part sur le dynamisme provenant des sociétés locales.²⁸

Ce nouveau redéploiement social permettrait aux régions périphériques de ne plus être soumises aux facteurs extérieurs, longtemps la cause première de dépendance, tout en leur permettant d'acquérir une plus grande autonomie.²⁹

La crise des sociétés capitalistes est avant tout sociale; sa sortie se doit de l'être également.³⁰ L'apparition des mouvements populaires en régions périphériques, est peut-être l'embryon d'une nouvelle forme de développement qualifié d'endogène; c'est-à-dire issue des populations locales.³¹

NOTES ET REFERENCES

- 1- En collaboration, "De nouvelles données, les analyses de la crise", L'économie en question, no. 4, Septembre 1980, p. 2.
- 2- En collaboration, "Les analyses de la crise", op cit. p.6.
- 3- SACHS, I., "La crise de l'Etat-Protecteur et l'exercice des droits sociaux au développement", Revue internationale des Sciences Sociales, vol XXXIV, 1982, p. 143.
- 4- BIHR, A. et HEINRICH, J.M., "Sans prolétariat ni socialisme", Le monde diplomatique, Octobre 1980, p. 2.
- 5- HAMEL, P. et LEONARD J.F., "Aménagement de territoire et participation populaire au Québec depuis 1960", op cit., p. 90-116
- 6- FALL, K. et KLEIN J.L., L'enjeu régional: de la dépendance au développement régional autocentré, Chicoutimi, GRIR/UQAC , vol. II, no. 4, Septembre 1983, 31 p.
- 7- BASSAND, M. et GUINDANI, S., "Maldéveloppement et luttes identitaires", Espaces et Sociétés, no. 42, Janvier-Juin 1983, p. 14.
- 8- LEVESQUE, B., D'un développement régional impossible à l'utopie du développement des régions, Chicoutimi, GRIR/UQAC, vol. II, no. 2, Août 1983.

- 9- HIGGINS, B., MARTIN, F. et RAYMOND, A., Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec, Ministère de l'Expansion Economique Régional (MEER), 1970. Pour sa contre-partie voir Lavertue R. et Villeneuve P.Y., "Développement régional et polarisation au Québec, le rapport HMR, revu et corrigé" in Gredin notes de recherches no. 9, Québec, Université Laval, dép. de géographie, Avril 1978.
- 10- Nous entendons par région périphérique dépendante: un espace où les communautés locales ne sont pas maîtres de leur développement, celui-ci étant planifié par d'autres.
- 11- AMIN, SAMIR., Le développement inégal, Editions de Minuit, Paris, 1974, 365 p.
- 12- KLEIN, J.L. et PENA, O., "Impacts régionaux d'une multinationale canadienne: le cas de Noranda Mines", in Jean B. et Lafontaine D., (ed) Région, régionalisme et développement régional: le cas de l'Est du Québec, Rimouski, UQAR/GRIDEQ, Mai 1984, p. 95-135.
- 13- JULIEN, P.A., "Petites régions, crise et entrepreneurship", Revue Canadienne des Sciences régionales, VII, I, 1984, p. 52.
- 14- ROSANVALLON, P., La crise de l'Etat-Providence, Edition du Seuil, Paris, 1981, 184 p.
- 15- FRIEDMAN, M., "The role of Monetary Policy", The American Economic Review, 58:I, Mars 1968, p. 1-17.
- 16- DOSTALLER, G., "La crise et sa gestion au Québec", La crise économique et sa gestion, Montréal, édit. du Boréal Express, 1981, p. 58-59.

- 17- En collaboration, "Les analyses de la crise", L'économie en questions, op cit. p. 2.
- 18- SEGUIN, M.T., Petites et moyennes entreprises et développement régional à l'heure de la restructuration de l'appareil de production. Une enquête sur cette question dans une région québécoise: le Saguenay-Lac-St-Jean. Paris, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes, 1982, 442 p.
- 19- KLEIN J.L. et alii, Désengagement de l'Etat et organisation populaire en région périphérique: le cas du Saguenay-Lac-St-Jean, Chicoutimi, GRIR/UQAC, vol. I, no. 2, Novembre 1982, 15 p.
- 20- JOYAL, A., "L'apport des entreprises communautaires dans les petites régions du Québec", Revue Canadienne des Sciences Régionales, VII, I, (1984), p. 65-76.
- 21- ALSENE, A., "L'alternative au tournant", Revue internationale d'action communautaire, 10/15, Automne 1983, p. 49-61.
- 22- GARNIER, J.P. et GOLDSCHMIDT, D., "L'Etat; c'est vous", Le monde diplomatique, Paris, Février 1979, p. 28 et voir Garnier J.P., "Des inconnus dans la ville", Espaces et Sociétés, no. 40, Janvier-Juin 1982, p. 87-102.
- 23- HAMEL, P. et LEONARD, J.F., "Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise", Politique d'aujourd'hui, Paris, no. 78, 1978, p. 155-164.
- 24- TOURAINE, A., L'après-socialisme, Paris, Grasset, 1980, 283 p. et La voix et le regard, Paris, Edition du Seuil, 1978.

- 25- RIOUX, M., "Remarques sur les pratiques émancipatoires dans la société industrielle en crise", Dupuis J.P. et alii, Les pratiques émancipatoires en milieu populaire, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 45-78.
- 26- ALSENE, A., op cit. p. 59.
- 27- FALL, K. et KLEIN J.L., op cit. p. 15.
- 28- AYDALOT, P., "La crise économique et l'espace", La revue canadienne des sciences régionales, VII, I, 1984, p. 9-31.
- 29- MACLOUF, P. et SARBIB, J.L., "Dualisation spatiale et dualisation sociale". Revue d'économie urbaine et régionale, no I, 1983, p. 119-146.
- 30- DOSTALLER, G., "La crise et sa gestion au Québec", op cit. p. 72
- 31- SACHS, I., "La crise des Etats-protecteurs et l'exercice des droits sociaux au développement", Revue internationale des sciences sociales, op cit. p. 137-151 et Godard O., Décentralisation et planification du développement endogène, VII, World Conference on Future Studies, Stockholm, Juin 1982, 17 p.

CHAPITRE 2

CHAPITRE II

LE QUEBEC ET LE MOUVEMENT POPULAIRE

La crise du capital, comme on l'a observé au chapitre précédent, a forcé une nouvelle redéfinition du rôle des mouvements populaires. Ainsi, l'émergence de ces mouvements en milieu urbain et régional s'inscrit dans la logique même du capital. Celui-ci par son désir d'appropriation de l'espace à des fins de profit heurte le territoire ou l'espace vécu de ces groupes.

Cette dualité est présente tout au long de l'évolution du mouvement populaire québécois notamment en milieu urbain, à Québec et à Montréal, et en milieu régional dans l'Est du Québec.

2.1 Emergence des Mouvements Populaires: inscription dans la logique du développement du capital

Dans la conception libérale du développement l'aménagement du territoire relève d'une simple logique financière. Toute notion d'enjeu politique se doit d'être évacuée. Tout doit être coordonné pour que les intérêts des promoteurs, des industriels et des commerçants soient privilégiés (Hamel et Léonard, 1982).

Historiquement, ce sont les intérêts des dites couches sociales qui ont structuré l'espace. En vue de favoriser l'accumulation du capital,

l'Etat prend en charge les secteurs dont le capital ne peut pas ou ne veut pas être le responsable: le logement, le transport, le loisir etc.

"L'Etat devient le centre privilégié des processus de production, distribution et gestion des "équipements collectifs" qui sont à la base de la structure urbaine. Cette intervention est rendue nécessaire par la contradiction croissante entre la socialisation de la consommation dans le capitalisme avancé et l'impossibilité pour le capital privé de répondre aux exigences fonctionnelles et sociales de biens collectifs, qui dans leur ensemble, ne sont pas suffisamment rentables pour des capitaux particuliers.¹

Par cette nouvelle fonction, l'Etat se fait davantage présent au sein même de la Société civile. Son rôle s'amplifie au point même de devenir le "véritable patron de la vie quotidienne".² C'est à ce niveau, selon Castells que s'articulent la politique et les mouvements populaires.³ D'un côté l'Etat, pour intensifier la circulation du capital, tente de se réappropriier l'espace au profit des promoteurs. Mais d'un autre côté il se retrouve à l'avant-scène; c'est donc vers lui que sont dirigés la majorité des luttes des classes populaires pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Un conflit permanent s'opère donc entre d'une part, les classes populaires et d'autre part, l'Etat et ses représentants. L. Robert affirme que ce conflit relève:

"de la dynamique contradictoire de l'Etat et du mouvement populaire dans la gestion du rapport de la société québécoise à son espace urbain et régional. Le premier dépolitise, masque, fragmente, sectorialise; il cherche à réduire l'espace au discours qu'il tient sur lui, donc à le vider des rapports sociaux qui le constituent. L'autre politise, dévoile, critique, fonde des solidarités, cherche à rapprocher les masses populaires de la prise de décisions et il tend à créer l'espace, à l'autonomiser comme enjeu de rapport de classe".⁴

2.2 Evolution du mouvement populaire québécois

Ancrée dans ces luttes à caractère spatial, l'évolution du mouvement populaire québécois se prolonge depuis plus de 20 ans; et toujours, tout au long de cette période, cette dynamique contradictoire s'est manifestée entre l'Etat et les masses populaires.

On voit cette, contradiction d'abord en milieu urbain avec la naissance des premiers comités de citoyens, notamment à Montréal en 1963 mais également à Québec avec les Comités de Citoyens de l'aire IO et à Hull avec l'Assemblée générale de l'Ile de Hull durant la même époque, et par la suite, en région notamment dans l'Est du Québec, où le plan du Bureau d'Aménagement de l'est du Québec (BAEQ) a déclenché le premier, et peut-être le seul, mouvement régionaliste au Québec. De façon moins spectaculaire, mais tout aussi importante, le mouvement populaire s'est étendu dans l'ensemble des régions du Québec: notamment au Saguenay-Lac-St-Jean avec la Maison de Quartier de Jonquière et le Regroupement des organismes communautaires et culturels d'Alma (ROCCA), à Rimouski avec le Regroupement des Organismes Communautaires de Rimouski (ROCCR), en Abitibi-Témiscamingue avec la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents de Rouyn.

Les résultats de toutes les luttes de ces groupes n'ont pas toujours été à la hauteur de leurs aspirations. Aujourd'hui leur situation en est une de réorganisation et de réévaluation de leurs discours et de leurs pratiques. Cette réévaluation est cependant en partie forcée par l'avènement de la crise économique et le réaligement des priorités de l'Etat-Providence.⁵

Quatre époques principales marquent l'évolution du mouvement populaire québécois. Pour illustrer cette évolution nous nous servirons des trois exemples représentatifs de l'histoire du mouvement populaire québécois; deux sont urbains, Québec et Montréal, et l'autre, le mouvement régionaliste de l'Est du Québec. Les exemples révèlent que le mouvement populaire a traversé plusieurs époques.

La première époque entre les années 1963-68, est caractérisée à Montréal par l'apparition des premiers comités de citoyens. Réunis autour de la paroisse, ces comités visaient d'abord à lutter pour des revendications plutôt locales et toujours insérées dans un climat de collaboration.⁶ A Québec, la période est davantage marquée par une destructuration de l'espace par le capital immobilier et par une première mobilisation de résistance à cette destructuration, celle du Comité de Citoyens de l'Aire IO en 1967. Enfin l'Est du Québec est le lieu choisi par l'Etat pour l'élaboration d'un plan-pilote: le bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) (Tableau I),

La seconde étape s'échelonne de 1968 à 1973 et elle est marquée à Montréal par une politisation et une réflexion plus profonde des groupes. C'est la mutation de comités de citoyens à groupes populaires. On assiste entre autres; à l'apparition des Comités d'Action Politique et du Front d'Action Politique (FRAP). A Québec, la mobilisation s'organise autour de la rénovation urbaine avec les Comités de Citoyens des quartiers populaires. Enfin, l'Est du Québec organise la résistance à la prolétarianisation des petits producteurs par les Opérations-Dignités.

TABLEAU 1

EVOLUTION DU MOUVEMENT POPULAIRE QUEBECOIS 1963-1984.

| ETAPES | MOUVEMENTS URBAINS | | MOUVEMENTS REGIONAL |
|---------|--|--|---|
| | Montréal | Québec | Est du Québec |
| 1963-68 | Animateurs sociaux Naissance des premiers comités de citoyens. | Destructuration de l'espace par le capital. Naissance du Comité de Citoyens de l'Aire 10. | Restructuration de l'espace rural et urbain par le BAEQ |
| 1968-73 | Politisation des luttes: CAP et FRAP. | Comités de Citoyens à l'intérieur des quartiers | Résistance des mouvements d'arrière-pays par les Opérations-Dignités. |
| 1973-78 | Répression-Récupération de l'Etat. Radicalisation idéologique. Apparition du RCM. | Accès au champ politique (R.P.). | Expériences populaires de développement le JAL. |
| 1978-84 | Démobilisation et réali- gnement. Sommet populaire de 1980. | Consolidation du mouvement politique associé au RPQ. | La SAIREQ et naissance des mouvements populaires le ROCCR. |

La troisième époque (1973-1978) suscite de la part de l'Etat une récupération/répression importante ainsi qu'une radicalisation idéologique des groupes. C'est une constante dans les trois régions mais plus spécifiquement à Montréal. Québec accède au champ politique par l'apparition de nouveaux partis politiques municipaux (Parti Municipal et Rassemblement Populaire). Enfin, les mouvements de résistance de l'Arrière-pays mettent sur pied des expériences populaires de développement, notamment celle du JAL.⁷

La dernière époque, l'actuelle, est marquée à ses débuts par une démobilisation et un réalignement du mouvement populaire suscité en bonne partie par la crise. A Montréal, on essaie de combattre l'isolement des groupes par le Sommet Populaire de 1980. A Québec, le mouvement populaire consolide son appui au Rassemblement Populaire. Dans l'Est du Québec finalement, les expériences de l'arrière-pays donnent naissance au regroupement de mouvements populaires en milieu urbain; notamment le Rassemblement des Organismes Communautaires et Culturels de Rimouski (ROCCR).

2.2.1 Le cas de Montréal: naissance des premiers groupes urbains

Montréal est le lieu des premiers mouvements populaires au Québec. Quatre étapes principales marquent l'évolution de mouvement populaire montréalais. La première (1963-68) est amorcée par l'éclosion des comités de citoyens et est liée à la participation des groupes à l'Etat.

La seconde (1968-1973) suscite une politisation et une réflexion plus profonde. La troisième (1973-1978) est marquée par la répression/récupération de l'appareil étatique ainsi que par une radicalisation idéologique de la part des groupes. Enfin la période actuelle se caractérise principalement par la démobilisation de certains militants et par la transition de certains groupes.

Entre les années 1963 et 1968 des comités de citoyens prennent forme.

"Il s'agit avant tout de groupes de pression locaux qui travaillaient en milieu urbain à l'échelle du quartier dans les zones dites défavorisées et qui avaient comme objectif officiel l'amélioration des équipements collectifs ou la non-détérioration de leurs milieux de vie" (Collin et Godbout 1977).

Ces comités de citoyens se regroupent dans les quartiers du centre-ville.⁸ Les revendications premières sont liées à celles des pauvres: logement, éducation, etc. Mais également des problèmes de nature urbaine sont abordés comme les feux de circulation, la démolition de taudis, etc.⁹

Les mouvements se regroupent davantage selon les bases territoriales de la paroisse.

Une des caractéristiques majeures durant cette période réside dans le rôle joué par un nouveau type d'acteur social soit l'animateur social et par son organisme-employeur, le Conseil des Oeuvres de Montréal (COM).¹⁰

Le COM et ses animateurs sociaux se perçoivent comme des acteurs visant à freiner, ou tout au moins, amoindrir les transformations urbaines du quartier (Mcgraw, 1978). Le COM se réclame de la thèse de S. Alinski sur le développement communautaire.¹¹ On base ce développement sur l'organisation populaire et on vise à modifier la structure du pouvoir dans la société. Telle était la position du COM à l'époque des Comités de Citoyens (Collin et Godbout, 1977).

Cette première étape se résume comme suit; les groupes populaires mettent l'accent sur des revendications de nature plutôt locale. Ils sont encadrés par un nouveau type d'acteur, l'animateur social. Enfin, cette période est identifiée comme étant une de collaboration et de participation à l'Etat. La Société est acceptée par les groupes, telle qu'elle est, sans remise en question des mécanismes la régissant. (Collin et Godbout, 1977).

De 1968 à 1973, un changement s'opère. Les revendications touchant le bien-être quotidien sont délaissées. La période de la simple contestation est dès lors révolue. D'une part, les groupes essaient eux-mêmes de fournir des services dans le but d'améliorer leurs conditions de vie (comptoir alimentaire, cliniques de quartier, Association Coopérative d'Economie Familiale, etc.) D'autre part, les critiques envers l'Etat se font plus percutantes. L'Etat n'est plus perçu comme un collaborateur mais davantage comme un Etat de classe. Dorénavant, les problèmes sont perçus comme devant être réglés par les groupes eux-mêmes et non par la collaboration avec l'Etat: on parle alors de groupes populaires et non plus

de comités de citoyens.¹²

Cette évolution relève de la prise de conscience par les groupes populaires de liens existant entre les problèmes concrets et la problématique des classes sociales, des structures sociales et des rapports sociaux.¹³

Cette réflexion plus profonde et cette politisation replacent les luttes des comités de citoyens sur un terrain plus offensif. Le quartier devient la base des revendications des groupes. Pour accéder aux luttes offensives, des Comités d'Action Politique (CAP) sont fondés dans chacun des districts électoraux de l'espace montréalais. Les "CAP jetaient les bases de ce qui allait être le FRAP".¹⁴ Les CAP s'attribuent alors un double rôle:

- 1) "permettre une meilleure coordination des luttes que mènent les groupes populaires et regrouper les forces existantes.
- 2) politiser la population en démontrant que la cause réelle des problèmes se situe au niveau du pouvoir politique" (FRAP, 1970).

En plus les CAP entendent susciter l'éclosion d'un mouvement général rejoignant toutes les classes populaires montréalaises. Ce mouvement général, c'est le FRAP. Il voit le jour au printemps 1970. Avec lui, le niveau de réflexion politique évolue. P. Hamel rapporte que:

"selon ses initiateurs, le FRAP venait de combler trois grandes lacunes: d'abord l'absence d'une pensée politique,

ensuite l'absence d'une direction permettant d'orienter les différents types de luttes et l'absence d'organisation et de structures d'organisation" (Hamel 1983).

Pour répondre à ces carences le FRAP se propose d'aborder plusieurs fronts de luttes: celui de la consommation (formation de coopératives), celui du travail (consolidation de la solidarité entre travailleurs) et, le dernier, celui de la politique (prise de position des intérêts des masses populaires notamment par l'élection de candidats au Conseil municipal de Montréal) (Mcgraw, 1978).

A l'élection de 1970, l'échec électoral est cuisant. Au cours de nombreuses discussions, une scission se produit. Certains préfèrent continuer des actions collectives, d'autres par contre croient qu'un retour au travail de base à l'intérieur des quartiers s'avère nécessaire.¹⁵

La mort du FRAP n'entraîne cependant pas la mort des activités des groupes populaires. Certains groupes, entre autres, vont offrir un soutien aux luttes populaires tels le Centre de Formation Populaire, l'Agence de Presse Libre du Québec, le Conseil Coopératif de recherche en politique sociale (Hamel, 1983). D'autres dans les quartiers entreprennent de nombreuses luttes (logement à Milton Parc, l'autoroute Est-Ouest) sans oublier les services que les groupes continuent de se donner (garderie, comptoirs alimentaires, etc.) (Hamel, 1983).

Cette période de 1968-73, marquée par de nombreux bouleversements

est l'illustration, selon nous, de deux aspects importants; premièrement, du changement social vécu à l'époque des Comités de Citoyens, alors que les revendications locales sont abandonnées au profit d'une pensée politique plus globale et deuxièmement, des limites de l'animation participation, telle que prônée par les animateurs sociaux. Mais cette effervescence marque le début d'une crise à l'intérieur des groupes populaires, qui sera suscitée par l'apparition de nouveaux acteurs. Ces derniers marqueront de façon significative l'évolution du mouvement populaire à Montréal.

Deux phénomènes en apparence contradictoires émergent durant la troisième période, celle de 1973-78. D'abord la récupération/répression étatique et ensuite la récupération/liquidation des groupes d'extrême-gauche.¹⁶

La présence de l'Etat durant la période précédente a été somme toute assez discrète, si ce n'est la tentative d'encadrement de la part de la Compagnie des Jeunes Canadiens.¹⁷

Mais lors de la troisième période, la présence étatique se fait très forte. L'Etat québécois envahit les champs nouveaux déjà explorés précédemment par les groupes populaires. Dans le domaine social, les cliniques juridiques populaires cèdent le pas à l'Aide juridique. Les cliniques populaires de santé donnent naissance au réseau des Centres Locaux de Services Communautaires (CLSC).¹⁸ L'Etat fonctionnarise, en quelque sorte, ces services. Certains leaders du mouvement populaire exerceront un

rôle important dans la mise sur pied de ces nouveaux appareils étatiques. Ils se retrouvent en grand nombre dans des emplois nouveaux et rémunérateurs (Godbout, 1983). "Une nouvelle catégorie de travailleurs professionnels voit le jour, l'organisateur communautaire salarié à la solde de l'Etat".¹⁹

L'encadrement des luttes populaires par l'Etat fédéral se fait d'une façon spécifique. Il est structuré davantage par des politiques de subventions aux projets communautaires.²⁰ Dès lors une multitude de groupes dépendront de cette politique.

Non moins importante, l'apparition des groupes marxistes-léninistes (ML) démobilisera plusieurs groupes. Dans un premier temps, ces groupes vivent une période de très grande activité. Leurs premières cibles sont les groupes de recherche et d'information.²¹ Longtemps ces derniers ont servi d'outils de travail et de plate-forme de soutien dans la recherche d'alternatives politiques et socio-culturelles (Lague, 1979).

L'alternative se trouve dans les lectures de En Lutte et de la Ligue Communiste (Lague, 1979). Mais plus tard les groupes de service sont aussi investis, tels les garderies populaires, les comptoirs alimentaires, etc.²²

En 1976, la fermeture appréhendée du Centre de Formation Populaire suscite un questionnement sur l'orientation prise par les groupes ML. Des luttes d'opposition s'organisent à l'intérieur des groupes. Pour

l'offensive ML, les groupes favorisent une nouvelle approche: le populisme (Désy M. et alii., 1980).

Les revendications populaires redeviennent alors locales. Des grands discours axés sur la lutte des classes sont progressivement abandonnés par les groupes. L'époque de la démobilisation est arrivée.

Dès le début de la quatrième étape (1978-1984), une autre crise éclate à l'intérieur des groupes. L'offensive pour contrer les ML a, en quelque sorte, isolé le mouvement populaire dans son entier. Les différents groupes optent pour des revendications locales et pour une politique d'auto-défense. Pour combattre cet isolement social, le Conseil Central de Montréal de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) organise, de concert avec les mouvements populaires montréalais, un sommet populaire en avril 1980.²³ Le but de ce sommet est de formuler des politiques afin d'orienter la lutte pour l'amélioration des conditions de vie. En plus, le sommet tend à démontrer l'arbitraire de l'Etat en période de crise et les moyens dont les organisations peuvent se doter pour sortir de cette crise (Hamel et alii., 1982).

2.2.2 L'évolution du mouvement populaire à Québec: des comités de citoyens à la lutte politique

Les premiers comités de citoyens à Québec utilisent le même discours que ceux de Montréal, soit celui sur la réappropriation de l'espace du centre-ville au profit du citoyen et les luttes pour l'amélioration des

conditions de vie. Les politiques des groupes en matière de développement s'articulent autour de la restauration, la rénovation de HLM et de l'aide aux petits commerçants.²⁴ Cependant, bien avant la naissance de ces comités de citoyens, les organismes politiques et économiques liés au pouvoir municipal, s'affairaient à réaménager l'espace. En fait, le plan de la ville se résume à rentabiliser le centre-ville de Québec en implantant des grands commerces et des logements de luxe, en réaménageant les édifices gouvernementaux sur la colline parlementaire et en construisant une autoroute afin de ramener les banlieusards au centre-ville.²⁵

Cette "chirurgie drastique"²⁶ touche dans une large mesure une importante frange des quartiers populaires formant ce qu'on appelle le "Croissant de pauvreté".²⁷

Dès le début des années '60 il est avancé que 40% des logements de la ville de Québec doivent être restaurés. La ville lance un vaste programme de rénovation urbaine.

De 1960 à 1965, une épuration de stocks de logements est effectuée et aucune force n'a pu y résister. Par contre, cette période servira de déclencheur des mouvements de résistance face à la destruction de l'espace telle que prônée par la ville.

A partir de 1967, les choses évoluent. Avec la fondation du Comité de Citoyens de Saint-Roch, naît le premier groupe d'opposition à Québec. Il prend le nom du Comité de Citoyens de l'Aire 10.²⁸ Formé par

un prêtre et un animateur social, la base sociale²⁹ de ce comité de citoyens regroupe 70% de la classe ouvrière et des assistés sociaux du quartier mais également des notables et des représentants de la petite bourgeoisie. Ce comité oeuvre dans le quartier, base privilégiée des luttes d'opposition (Doré et Plamondon, 1980).

A l'origine, il croit que la rénovation se fera dans l'intérêt des gens du quartier. Il se propose comme intermédiaire et même comme un collaborateur entre d'une part, les citoyens du quartier et d'autre part, l'administration municipale (Ezop-Québec, 1981).

Les premières revendications du Comité portent sur la libération de terrains afin de construire des logements à prix modiques de type coopératif. La ville refuse toutes les suggestions du Comité et propose son propre plan. Deux complexes d'habitations seront créés mais en périphérie du quartier. Dès lors, le Comité s'aperçoit qu'on ne peut plus composer avec la ville.

Dans les faits, malgré de nombreuses luttes, le Comité ne réussit pas à empêcher le vidage du quartier. Cependant, quelques points positifs sont à retenir. Il a mis en contradiction les discours et les pratiques de la ville en matière de rénovation en insistant sur les points tels le logement coopératif, la conception communautaire du milieu, le contrôle de l'information par ceux à qui elle est destinée.³⁰ De plus, si le Comité de l'Aire 10 demeure le précurseur, d'autres comités se formeront, notamment le

Comité de Citoyens de St-Sauveur.³¹

Cette phase des comités de citoyens à Québec se poursuit jusqu'en 1973-74. Selon Doré et Plamondon, les intérêts des groupes sont orientés vers ceux des classes populaires.

"Jusqu'en 1974, malgré la présence d'éléments de la petite bourgeoisie traditionnelle (membres du clergé) et de la petite bourgeoisie salariée (principalement les jeunes professionnels des sciences humaines et des enseignants) les comités de quartier s'identifient de très près aux intérêts immédiats des bases populaires qu'ils représentent" (Doré et Plamondon, 1980).

Après 1974, pendant l'étape suivante, le comité véhicule le désir des classes populaires d'accéder au champ politique. Fruit de plus de deux ans de luttes urbaines, émerge le Rassemblement Populaire de Québec (RPQ) (Villeneuve, 1982). Ce parti se donne le mandat de défendre les intérêts des gens laissés pour compte et de ramener le pouvoir de décision dans les quartiers (Racicot, 1980).

Selon Villeneuve, l'articulation des groupes populaires et du RPQ est lente mais progressive.

"L'articulation entre les groupes populaires et le RPQ se constitue graduellement au lieu d'être une coalition d'intérêts après avoir fait élire des conseillers comme ce fut le cas pour le RCM à Montréal, le RPQ est plutôt un regroupement autonome de militants des groupes populaires". (Villeneuve, 1982)

Après cette étape de mise en place du RPQ, l'étape suivante

consiste davantage à consolider l'emprise du parti dans les quartiers populaires notamment par l'appui des comités de quartiers.

L'évolution des luttes populaires à Québec s'inscrit, comme à Montréal, dans un contexte urbain. L'adversaire du mouvement populaire demeure le même, la ville: "véritable patron de la vie quotidienne". Dès l'apparition des comités de citoyens jusqu'à la lutte populaire, les aspects du mouvement populaire québécois ressemblent beaucoup à ceux des groupes montréalais. Selon Robert, "Du mouvement populaire urbain au Québec, on peut donc dire ceci: il a fait accéder l'urbain au politique, il a même donné naissance à des partis politiques d'opposition sans que ceux-ci en constituent l'expression plénière et exclusive" (Robert, 1978).

Cependant un autre phénomène propre au mouvement populaire émerge durant cette époque. Celui-ci aura droit à son originalité puisqu'il prend naissance en région périphérique dans l'Est du Québec plus particulièrement. Résultant d'une agression étatique, ce mouvement, à l'origine de type défensif, s'identifiera par la suite comme le premier mouvement régionaliste au Québec.

2.2.3 Le mouvement populaire dans l'Est du Québec: mouvements de résistance, aménagement intégré des ressources et revendications urbaines

La vaste région de l'Est du Québec³² a vu naître "le premier

mouvement régionaliste au Québec" (Robert 1978). Il s'inscrit dans une action de résistance à l'agression de l'Etat et de ses représentants, en l'occurrence le Bureau d'Aménagement de L'Est du Québec (BAEQ). Ici également, nous divisons l'évolution du mouvement populaire de l'Est du Québec en quatre étapes. La première de 1963 à 1968, voit naître l'expérience du BAEQ. La seconde se caractérise principalement par le mouvement de résistance au plan de développement tel que prôné par le BAEQ; elle se prolonge de 1968 à 1973. La mise en place du concept d'aménagement intégré des ressources et des expériences populaires de développement caractérise la période suivante, qui s'étend de 1973 à 1978. Enfin, la période actuelle en est une de consolidation de projets autonomes et de développement, spécialement par la mise en place de la Société de l'Aménagement Intégré des Ressources de l'Est du Québec (SAIREQ) et des premiers mouvements urbains de l'Est du Québec notamment le ROCCR de Rimouski.

En 1963, le gouvernement québécois met sur pied le BAEQ. Son mandat consiste à élaborer un plan de développement pour l'ensemble de la région. Il s'agit d'une vaste expérience de participation et d'animation sociale qui doit se prolonger sur une période de trois ans.

Dans un premier temps, le BAEQ se fixe comme objectif de rendre compte des difficultés socio-économiques du milieu et d'en expliquer les causes, pour ensuite, dans un deuxième temps, y apporter les correctifs.

La participation populaire poursuivie au départ se limitera en bout de ligne à la consultation de l'élite régionale (Godbout 1983). En 1966, le rapport est terminé, il s'agit de dix cahiers de plus de 1 000 pages comprenant 232 recommandations.

Pendant deux ans, le plan proposé est analysé sous tous ses aspects. En 1968, il débouche sur une entente Canada-Québec. Si certaines recommandations sont rejetées, par contre les objectifs du BAEQ sont retenus dans une très large mesure. Il prévoit en outre:

"La fermeture de nombreuses paroisses, c'est-à-dire la destruction de toutes les maisons de ces villages, un déplacement organisé de ces populations vers les grands centres urbains, une restructuration de l'économie locale (fermeture des entreprises trop petites et concentration de l'activité dans quelques centres), enfin un zonage fonctionnel de l'espace régional: espaces de loisirs, espaces de production agricole, espaces à urbaniser".³³

Le plan s'inscrit dans un modèle étatique planifié qui vise à restructurer l'espace de l'Est du Québec. Pour S. Côté, l'Etat cherche à intégrer l'économie de l'Est du Québec au reste de l'économie québécoise et continentale.³⁴ Le moyen privilégié pour obtenir cette intégration est la mobilité de la main-d'oeuvre.

"Il importe de souligner qu'un tel objectif impliquerait la liquidation de la petite propriété, la prolétarisation de la population et le déplacement de celle-ci vers des centres plus propices au développement industriel. Ceci représente rappelons-le, la condition première de la soumission d'un espace à la logique du capitalisme. C'est sur la recherche d'une telle mobilité de main-d'oeuvre que le BAEQ pouvait proposer et justifier la fermeture de certaines municipalités."³⁵

Après la fermeture de 13 paroisses, la population réagit. La deuxième étape est entamée. Pendant cette deuxième période (1968-1973), l'on assiste à l'éveil de l'arrière-pays rural. Un mouvement de résistance au modèle technocratique du BAEQ prend place. Cette résistance se canalise dans les Opérations-Dignités (O.D). Formée de petits producteurs agricoles et forestiers, de journaliers sans terre et de certains représentants de l'élite professionnelle, cette lutte exprime la volonté franche de vouloir vivre chez soi "à partir des ressources propres au territoire".

Trois opérations-dignités prennent rapidement forme. En 1970 dans la Matapédia, en 1971 dans l'arrière-pays de Rimouski et en 1972, la dernière, en Gaspésie.³⁶ Plus de 65 paroisses de l'Est du Québec sont touchées par ces O.D.. Les manifestations inquiètent l'Etat au point de ralentir, dans un premier temps, sa politique de fermeture des paroisses et dans un deuxième temps de proposer une politique de relocalisation sur une base volontaire (Robert, 1978).

Mais la population demeure tenace. Suite à la résistance au modèle étatique, elle propose sa propre alternative, l'aménagement intégré des ressources.³⁷ Ce concept emprunté au langage technocratique est repris par la population dans le but de contrôler ses propres ressources (Robert, 1978). Par cela, elle entend utiliser de façon rationnelle les ressources non seulement forestières, mais également touristiques et agricoles, donner de l'emploi aux résidents du milieu et consolider le tissu d'habitat en milieu rural.³⁸ Bref, prendre sa propre économie en main en essayant de se

donner des structures démocratiques et en favorisant la participation populaire.³⁹

Pendant la période 1973-78 s'opérationnalise le concept de l'aménagement intégré des ressources. Résultant des luttes des Opérations-Dignité, des formules de participation et d'expériences communautaires voient le jour durant cette époque. On pense en particulier à des structures communautaires et coopératives comme le JAL, aux entreprises mixtes comme les Sociétés d'Exploitation des Ressources (SER).⁴⁰ Cette structure s'est donnée comme rôle de permettre "aux propriétaires de boisés de prendre en main l'administration et l'exécution des travaux sylvicoles".⁴¹

En 1975, certains leaders de l'arrière-pays croient au besoin de créer un organisme capable de consolider les objectifs de l'aménagement intégré des ressources. Un organisme entreprendra une recherche globale sur les potentialités de l'ensemble du territoire de l'Est du Québec. La Société d'Aménagement Intégré des Ressources (SAIREQ) voit alors le jour. Il s'agit d'une "fédération assurant un support technique aux groupes et aux individus de la région du Bas du Fleuve voulant mettre sur pied des projets économiques".⁴² De plus, elle coordonne les organismes communautaires et coopératifs, ainsi que les Sociétés d'Exploitation des Ressources.

Bien que né en 1976, la SAIREQ ne sera véritablement opérationnelle qu'à partir de 1979, année où son premier budget lui est

octroyé. De plus, ses relations à l'Etat s'avèrent difficiles puisque ce dernier ne l'accepte pas comme un interlocuteur valable au niveau du développement, préférant négocier directement avec les municipalités (Dionne et Klein, 1982).

Pendant cette époque, le mouvement rural inspire d'autres luttes en milieu urbain. Déjà durant l'époque des O.D. et par la suite, certaines luttes populaires urbaines ont été entreprises mais elles s'orientaient davantage vers les luttes de l'arrière-pays, c'est le cas notamment de la Télévision Communautaire de Matane, du journal La Voix du Peuple, les collectifs cinématographiques de Rimouski, etc.⁴³

A partir de 1978, une mobilisation strictement urbaine se crée à Rimouski; c'est le Regroupement des Organismes Communautaires et Culturels de Rimouski (ROCCR). Formé en partie des professionnels de l'Etat, d'enseignants mais aussi de chômeurs et d'assistés sociaux, leurs revendications rejoignent celles de l'arrière-pays rural soit: le refus de quitter la région, le désir de s'organiser collectivement et la volonté de créer des emplois (Côté et Lévesque, 1982).

Le ROCCR doit sa naissance, à l'automne 1978, à un regroupement d'organismes communautaires et culturels à la recherche de lieux communs. Au départ, 11 groupes participent à sa fondation. En 1982, 21 organismes sont membres du ROCCR, dont 11 logent à l'intérieur de l'ancien édifice de l'Institut de Marine de Rimouski (Dupuis et alii., 1982).

Leurs actions communes se résument ainsi: l'implication dans les dossiers municipaux: (transport en commun, grève dans les Caisses Populaires), l'élaboration d'une politique de développement culturel et communautaire pour servir d'alternatives aux politiques de la ville, et la canalisation de divers groupes à idéologie fort différente dans le but d'établir des intérêts communs dans plusieurs domaines. Tout cela révèle un souci d'autonomie et de respect des différences (Dupuis et alii., 1982).

Pour certains, les luttes urbaines et rurales se sont fondues entre elles à partir des luttes de l'arrière-pays pour former, peut-être, l'embryon d'un mouvement régional (Côté et Lévesque, 1982).

Comment inscrire alors le mouvement populaire de l'Est du Québec? Pour le CRDQ, il s'agit d'un nouveau modèle de développement encore marginal mais suffisamment élaboré pour faire bouger l'Etat (CRDQ, 1979). Par ailleurs, L. Robert y voit des points de résistance aux formes d'exploitation capitaliste. Ces luttes forment un germe pouvant aller à des luttes plus globales forçant l'Etat à modifier ses pratiques (Robert, 1978).

Enfin, S. Côté et B. Lévesque affirment que l'on doit voir dans ce mouvement une: "volonté commune qui circonscrit un espace de solidarité et des aspirations qui font appel à un projet de société alternative que plusieurs qualifient de socialiste" (Côté et Lévesque, 1982).

Sans aller jusque là, il est permis de penser que ce mouvement a démontré sa volonté de résister à l'agression de l'Etat dans un premier temps, pour ensuite jeter les bases d'une solidarité populaire qui mériterait d'être répétée ailleurs.

Pendant la période des Opérations-Dignité , un autre mouvement de résistance prend forme. Provenant de l'Abitibi-Témiscamingue ce mouvement, bien que moins connu, a déjà une histoire fort longue. Nous en ferons une brève description au chapitre suivant.

NOTES ET REFERENCES

- 1- CASTELLS, M. "Mouvements sociaux et voie démocratique vers le socialisme", Autrement, 06-76, p. 200.
- 2- Loc. cit.
- 3- Ibid, p. 201.
- 4- Voir ROBERT, L., "L'espace et l'Etat", in Critères, no. 23, 1978, p. 256.
- 5- ROSANVALLON, P., La crise de l'Etat-Providence, Paris, Editions du Seuil, 1981, 184 p.
- 6- LEGARE, A., Les Comités de Citoyens une forme nouvelle de participation, Thèse de maîtrise, Montréal, Département de Sciences Politiques, Université de Montréal, 1970.
- 7- Regroupement de 3 villages du Témiscouata: St-Juste, Auclair et Lejeune.
- 8- Notamment les quartiers St-Henri, Pointe St-Charles, Centre-Sud et Hochelaga.
- 9- HAMEL, P., Logement, luttes urbaines 1963-1976, Montréal, Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal, 1983, p. 12. et McGraw D., Le développement des groupes populaires à Montréal, 1963-73, Montréal, Edit. Coopératives Albert St-Martin, 1978, 181 p.

- 10- Organisme privé financé par des campagnes populaires de souscriptions et par la Fédération des Oeuvres Canadiennes Françaises.
- 11- ALINSKI, S., Manuel de l'animateur social, Paris, Editions du Seuil, 1976, 240 p.
- 12- DESY, M. et alii, La conjoncture au Québec au début des années '80'. Les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire. Rimouski, Librairie Socialiste de l'Est, éd., 1980, 200 p.
- 13- DESLAURIERS, J.P., et POULIOT, H., Les groupes populaires à Sherbrooke: pratique, financement et structure, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1982, p. 15.
- 14- En collaboration, Manifeste du FRAP, Montréal, Mai 1970, p. 15.
- 15- Notamment les CAP des quartiers ouvriers de St-Jacques et Maisonneuve.
- 16- LAGUE, J.G., "Un pas en avant, deux (trois?) pas en arrière", in Le temps fou, Mars-Mai 1979, p. 44 à 49.
- 17- BALY, M., Revolution Game, Toronto, New Press, 1970, 219 p.
- 18- MARTIN, N. ET GODBOUT, J., Participation et innovation. L'implantation des centres locaux de services communautaires et les organismes autonomes, Montréal, ENAP, INRS-Urbanisation, 1974, 344 p. et annexes. Voir aussi Godbout, op cit., p. 91 et suivantes.
- 19- RABOY, M., "Profession militant-e", Le temps fou Septembre-Octobre, 1981, p. 2.

- 20- Notamment les projets Perspective-Jeunesse (PJ), Projet d'Initiatives Locales (PIL), Relais, Canada au travail, Jeunesse Canada au travail, etc.
- 21- En particulier la revue Mobilisation et l'Agence de Presse Libre du Québec.
- 22- Voir l'exemple de l'action ML à l'intérieur d'un comptoir alimentaire à Montréal dans Hamel P., Léonard J.P. et Mayer R., Les mobilisations populaires urbaines, Montréal, Nouvelle Optique éd. 1982, p.79 à 89.
- 23- LAROSE, G., "Syndicats et organisations populaires: élaboration d'une perspective de lutte sur les conditions de vie", Revue Internationale d'action communautaire, no. 4, 1980, p. 141 à 145.
- 24- RACICOT, P., "Le rassemblement Populaire de Québec et les Citoyens", Revue internationale de l'action communautaire, no. 4 1980, p. 130.
- 25- RACICOT, P., op cit. p. 129 et Villeneuve P.Y., "Changement social et pouvoir municipal à Québec", Cahiers de géographie du Québec, vol. 26, no. 68, p. 230.
- 26- Terme emprunté à Doré G. et Plamondon D., "Les pratiques d'opposition à Québec", Revue internationale d'action communautaire, no. 4, 1980, p. 120.
- 27- CLICHE, P. Espace social et mobilité résidentielle, Québec, Presses de l'Université Laval, 1980, 183 p.
- 28- Nom donné au quartier Saint-Roch par le Service d'Urbanisme de la ville de Québec.

- 29- Se définit comme l'ensemble des individus et des groupes composant objectivement le milieu touché par le problème en question (in Ezop-Québec, Une ville à vendre, Montréal, éd. Coopérative A. St-Martin, 1981, p. 528). La base sociale fait partie d'un modèle établi par Castells sur la dynamique des luttes urbaines. Voir Castells M., La question urbaine, Paris, édition Maspéro, 1972, p. 526.
- 30- TREMBLAY, P. A., "Les comités de citoyens sur la scène politique", Anthropologie et Société, 1980, vol. 4, no. I, p. 37 à 51.
- 31- TREMBLAY, P.A., La politique par le biais: Une histoire du Comité de Citoyens de St-Sauveur, Thèse de maîtrise en anthropologie, Université Laval, 1980.
- 32- L'une des régions administratives du Québec, soit la région 01, elle réunit le Bas St-Laurent, la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine.
- 33- GOURVIL, J.M., "Une vision technocratique de l'animation sociale: le BAEQ", Revue Internationale d'action communautaire, 2/4, Août 1979, p. 138.
- 34- COTE, S., "Enjeux régionaux et luttes pour le pouvoir", Cahiers du Socialisme, no. 4, Automne 1979, p. 211.
- 35- DIONNE, H. et KLEIN. J.L., "L'aménagement intégré des ressources une alternative à la marginalité rurale", Interventions Economiques, no. 8, 1982, p. 86.
- 36- BANVILLE, C., Les Opérations-Dignité, Québec, Fond de la Recherche Forestière de l'Université Laval, 1977.
- 37- Voir Dionne et Klein, op cit., p. 85 à 90.

- 38- DUGAS, C., "Développement communautaire et marginalisation dans l'Est du Québec", La revue Canadienne des Sciences Régionales, IV, 2, 1981, p. 230.
- 39- Voir Dionne H. et alii, Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural, Rimouski, UQAR, GRIDEQ éd. 1983, p.77-153.
- 40- CRDQ, Développement Régional et Mouvement Populaire: l'exemple de l'Est du Québec, Québec, CRDQ, 1979, p. 3 à 27.
- 41- Communication-Québec, L'aménagement forestier, 1974, p. 8.
- 42- DUPUIS, J.P. et alii. Les pratiques émancipatoires en milieu populaire, Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 182.
- 43- COTE, S. et LEVESQUE, B., "L'envers de la médaille: le sous-développement régional", Interventions économiques, no. 8, 1982, p. 73.

CHAPITRE 3

CHAPITRE III

Le Mouvement Populaire en Abitibi-Témiscamingue: antécédents historiques.

Bien que la région abitibienne soit très jeune, l'histoire de son mouvement populaire est, somme toute, assez longue. Déjà à l'époque de la colonisation des années trente et quarante, des projets de villages coopératifs de Roquemaure et Guyenne sont mis sur pied. Puis, 20 ans se sont écoulés avant que l'on assiste à un renouveau du mouvement populaire abitibien. De la fin des années soixante jusqu'au milieu des années soixante-dix, le mouvement populaire abitibien connaît son heure de gloire, sous l'impulsion notamment du mouvement syndical et coopératif. Enfin à l'époque actuelle, de la démobilisation on passe à la redéfinition.

3.1 Les mouvements de colonisation

L'Abitibi doit sa naissance à l'ouverture de nouveaux axes de pénétration dans le Nord québécois. Par l'apparition de deux chemins de fer en 1896 et 1910, l'accès aux richesses naturelles abitibiennes devient possible.¹ Tout au long des deux premières décennies du vingtième siècle l'Etat québécois laisse percevoir la possibilité d'exploiter les matières premières en s'associant avec les représentants du grand capital, qu'il soit minier ou encore forestier.²

Mais cette stratégie étatique sera quelque peu bouleversée par les méfaits de la crise de 1929. En plus de favoriser le Capital, la colonisation a dès lors un autre but: celui d'endiguer les effets du chômage urbain. La façon préconisée par l'Etat sera de mettre en application une politique plus ferme de colonisation. M. Asselin affirme que l'on passe d'une colonisation assistée à une colonisation dirigée.³ En effet, sur une période de 20 ans, quatre plans de colonisation seront élaborés par l'Etat.⁴

Les résultats de ces plans de colonisation ont permis une augmentation substantielle de la population abitibienne. Entre 1931 et 1951, la population abitibienne passe de 22 000 à 84 000 habitants. Par contre, en ce qui a trait à la population rurale, elle diminue, passant de 68,2% à 57,5% du total. En réalité, seule la période des années trente réussira à maintenir le statu quo. Selon Laplante, les plans de colonisation ne sont que des "mesures visant à conserver le statu quo et non à faire des correctifs quant aux investissements". (Laplante, 1983)

Cette intervention étatique, plus ou moins réussie, sera doublée d'un autre phénomène: celui de tenter de sédentariser le colon, de le rendre dépendant d'une communauté et de l'empêcher de se prolétarianiser en vendant sa force de travail. Le moyen utilisé sera la coopération (Asselin, 1982).

3.2 La coopération: mise en place des premiers mouvements populaires en Abitibi-Témiscamingue

Ces expériences marquent une étape importante dans l'histoire du mouvement populaire abitibien. En effet, Morisonneau (1982) affirme que le coopératisme constitue le berceau des mouvements populaires en Abitibi. Pour Laplante (1983), la coopération abitibienne doit être vue comme une poussée de l'entrepreneurship collectif. De cette nouvelle formule, deux expériences particulières surgiront: Roquemaure et Guyenne. Toutes les deux peuvent s'inscrire dans une nouvelle forme d'appropriation de l'espace et d'une prise en charge par une communauté locale de son destin social et économique.

Ainsi, la première expérience de coopération, celle de Roquemaure, voit le jour en 1933 sous les auspices de la Société Sainte-Anne-de-la-Pocatière.⁵ Son but est d'ouvrir une paroisse en Abitibi. Fortement encadré par l'Eglise, le syndicat coopératif de Roquemaure naît en novembre 1934. Trois activités importantes caractérisent l'histoire de la coopération à Roquemaure. Premièrement, l'établissement de la Caisse Populaire en 1937; deuxièmement, la création d'un syndicat de travail en 1941, dont le but est la construction collective des fermes et la préparation collective des sols, et enfin l'établissement des chantiers coopératifs. Roquemaure demeure le précurseur en ce domaine. Ces chantiers consistent à négocier des contrats de coupe avec des compagnies de pâtes et papiers (la C.I.P.). L'organisation, l'administration et le financement relèvent entièrement du syndicat.⁶ Le chantier coopératif permet en outre "de se donner de meilleurs revenus et de meilleures conditions de travail et

surtout de prolonger la vie communautaire dans une activité qui, auparavant, les séparait les uns des autres en plus de les éloigner durant plusieurs mois". (Laplante, 1983)

Ces chantiers seront à la base des chantiers coopératifs de l'Union Catholique des Cultivateurs (UCC). Cette expérience, basée sur les chantiers coopératifs, se devait de continuer ailleurs en Abitibi. Mais une variante y est ajoutée. C'est l'abolition de la gestion privée du sol et la mise sur pied du travail communautaire. Bref, la fondation d'un village "d'innovations sociales". (Morissonneau, 1982). Le projet de Guyenne vient de naître.

Guyenne doit sa naissance à la volonté de jeunes gens de Québec de fonder un village selon les idéaux des chantiers coopératifs. En 1947, le gouvernement québécois cède 200 lots à la Fédération des Sociétés de Colonisation. Cette dernière cède à son tour ces lots à un syndicat de travail désireux d'établir une paroisse coopérative. Ce syndicat se nomme le Syndicat de Travail de Guyenne. Les avantages à travailler selon les formules coopératives, sont facilement discernables pour les membres fondateurs. Premièrement, le fonctionnement administratif est simplifié, les lots étant accordés en bloc et non pas en particulier à chaque colon. Deuxièmement, la formule coopérative permet de spécialiser les tâches selon les aptitudes de chacun des membres. Troisièmement, une coupe sélective est privilégiée en vue d'une exploitation rationnelle de la forêt. Enfin, les membres sont leur propre patron et les administrateurs sont élus par eux.⁷

Le but des membres de la coopérative est de devenir des agriculteurs autonomes au bout de dix ans. Pour y parvenir, cependant, les chantiers coopératifs demeurent la base de revenus du village. Chaque membre fournit une part sociale de 100\$. En plus, 50% des salaires se retrouvent dans un fond collectif du syndicat. Ce fond devait servir à l'achat d'un moulin, à octroyer une prime aux colons désirant s'établir à Guyenne, à financer la maison du colon, etc.⁸

Au début, l'organisation du travail était la suivante: tout travail forestier se devait d'être effectué en équipe, mais le travail était rémunéré selon l'habileté de chaque homme à l'intérieur de l'équipe. Les abattis au début sont faits en équipe, mais plus tard ils sont l'entière responsabilité du colon, et ce, pour ne pas privilégier un colon aux dépens d'un autre. La levée de la charpente de la grange était une responsabilité collective, le reste étant dévolu au colon. En général, le travail des membres est réparti sur deux périodes. En hiver, on travaille dans les chantiers; en été, les travaux sont orientés vers la construction, les abattis, etc. (soit le travail à effectuer pour l'ensemble de la coopérative).⁹ L'importante période de construction des infrastructures communautaires s'étale sur sept ans. Les réalisations sont nombreuses. D'abord l'église (chaque travailleur donne une journée de travail gratuite), le magasin général (officiellement coopératif en 1954), les instruments aratoires sont tous communautaires, la caisse populaire, etc. En plus, tous les règlements municipaux sont établis par la coopérative. L'ensemble des activités sociales et culturelles provient du syndicat. A l'époque, le

village a très peu de contacts avec l'extérieur. En 1955, la population croît pour se situer à 450 personnes réparties en 60 familles.

Mais au début des années soixante des difficultés surgissent. La communauté locale a de plus en plus de difficultés à s'adapter à un marché soumis à la logique capitaliste (Laplante, 1983). En effet, c'est à cette époque que sont mises sur pied les politiques de rationalisation, d'aménagement et de développement régional.¹⁰ Le Ministère des Terres et Forêts de l'Etat québécois exprime le désir de réaménager les exploitations forestières pour satisfaire les usages reconnues. Guyenne n'en possède pas, le coup sera très dur pour la communauté. Bien que Guyenne propose un plan de redressement, celui-ci ne sera pas réalisé. Comme résultat final, l'Etat propose la fermeture d'une quarantaine de paroisses de l'Abitibi-Témiscamingue dites marginales, dont celle de Guyenne.¹¹

A Guyenne, les idéaux du coopératisme s'effritent. De 1965 à 1975, la population baisse de près de moitié; de 450 habitants qu'elle était, elle passe à 250.

Le village vit une période de léthargie jusqu'en 1980. A cette époque, un nouveau projet coopératif vient donner espoir aux gens. Il s'agit d'un projet de production de plants de conifères en serre, appelé communément Les Serres Coopératives de Guyenne.¹² Ce projet a été mis sur pied par deux biologistes et procurent de l'emploi à six personnes. Au bout d'un an plus de 100 emplois à temps partiel sont créés. L'esprit de

coopération renaît à Guyenne. Une coopérative d'habitation se forme afin de bâtir des logements à ceux qui manifestent le désir de rester.¹³

L'espoir grandit mais l'avenir demeure incertain. Déjà les compagnies, devant un tel succès commencent à s'intéresser à ce projet (Laplante, 1982).

Le succès des serres de Guyenne est cependant conditionné à la mise en valeur d'une expertise de plus de vingt ans en matière forestière.

Pour J.P. Dupuis:

"La communauté de Guyenne, avec le projet coopératif de serres se situe d'emblée dans cette problématique de reprise en main régionale, par les communautés, de leur développement économique. Face aux crises aiguës que vivent ces régions périphériques, crises provoquées par un développement fait en fonction des centres métropolitains, les habitants de ces régions se regroupent pour former des corporations ou coopératives de développement communautaire ou de sociétés d'exploitation des ressources, dans le but de reprendre leur économie". (Dupuis, 1982)

A maints égards, les projets des serres de Guyenne peuvent se comparer à divers projets du même type, notamment au projet du JAL et des Sociétés d'Exploitation des Ressources dans l'Est du Québec. Mais si les expériences coopératives demeurent le berceau des mouvements populaires abitibiens, d'autres luttes vont également marquer l'évolution spécifique de la région.

3.3 Des expériences d'animation sociale à la Conférence régionale des mouvements populaires

A la fin des années soixante, après quelques années de participation des instances de développement régional,¹⁴ le mouvement syndical abitibien, aidé par les animateurs sociaux de la Compagnie des Jeunes Canadiens, constate l'impossibilité pour les classes populaires d'avoir une participation satisfaisante au développement de la région. Il n'aura d'autres choix que de s'en retirer. C'est à cette époque, sous l'impulsion du mouvement syndical, qu'apparaît ce qu'on pourrait qualifier de deuxième génération du mouvement populaire abitibien. Les années 1969-75 se caractérisent donc comme une période d'intenses activités.

Soulignons quatre faits majeurs: d'abord, l'on assiste à la naissance du mouvement populaire avec l'aide des syndicats (notamment les projets du "BLOC" et des Clubs coopératifs); en second lieu, l'émergence d'un pouvoir rural (en particulier avec les luttes du Comité de Paroisses Marginales et l'Association Coopérative Immobilière d'Abitibi-Témiscamingue); en troisième lieu, l'apparition des mouvements urbains, et enfin, durant la période 1973-1975, la tentative de regroupement des luttes urbaines et rurales est effectuée avec la Conférence Régionale des Mouvements Populaires et la fondation de la Maison Coopérative de Services Populaires d'Abitibi-Témiscamingue (Tableau no 2).

Evolution du mouvement populaire en Abitibi-Témiscamingue
1968-1984

| ETAPES | NOM | DUREE | BUTS | ACTEURS | TACHES |
|--|---|---------|--|---|---|
| 1. 1968-1973 A. Emergence du mouvement populaire par le mouvement syndical. | a) Le Bloc. | 1969-72 | Prise de conscience et mobilisation des couches populaires sur des problèmes régionaux. | Syndicats locaux. Animateurs de la CJC | Concevoir et réaliser des émissions de télévision à partir des cellules de travail installées partout dans la région. Implantation des Clubs Coopératifs en Abitibi-Témiscamingue et mettre sur pied le projet Inter-Club. |
| | b) Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. | 1969-84 | Fournir des services alimentaires à bas prix. Concurrencer les chaînes alimentaires et implanter un organisme démocratique. | Animateurs du Bloc. Syndicat de la CSN. Anciens leaders coopératifs. | |
| B. Emergence des luttes rurales | a) Comité Régional des Paroisses Marginales. (CRPM). | 1970-83 | Prise en main des ressources par les gens du milieu. | Agriculteurs et forestiers des zones rurales de l'Abitibi-Témiscamingue. | Projet La Tournée des Quarantaines. Demande de 12% du territoire au gouvernement pour des fins agro-forestières, etc. Contrecarrer les spéculateurs. Acheter et revendre des terres sans esprit spéculatif. Projet "Terrier du village". Projet "Trotteur du Maquignon". |
| | b) Association Coopératives Immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue (ACIAT). | 1971-77 | Travailler à la revalorisation des ressources et à la conservation du patrimoine abitibien. | Animateurs sociaux de la CJC. Agriculteurs et forestiers des zones rurales. | |
| C. Naissance des mouvements urbains. | a) Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue. | 1972-84 | Défendre les intérêts des travailleurs accidentés. | Nouveaux leaders urbains attachés aux problèmes sociaux. | Etudier les lois de la santé et sécurité au travail. Apporter un soutien technique aux travailleurs. Etudier les lois de l'aide sociale. Apporter un soutien technique aux prestataires. Préparation de colloques définissant la situation socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue. |
| | b) Comité de Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest. | 1971-84 | Défendre et représenter les intérêts des prestataires de l'aide sociale. | Leaders des groupes ruraux et urbains. Leaders coopératifs et syndicaux. | |
| 2. 1973-1978 Réunion des luttes urbaines et rurales. | a) Conférence Régionale des Mouvements Populaires (CRMP). | 1973-75 | Devenir le porte-parole des mouvements populaires régionaux. Lutter pour le pouvoir des forces laborieuses. | Syndicat de la CEQ. Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. l'ACIAT le CRMP. | Gestion de la Maison Coopérative. |
| | b) Maison Coopérative des Services Populaires de l'Abitibi-Témiscamingue. | 1974-78 | Regrouper les intérêts communs des organismes populaires. | | |
| 3. 1978-1984 Situation actuelle. | Nouveaux groupements sociaux: luttes pour l'amélioration des conditions de vie. | 1978-84 | Occuper l'espace abandonné par l'Etat. | Anciens leaders ruraux et urbains. Nouveaux leaders urbains: chômeurs (ses), écologistes, les femmes, etc. | Limitier le plus possible les méfaits de la crise. |

A la fin des années soixante un questionnement se fait à l'intérieur des mouvements syndicaux sur la situation socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue. La conclusion est que la majorité des classes populaires n'est pas au courant de la situation. Avec l'aide de la Compagnie des Jeunes Canadiens (C.J.C.), des syndicats régionaux fondent le projet du "BLOC".¹⁵

C'est une vaste expérience d'animation sociale qui veut :

"rendre présent le N.-O. à ses habitants, de le représenter avec toute l'honnêteté possible et aussi développer l'esprit régional pour créer une nouvelle force, le Bloc de ceux qui n'ont pas la parole pour en arriver ensemble, à des solutions globales à ses problèmes."¹⁶

Le BLOC tâche d'informer les gens sur les problèmes économiques de la région, tels les fermetures des mines et des paroisses, la migration, les problèmes de consommation, etc...

Pour y arriver, il élabore des émissions de télévision avec les travailleurs. De petites cellules sont réparties partout sur le territoire.¹⁷ Chaque cellule est responsable de l'émission locale avec les animateurs de la CJC. En plus de décrire une situation précise, l'émission doit servir de départ à la recherche de solutions par la cellule locale.

Le BLOC cherche à créer des conditions pour la rencontre entre le mouvement populaire et syndical.¹⁸ D'une durée de trois ans, l'expérience


du Bloc est riche en résultats. Elle a suscité en outre la multiplication des clubs coopératifs, la création de Comités de citoyens à Val d'Or et à Malartic et surtout à la naissance d'une "conscience régionale autour des problèmes communs à la région".¹⁹ C'est le déclencheur du renouveau populaire en Abitibi. En même temps le mouvement syndical et l'animation de la Compagnie des Jeunes Canadiens suscite l'éclosion d'un autre mouvement; celui des Clubs Coopératifs de consommation.²⁰ Fondés en 1969 à Malartic, les Clubs se donnent comme mandat d'offrir à leurs membres des services à bas prix tout en favorisant la création d'organismes démocratiques.²¹ En 1984, l'importance des clubs abitibiens n'est pas à dédaigner; ils sont au nombre de 14, regroupent 3 300 membres et accaparent 10% du marché régional de l'alimentation (Mercier, 1982).

Tout au long des années soixante-dix, ces clubs seront associés à la très grande majorité des luttes communautaires et populaires de l'Abitibi-Témiscamingue (Mercier, 1982). Durant la même période, l'émergence d'un pouvoir rural fait surface à travers deux luttes: (celles du Comité Régional des Paroisses Marginales (CRPM) et de l'Association Coopérative Immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue (ACIAT). Le premier groupe est formé en 1970 par des agriculteurs et des forestiers des zones rurales, dites marginales, de l'Abitibi-Témiscamingue. Mouvement de résistance, le CRPM s'est donné comme but d'empêcher la fermeture de 46 paroisses marginales.²² En plus, il entend proposer une prise en main des ressources du milieu par les gens du milieu et pour les gens du milieu.²³

Les revendications du CRPM sont d'acquérir 12% du territoire forestier de l'Abitibi pour y faire vivre 25 000 abitibiens. Ces forêts seraient gérées par la population et devraient être situées dans des secteurs près des zones habitées.²⁴ De son côté, l'ACIAT est fondée en 1971 par des animateurs sociaux de la CJC, des ruraux et des urbains préoccupés par la spéculation des terres. Son but est de travailler à la revalorisation des ressources et à la conservation du patrimoine abitibien.

L'ACIAT s'est donné comme tâche de contrecarrer l'achat des terres par des spéculateurs, de se regrouper et d'acquérir des biens meubles et immeubles, de les mettre en valeur et les revendre sans esprit de spéculation dans le meilleur intérêt des gens de la région.²⁵ Le travail de L'ACIAT durera près de sept ans. Ses deux principales réalisations sont la revue informative de l'ACIAT appelée le "Trotteur du Maquignon" et le projet Terrier (soit la création des comités locaux collaborateurs de l'ACIAT; ces comités verront à la préservation des terres dans les limites locales, à la promotion et à l'utilisation de terres abandonnées ou sous-exploitées).²⁶

Le CRPM et l'ACIAT ont des relations très étroites, d'abord parce qu'ils sont issus tous les deux du milieu rural et qu'ils ont été engendrés par la prise de conscience régionale apportée par le Bloc. Enfin, ils proposent tous les deux la mise en valeur et l'exploitation des ressources du milieu, par et pour les gens du milieu.²⁷



Durant la même période 1969-73, mais de façon plus discrète, certains mouvements urbains émergent. Plusieurs sont préoccupés par les problèmes sociaux, notamment les comités d'aide aux gens à faible revenu en 1971 ou les regroupements des accidentés du travail en 1972, en plus, bien sûr du mouvement coopératif de consommation qui, au début des années soixante-dix va s'établir dans la majorité des localités de l'Abitibi-Témiscamingue, etc...

En 1973, une étape est franchie, plusieurs groupes ruraux et urbains s'unissent autour de la Conférence Régionale des Mouvements populaires. Fondée par certains leaders des groupes ruraux, mais également avec la participation de groupes syndicaux et coopératifs, la Conférence veut devenir le porte-parole des mouvements populaires régionaux. Longtemps collaborateurs, les groupes désormais ne veulent compter que sur leur propre force. Fortement imprégnée d'une idéologie marxiste-léniniste, cette conférence se veut une analyse critique voulant faire ressortir les contradictions du mode de production capitaliste.²⁸ Cette conférence aboutira en 1975 à l'élaboration de différents colloques sur la situation socio-économique de la région. Le bilan à en tirer "est peut-être que la CRMP est davantage un point de départ d'actions concertées et de décisions communes qu'un idéal socialiste relevant de l'utopie".²⁹

Finalement la dernière caractéristique marquant l'union brève des mouvements urbains et ruraux est l'achat de la Maison Coopérative de l'Abitibi-Témiscamingue. Dès 1974, cette ancienne maison de retraite avait

l'Etat du champ social. En terme concret, cela veut dire que l'on assiste, à partir du début des années quatre-vingts, à l'apparition de nombreux groupements sociaux intéressés à l'amélioration des conditions de vie. Délaissant les vastes plans de développement des périodes antérieures, ces groupes s'attardent surtout à limiter les dégâts causés par la crise.

Cependant l'apparition de ces nouveaux groupements s'inscrirait, croyons-nous, dans une nouvelle volonté de la part de ces groupes de se réapproprier certains mécanismes de développement mais au niveau local et non plus régional.

NOTES ET REFERENCES

- 1- MORISSONNEAU, C. et ASSELIN, M., "La colonisation au Québec: une décolonisation manquée", Cahiers de géographie du Québec, vol. 24, no. 61, Avril 1980, p. 145 à 156. Laplante R., préface du livre de Desharnais M., Guyenne, 20 ans de colonisation, Montréal, Edit. A. St-Martin, 1983, 182 p.
- 2- On pense en outre à la Compagnie Noranda Mines pour le secteur minier et à la Canadian International Paper pour le secteur forestier.
- 3- ASSELIN, M., La colonisation de l'Abitibi: un projet "géopolitique", Rouyn, Cahiers d'histoire et de géographie, 1982, p. 114 à 138.
- 4- Quatre plans sont élaborés: Le plan mixte Gordon du gouvernement fédéral en 1932-34, Le plan Vautrin en 1934-36 (plan de nature provinciale) et le plan Aubin-Rogers 1938 (plan fédéral-provinciale) et le plan Bégin 1946 (plan de nature provincial). Les deux premiers se donnent comme but l'encouragement à la colonisation tandis que les deux derniers sont davantage axés vers la stabilisation et la consolidation de la population. Voir Asselin M., op cit. p. 114 à 151, Dugas C., Les régions périphériques, Presse de l'Université du Québec, Montréal, 1983, p. 89 à 91. Paquin N., Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Cahiers du département d'histoire et de géographie du Collège du Nord-Ouest, 1981, p. 53 à 69.
- 5- Ces sociétés de colonisation fondées sous le plan Vautrin se donnaient comme mission d'ouvrir des paroisses en territoire de colonisation. La société de Sainte-Anne-de-la-Pocatière réussit à réunir 75 membres, principalement de l'Islet et de Montmagny, dans le but précis de fonder une paroisse en Abitibi.
- 6- MARCOTTE, L.J., "La coopérative à Ste-Anne de Roquemaure", Revue Ensemble, vol. 7, no. 4, p. 9 à 12 et p. 33-35-36, Avril 1946.

- 7- LABONTE, F., "Guyenne... le Québec a les yeux sur vous", Le trotteur du Maquignon, nos. 6 et 7, 2^e année, Novembre 1975, p. 35 à 38.
- 8- Enquête par entrevues, Février 1983.
- 9- DESHARNAIS, M., op cit., p. 35 à 89.
- 10- Notamment la loi ARDA, entente fédérale-provinciale sur l'aménagement régional et le développement agricole.
- 11- Développement-Québec, "Les paroisses marginales de l'Abitibi-Témiscamingue", in Développement-Québec, vol. 4, Mars 1974, p. 4 à 7, et Duvieusart C. et alii, Aménagement agricole du Nord-Ouest québécois, Québec, 1972.
- 12- LAPLANTE, R., "Les serres de Guyenne", Possibles, vol. 6, no. 2, 1982
- 13- Première coopérative d'habitation rurale au Canada. /
- 14- Notamment le Conseil Economique Régional du Nord-Ouest (CERNOQ).
- 15- La Compagnie des Jeunes Canadiens, voir Baly M., op cit.
- 16- Québec-Presse, "Dans l'Abitibi une demi-heure par semaine", 9 novembre 1969, p. 4-A.
- 17- Notamment les cellules de Val D'Or, d'Amos, de Rouyn, de Ville-Marie. Voir le Bloc, Trois ans de lutte...Les travailleurs du Nord-Ouest québécois se donnent de l'information 1969-72, Feuilles ronéotypées, 1972, p. 15.

- 18- En effet, il rencontre les objectifs de la CSN, en particulier par l'ouverture de son deuxième front. D'ailleurs l'un de ses objectifs "est de prendre la défense des travailleurs en tant que citoyens et consommateurs, pour défendre les chômeurs et assistés sociaux et pour exprimer les aspirations d'une collectivité régionale". In Québec-Presse, "La TV aux travailleurs d'Abitibi, une fois par semaine", 13 Septembre 1970.
- 19- Québec-Presse, op. cit., p. 3-A.
- 20- MERCIER, C., "Les clubs de Consommation: des solidarités nouvelles", Possibles, vol. 6, no. 2, 1982, p. 81 à 98.
- 21- RIVARD, M., "Les Clubs Coopératifs alimentaires", Dossiers Vie Ouvrière, vol. 28, no. 127, 1978, p. 421 à 423.
- 22- Le CRPM entend résister au découpage agricole tel que proposé par l'Etat.
- 23- CRPM "La Tournée des quarantaines", Le trotteur du Maquignon, no. 5, 2^e année, 1975, p. II. La Tournée des quarantaines est un projet visant à faire ressortir toutes les activités économiques des paroisses marginales.
- 24- Agence de Presse Libre du Québec, Le Comité Régional des Paroisses marginales du Nord-Ouest Québécois, APLQ, Bulletin no. 54, p. 24.
- 25- HOUDE, P. et alii., La spéculation en milieu rural, annexe 2, Ottawa, Compagnie des Jeunes Canadiens, 1975, p. 105.
- 26- HOUDE, P. et alii., op cit., p. 61-62.

- 27- "Rapport de l'ACIAT", Le Trotteur du Maquignon, Bulletin spécial de l'ACIAT, no. 1, Juin 1973.
- 28- Cinquième colloque de la CRMP, Rouyn, Novembre 1975.
- 29- Entrevue, Février 1983.
- 30- L'HEUREUX, D., la maison Coopérative de Services Populaires d'A.-T., Rouyn, 1976, p. 1.
- 31- MARTIN, D. et MERCIER, C., "L'Abitibi", Possibles, vol. 6, no. 3-4, 1982, p. 219.

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

L'histoire de Rouyn-Noranda est liée de façon très étroite au secteur minier et plus particulièrement à la compagnie Noranda Mines.¹ Dès 1911, Edmund Horne découvre d'importants gisements le long du lac Osisko. En 1922, Horne s'associe à un groupe d'investisseurs. Cette nouvelle compagnie, incorporée en Ontario, prend le nom de Noranda Mines Ltd.² La Compagnie y exploitera une mine, la Horne, et érigera par la suite, en 1927, une usine d'affinage de cuivre.

L'apparition d'une main-d'oeuvre attirée par les activités de la compagnie, aidera par la suite à développer Rouyn-Noranda et finalement tout l'est de l'Abitibi.

"L'élément moteur qui fait surgir tout le reste demeure la découverte et l'aménagement de la Mine Noranda. Cette entreprise se dégage très nettement du paysage minier par le volume de production et le nombre de ses employés. Le succès financier de la Mine Noranda a accéléré la colonisation minière vers les régions de Val D'Or et de Malartic. De nombreuses mines surgissent rapidement et provoquent un mouvement d'urbanisation intense" (Paquin, 1981).

Bien que fondées simultanément, les fonctions de Rouyn et Noranda vont différer dès le départ. La ville de Noranda demeure l'oeuvre de la Compagnie. Elle est administrée directement depuis le siège social de la compagnie de Toronto. Sa fonction première est de loger les cadres et une partie des ouvriers. La Compagnie contrôle l'intérieur de la ville.

logements, loisirs et services publics, etc. Selon Gourd, "Noranda...reste une ville fermée, c'est-à-dire une ville où une seule entreprise domine et règle tous les aspects de la vie collective" (Gourd, 1981).

La vocation de Rouyn s'avère différente. Cette ville, établie aux limites de la ville de Noranda, devient rapidement le refuge d'une bonne partie des aventuriers venus profiter du développement minier. Développée sans grande cohérence, Rouyn s'oriente dès le début vers la fourniture de services. En ce sens, elle ne fait que suppléer d'une certaine façon à l'absence de ce type d'établissements à Noranda. Tout en demeurant elle aussi dans le giron de la Compagnie Noranda, la ville acquièrera au fil du temps une personnalité différente de sa ville voisine.

Entre les décennies trente et cinquante, la croissance rapide de Rouyn-Noranda est apparentée au développement de la Compagnie Noranda Mines.³

Par contre, cette dernière, dès le milieu des années cinquante diversifie ses activités notamment par l'exploitation de gisements crupifères en Amérique Latine, et plus tard, par l'exploitation pétrolière et forestière notamment dans l'ouest canadien et américain. Ce déploiement industriel de la compagnie diminue par le fait même l'importance que celle-ci attribue à l'exploitation du cuivre à Rouyn-Noranda. Une étape importante est franchie en 1976, lors de la fermeture de la mine, causant la mise à pied de près de 500 travailleurs. Cette mine, à l'origine même de la

mise sur pied de la compagnie, a fourni à elle seule pendant 50 ans plus de 61 milliards de tonnes de minerai.

Ce déclin de l'importance de la compagnie à Rouyn-Noranda s'accompagne, durant la décennie soixante, d'une diminution de la population de la zone. En effet, en 1981, elle s'établit seulement à 25 891 personnes. De plus on doit faire face depuis quelques années à des difficultés d'ordre environnemental.⁴ En effet, plus de 50% de l'anhydride sulfureux produit au Québec, provient de la fonderie de Noranda. L'on sait que l'anhydride sulfureux est la principale cause des pluies acides. Devant les exigences de plus en plus grandes du Ministère de l'Environnement, la compagnie laisse planer le spectre de la fermeture.

Or, en période de crise, devant le désengagement de plus en plus prononcé de l'Etat et le recul du grand capital, principalement en région périphérique, le caractère dépendant du développement de ce type de région devient plus évident.⁵ Quelles pourraient être alors les solutions de rechange afin de réduire les effets du repli de la multinationale? Les représentants de la petite bourgeoisie locale (Chambre de Commerce, Commissariat industriel, etc,) peuvent être appelés à jouer un rôle dans le développement du secteur.

Mais économiquement soumise au grand capital de Noranda Mines, la bourgeoisie locale ne peut s'affirmer comme porteur d'un développement alternatif et autonome.⁶ En s'appropriant en partie des champs politiques,

économiques et sociaux, les mouvements sociaux pourraient, dans une certaine mesure, accomplir ce rôle.

NOTES ET REFERENCES

- 1- Pour un historique complet de Rouyn-Noranda, voir Berthiaume, N., Rouyn-Noranda, Rouyn, Cahiers du département d'Histoire et de Géographie du Collège du Nord-Ouest, 1981, 169 p. et Gourd B.B., Le Klondike de Rouyn et de Dumoulin, Rouyn, Cahiers du département d'Histoire et de Géographie, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1982, 114 p.
- 2- Pour l'historique de Noranda Mines voir Roberts L., Noranda, Toronto, Clarke, Irwin and Co. Ltd. 223 p., Niosi J., Les Multinationales canadiennes, Montréal, Boréal Express, 1982, 220 p., et Gourd B.B., Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Cahiers du département d'Histoire et de Géographie, Collège du Nord-Ouest, 1981, 141 p.
- 3- Entre 1931 et 1961, la population de Rouyn-Noranda est multipliée par six (6) passant de 5 471 à 36 193 habitants, au point de devenir la principale agglomération de l'Abitibi-Témiscamingue.
- 4- CHARTRAND, L., "Rouyn: vite un miracle", Québec-Science, Mai 1982, p. 34-41, et Gauquelin M., "Un demi-siècle de pollution", Québec-Science, Décembre 1978, p. 28-33.
- 5- COLOMBINO, E. et SABOURIN, C., "Région-ressource ou économie sous-développée et dépendante", Possibles, vol. 6, no. 2, année 1982, p. 21-41, et Klein J.L. et Peña O., "Impact régionaux d'une multinationale canadienne: le cas de Noranda Mines", op cit., p. 95-135.
- 6- FALL, F. et KLEIN, J.L., op cit. p. 13-14.

CHAPITRE 4

CHAPITRE IV

LES GROUPEMENTS SOCIAUX A ROUYN-NORANDA

En période de crise, un nombre important de groupements sociaux émergent dans le but d'amoindrir ses effets. Souvent ceux-ci mettent sur pied des projets en utilisant des ressources technologiques ou humaines pouvant répondre à une certaine partie de la population, notamment celle des classes populaires. C'est donc à partir de ce constat que nous pouvons poser l'hypothèse que l'ensemble du mouvement populaire, qu'il soit d'Abitibi-Témiscamingue ou d'ailleurs veut, d'une certaine manière, être considéré comme un acteur du développement régional. Ce type de développement que plusieurs voudraient endogène ou autocentré repose en partie sur la capacité de ces groupes de se mobiliser autour de projets structurés de façon autonome (Godard 1982, Sachs 1980). Rappelons-le, nous entendons par ce concept un développement dont la gestion et l'application relèvent des communautés locales.

Dans un contexte de diminution progressive du rôle de la multinationale Noranda Mines comme moteur de développement économique de la zone de Rouyn-Noranda, et face également aux effets globaux de la crise économique, il est important de voir quel peut être le niveau de participation des groupements sociaux au développement. Ce niveau de participation peut être évalué à partir de l'analyse de variables tels les salaires, les emplois créés, les services offerts, etc.. Mais avant tout,

il est nécessaire, croyons-nous, d'identifier les différents groupements sociaux étudiés.

4.1 Identification des Groupements Sociaux

Pour les fins de notre enquête, 12 groupements sociaux du secteur Rouyn-Noranda ont été étudiés en profondeur. Ces groupes ont été réunis selon leurs champs d'intervention.¹

Le premier champ comprend des groupes oeuvrant dans l'éducation populaire, la formation et dans les médias alternatifs. Parmi les 12 groupements, trois peuvent être classés dans cette catégorie. Il s'agit du REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (RPUMCAT), de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA (CIRC-MF) et du REGROUPEMENT DE L'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (REPAT).

Le deuxième champ regroupe les mouvements préoccupés de changements ou d'améliorations des structures sociales et des rapports sociaux. Il s'agit des groupes directement impliqués dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie. A Rouyn-Noranda, sept groupes répondent à ces critères. Il s'agit de L'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (AATAT), du REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (RCCAT), du COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST (CCFRNO), du REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-

TEMISCAMINGUE (RFAT), de la FORMATION ET DE L'INTEGRATION DES FEMMES A L'EMPLOI (FIEF) de L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE (ATEM) et de la GARDERIE FLEUR ET MIEL (GFM).

Enfin le dernier champ regroupe les organismes, qui tout comme dans le cas antérieur visent à l'amélioration des conditions de vie, mais qui s'en différencient par leur modèle de fonctionnement et par leur taille. Il s'agit de deux coopératives. La première est située dans le domaine de la production, puisqu'il s'agit d'une coopérative de travail; la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE (CTEM). La deuxième en est une de services. Il s'agit du CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA (CLUB).

A partir de cette classification nous essaierons d'identifier les activités de ces groupements. Afin que cette identification soit claire, chaque groupe sera décrit systématiquement en tenant compte de six (6) aspects reflétant, nous le croyons, sa raison d'être et son fonctionnement. Il s'agit de:

- a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation;
- b) portée territoriale et liens établis avec le milieu;
- c) activités et réalisations;
- d) structure et organisation interne;
- e) sources de revenus;
- f) projets.

Le premier aspect tient compte des objectifs de lutte, de services et l'éducation, ainsi que des conditions historiques d'implantation du groupement.

Le deuxième aspect, portée et liens, comprend deux caractéristiques. Premièrement, nous identifierons la portée territoriale de chacun des groupements étudiés: celle-ci peut être soit locale, régionale ou provinciale. Deuxièmement, par l'étude des liens, nous observerons les types de rapports que les groupes entretiennent entre eux.

Le troisième aspect regroupe les activités et les réalisations des groupes. Nous tiendrons compte de leur consolidation et/ou expansion, de leurs services, de leurs revendications et finalement des activités de formation.

En ce qui concerne le quatrième aspect, soit la structure et l'organisation du travail, il s'agit d'identifier la catégorie sociale à laquelle appartiennent les membres, le nombre de permanents, leur rôle et leur salaire. Egaleme nt nous nous attarderons à la place prise par le bénévolat.

Le cinquième aspect, sources de revenus, permet d'avoir un aperçu des sources de revenus des groupements.

Enfin le dernier aspect, celui des projets, porte sur les projets

précis que les groupements escomptent réaliser à plus ou moins long terme. Ces derniers sont classifiées en quatre types: les projets de consolidation, d'expansion, de revendication et d'éducation.

Les renseignements concernant ces groupements ont été recueillis de deux façons. Premièrement, par une enquête par entrevues, réalisée entre les mois de février et juin 1983, et deuxièmement, par une enquête documentaire à partir de documents fournis par chacun des groupements.

Avant l'analyse passons à la présentation des groupes étudiés.

4.1.1 Groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs

1- Le RASSEMBLEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (RPUMCAT).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

Le RASSEMBLEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (RPUMCAT) est, comme son nom l'indique, un groupe d'usagers des médias. Deux objectifs sont à la base du groupe. Le premier porte principalement sur la défense et la promotion des moyens de communication par les groupes populaires et syndicaux. Le mouvement veut représenter les intérêts des groupements sociaux face aux différents médias régionaux. Le deuxième objectif en est un de services, puisque le RPUMCAT veut offrir un soutien technique et professionnel, en matière de communication, à l'ensemble des groupes populaires et syndicaux.

Formé en 1978, le RPUMCAT est le dernier-né des groupes de communication dans l'Abitibi-Témiscamingue. Les fondateurs provenaient d'autres groupes connexes tel le BLOC, MULTI-MEDIA, etc..² Dans sa phase initiale, le RPUMCAT prévoyait établir des comités de zone à travers toute la région. Pour des raisons d'ordre organisationnel et financier, le projet a été abandonné.

b) Portée et liens avec le milieu.

Le RPUMCAT s'adresse à tous les milieux populaires et syndicaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Selon notre interlocuteur, ces derniers n'ont pas accès aux moyens de communication. Ainsi la portée potentielle de ce groupe s'étend à l'ensemble de la région. Cependant sa portée réelle se restreint à la zone urbaine de Rouyn-Noranda. Deux problèmes limitent le travail du groupe: premièrement, c'est dans cette agglomération que se retrouve la majorité des membres; deuxièmement, les médias de la presse parlée et écrite s'y retrouvent presque exclusivement.

En ce qui touche les liens avec d'autres groupes, deux caractéristiques peuvent être établies. D'abord, des liens formels sont entretenus avec le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE D'ABITIBI-TEMISCAMINGUE. En effet, les deux organismes se partagent le même local. En plus le travail de secrétariat de deux organismes est en partie rempli par le même personnel. Egalement, le RPUMCAT est membre du Comité d'implantation de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA. Ensuite, des

liens informels sont établis avec d'autres groupes, soit sous forme d'appuis moraux ou financiers ou encore d'échanges d'informations spécialement avec ceux oeuvrant à l'intérieur de la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents.³

c) Activités et organisation.

En plus des activités de consolidation comme les campagnes de recrutement et de financement, deux activités caractérisent le RPUMCAT. La première en est une de services. Le groupe offre un soutien technique à tout citoyen ou groupe qui en fait la demande. En clair, il s'agit d'une aide à la conception et à la réalisation de circulaires, de communiqués ou encore de conférence de presse, d'obtention de temps d'antenne, etc.. La deuxième activité s'oriente davantage vers les revendications. Il s'agit de la surveillance critique des médias. Par cette activité le RPUMCAT reçoit les plaintes des usagers, les examine et s'engage à intervenir auprès des médias concernés.

En ce qui concerne les réalisations, deux types peuvent être invoqués. D'abord le groupe, par son travail depuis cinq ans, est reconnu comme le porte-parole du public et des groupements sociaux en matière de communication. De plus on compte de nombreuses interventions du groupe dans les dossiers régionaux litigieux tel l'environnement à Rouyn-Noranda, la piètre qualité des services téléphoniques, la déconcentration des services de Radio-Québec et l'obtention du temps d'antenne à la télévision pour les groupes populaires et syndicaux.

d) Structure et organisation interne.

Le RPUMCAT compte 90 membres; 65 y militent à titre de membres individuels et 25 sont des membres-organismes. Un conseil d'administration dirige le regroupement. C'est ici et dans les différents comités permanents ou temporaires qu'oeuvrent les bénévoles.

En plus, deux permanents travaillent au sein de l'organisme à raison de 20 semaines par année. Le reste du temps, ils sont prestataires de l'assurance-chômage tout en continuant à travailler au sein du groupe.

Du point de vue salarial, l'agent d'information reçoit une rétribution de 400\$ par semaine; tandis que la secrétaire est rémunérée au coût de 300\$ par semaine. La masse salariale correspond à 80% du budget du groupe.

e) Sources de revenus.

Notons que 90% du budget total de 22 000\$ provient d'une subvention du Ministère des Communications du Québec. Le reste provient des membres. Depuis 1978, les subventions étatiques ont toujours constitué la majeure partie du financement. Au chapitre des dépenses, 20% du budget est consacré au fonctionnement du groupe; loyer, téléphone, etc.. La différence, soit 80%, est dépensée sous forme de salaires.

f) Projets

Trois types de projets sont préconisés par la RPUMCAT. D'abord il veut conserver ses acquis en raffermissant davantage ses deux volets d'activités, soit l'aide technique aux groupes et la surveillance critique des médias. Ensuite, il veut mettre sur pied un bulletin populaire d'information accessible à l'ensemble des groupements sociaux. Enfin, il veut établir une véritable déconcentration du réseau de Radio-Québec afin que davantage de réalisations soient effectuées en région.

2- RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA (CIRC-MF).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

La RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA est un média établi à Rouyn-Noranda depuis 1978. Elle loge, tout comme le RPUMCAT d'ailleurs, à la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents. Trois objectifs spécifiques orientent son évolution. Le premier consiste à vouloir représenter toutes les orientations de la société de Rouyn-Noranda, spécialement celles prônées par les groupes populaires et syndicaux. Le deuxième objectif s'oriente vers les services à la population, puisqu'elle veut servir de tribune à toutes les luttes ou manifestations se déroulant dans le secteur. Enfin, tout en divertissant, elle s'est donnée un objectif d'éducation spécialement en matière de publicité et de fonctionnement d'un média communautaire.

Née d'une insatisfaction envers les réseaux traditionnels privés,

CIRC-MF doit son implantation en partie à d'anciens animateurs de projets communautaires tels le BLOC, MULTI-MEDIA et la revue l'ACIAT, le TROTTEUR du MAQUIGNON.⁴ Le projet a pris deux ans à se réaliser; finalement CIRC-MF entrerait en ondes en septembre 1978.⁵

b) Portée et liens avec le milieu.

La portée territoriale prévue à l'origine se limitait à la zone immédiate de Rouyn-Noranda, là où se trouve la majorité des auditeurs et auditrices. En réalité, la portée est plus large, on peut même la qualifier de régionale puisqu'elle est captée dans tout l'Abitibi-Ouest, le Nord du Témiscamingue ainsi qu'une partie du Nord-Est de l'Ontario.

En ce qui concerne les liens établis avec le milieu, on nous affirme qu'au début de ses activités on privilégiait les liens avec les groupes populaires et syndicaux, spécifiquement ceux situés à l'intérieur de la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents. Aujourd'hui, tout en les conservant, elle désire élargir sa clientèle pour devenir davantage une tribune publique pour l'ensemble de la collectivité.

Dans les faits les groupements sociaux demeurent toujours très présents à CIRC-MF et ils constituent la partie la plus importante de sa clientèle potentielle. Finalement, la Radio entretient des liens régionaux avec d'autres radios communautaires par le Réseau Aux-Quatre-Vents, en plus d'être membre de l'Association des Radios Communautaires du Québec (ARCQ).

c) Activités et réalisations.

Les activités de CIRC-MF sont orientées vers trois secteurs principaux. Le premier, qu'on pourrait qualifier de consolidation/expansion, comporte, outre des campagnes intensives de recrutement, diverses émissions à incidence régionale en collaboration avec d'autres radios communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue.⁶

Le deuxième, formé par les activités de services, est dévolu aux activités courantes d'une radio, c'est-à-dire faire de la diffusion tout en répondant aux exigences et aux goûts du public (diffusion d'informations culturelles ou politiques, dossiers spécifiques, etc.). Enfin, le troisième aspect touche le volet éducation. La Radio veut être un instrument à la disposition des groupements et individus qui veulent informer et éduquer la communauté locale sur leurs activités et orientations.

Au domaine des réalisations, CIRC-MF a réussi, dans un premier temps, à consolider son membership autour de 1 000 membres individuels et de 70 membres-organismes. Mais c'est davantage les réalisations d'expansion qui ont marqué l'histoire récente de CIRC-MF: d'abord la participation plus grande des bénévoles dans le fonctionnement de la Radio, dont l'augmentation a été de 50% et le déménagement dans des locaux plus vastes. Enfin, suite à de longs débats, la Radio a délaissé quelque peu une approche qualifiée d'intellectuelle pour s'orienter vers une approche plus large, plus communautaire.⁷

d) Structure et organisation interne.

CIRC-MF compte 1 000 membres individuels et 70 membres-organismes. C'est l'assemblée générale. Un conseil d'administration formé de 12 membres, dirige la Radio. De ce nombre, quatre se recrutent auprès des auditeurs et auditrices, quatre proviennent de l'équipe des permanents et permanentes de la Radio et enfin les quatre derniers proviennent des membres-organismes.

En plus, un conseil de coordination voit à l'administration quotidienne de la Radio. Il est formé du président du conseil d'administration, du trésorier, du responsable de la programmation et du coordonnateur de la Radio. Enfin, sept comités permanents complètent la structure de la Radio. Il s'agit des comités des finances, de la programmation, du recrutement, de l'information, de la promotion, des relations de travail et celui du comité technique. Chaque comité demeure consultatif et relève du conseil d'administration (figure I).

Le personnel permanent de CIRC-MF comprend huit salariés à plein temps; un coordonnateur, un publiciste, un journaliste, un technicien, une secrétaire-réceptionniste et trois animateurs et animatrices. Chacun et chacune reçoit un salaire de 220\$ par semaine. En plus le coordonnateur touche une prime, dite de responsabilité de 40\$ par semaine. La masse salariale correspond à 48% du budget annuel.

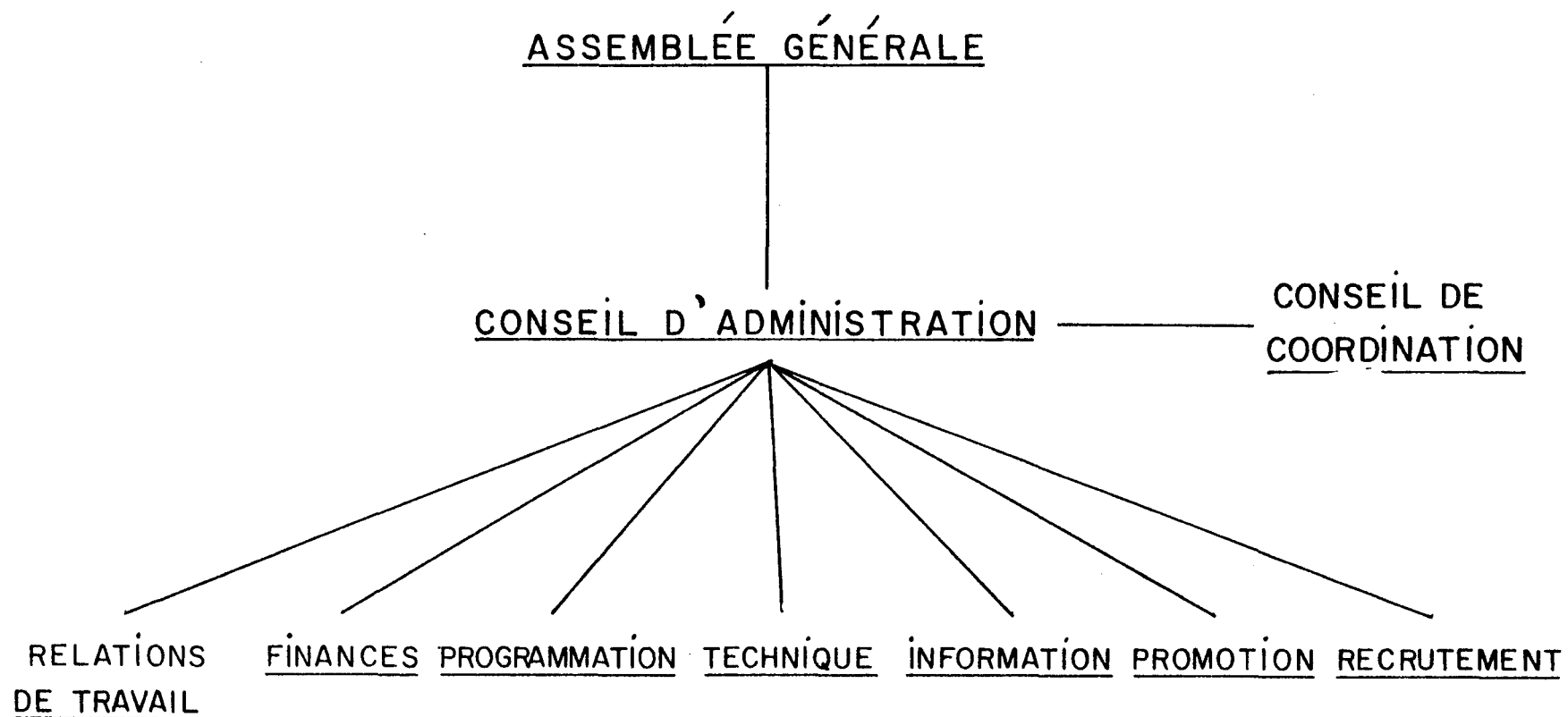


FIGURE I ORGANIGRAMME DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE CIRC-MF

Source: Entrevue dirigée, Février-Juin 1983

En plus, des employés occasionnels (surtout étudiants) sont engagés durant l'été afin de remplacer le personnel en vacances.

Soulignons que 70 bénévoles sont actifs à CIRC-MF. De ce nombre, 50 oeuvrent dans le domaine de la programmation. Ils réalisent 50 heures de diffusion, soit 50% du temps d'antenne. Les autres travaillent à l'intérieur des différents comités.

e) Sources de revenus.

En 1982-83, CIRC-MF bénéficiait d'un budget de 235 000\$. De ce montant, 60% provenait de subventions étatiques, particulièrement du Ministère des Communications du Québec et des programmes d'emplois fédéral et provincial, alors que 40% provenait du milieu (commandites locales, recrutement, activités bénéfiques, productions maison, placements, etc.).

f) Projets.

La Radio Communautaire poursuit deux projets distincts. Le premier vise à consolider la permanence. En effet, pour éviter un roulement trop grand de personnel, l'organisme veut établir un programme (non encore défini) visant à freiner les départs et à encourager la stabilité. Un deuxième projet, déjà en cours, est la mise sur pied d'un réseau communautaire régional. Celui-ci comprendrait la Radio Communautaire de Senneterre (CIBO-MF), la Radio CKVM-AM de Ville-Marie au Témiscamingue, ainsi que, éventuellement, la Radio Etudiante du Collège de Rouyn-Noranda et

les radios en milieu autochtone. Le but de ce réseau, baptisé Réseau Aux-Quatre-Vents, est d'échanger des émissions, mais surtout de réaliser des émissions à incidence régionale à la grandeur du Réseau.

3- REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (REPAT)

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

Le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, formé en 1982, s'est fixé deux objectifs principaux. Le premier est de regrouper les organisations populaires de toute la région par le biais de l'éducation populaire. Le second vise à offrir un soutien technique aux groupements afin d'améliorer leur fonctionnement. En fait, le REPAT se dit à l'écoute des groupes tout en voulant offrir à ces derniers l'expertise nécessaire afin d'améliorer leurs actions et leur fonctionnement.

La phase d'implantation du groupe a débuté en 1980 avec la mise sur pied d'un organisme provincial appelé le MOUVEMENT D'EDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUEBEC (MEPACQ). Le but du mouvement est de revendiquer auprès du Ministère de l'Éducation du Québec l'administration et la gestion autonome des budgets en matière de projets éducatifs populaires. En septembre 1981, de nombreuses réunions se sont tenues entre les membres du MEPACQ et les groupes populaires abitibiens sur les possibilités de fonder un organisme régional d'éducation populaire. Alors, sept organismes

populaires abitibiens se sont réunis et ont présenté un projet à la Direction Générale de l'Education aux adultes du Ministère de l'Education du Québec. C'est de ce projet qu'est né le REPAT.

b) Portée et liens avec le milieu.

Le REPAT se veut un organisme régional. Par contre, deux zones de la région sont privilégiées par lui: ceux de Rouyn-Noranda et d'Amos.

Les liens que le REPAT a établi avec d'autres groupes se situent à différents niveaux. D'abord, il entretient des liens avec le MEPACQ puisqu'il siège sur son comité de direction. En plus, le REPAT partage les infrastructures physiques (local, téléphone, etc.) et le personnel de secrétariat avec le RPUMCAT. Egalement, des liens sont entretenus avec les autres groupements sociaux à l'intérieur de la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents.

c) Activités et réalisations.

Le groupe oriente ses activités vers une plus grande consolidation. Dans ce but, il a tenu, en collaboration avec d'autres organismes, de nombreuses séances d'information afin de connaître quels seraient les besoins ressentis par les groupes populaires en matière d'éducation populaire. Par la suite, le REPAT monte des dossiers d'information et prépare des cours répondant aux désirs et aspirations des groupements sociaux.

En guise de réalisations, on peut citer d'abord le fait d'avoir établi avec les groupes populaires abitibiens, notamment les groupes féminins, leurs orientations en matière de projets éducatifs; également la publication de deux annuaires à l'intention des groupements sociaux. Le premier renseigne sur les services offerts en matière d'éducation populaire et le second traite des ressources matérielles et financières accessibles aux différents organismes.

d) structure et organisation.

La structure du REPAT est très souple puisqu'elle est constituée de sept organismes membres du Comité d'implantation et de deux employés permanents. Ces derniers oeuvrent à Rouyn-Noranda et à Amos. Ils sont rémunérés au salaire de 300\$ par semaine pour une période de 15 semaines.

e) Sources de revenus.

Le budget du groupe pour l'année 1982-83 était de 12 243\$, provenant dans sa totalité d'une subvention de la Direction Générale de l'Education des Adultes du Ministère de l'Education du Québec. La majeure partie du budget soit 75% est dépensée en salaires (9 000\$). La différence va aux dépenses de fonctionnement telles le téléphone, le loyer, les voyages, etc..

f) Projets.

Les projets du groupe sont davantage liés à sa survie. De plus, le REPAT, se propose de structurer des cours d'information sur l'aide juridique. A tout cela s'ajoute naturellement la revendication globale du MEPACQ, soit l'éducation populaire autonome et indépendante.

4.1.2 Groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie

1- L'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (AATAT).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation

L'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, fondée en 1972, oeuvre dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie, tout particulièrement de celles des accidentés du travail. L'AATAT a deux objectifs précis. Le premier porte sur la défense et la représentation des accidentés du travail auprès de la Commission de Santé et Sécurité au Travail (CSST). Le deuxième objectif vise à apporter un soutien technique et professionnel aux travailleurs accidentés.

L'Association est l'un des premiers groupes à avoir vu le jour à Rouyn-Noranda. Fondé en 1972, il était à l'origine membre de la Fédération des Accidentés du Travail du Nord-Ouest du Québec. Aujourd'hui il demeure le seul organisme offrant ce type de service dans toute la région.

b) Portée et liens avec le milieu.

La portée potentielle du groupe s'étend à toute la région Nord-Ouest. Cependant la portée réelle est davantage restreinte à la zone de Rouyn-Noranda.

Des liens privilégiés de nature formelle sont établis avec les syndicats, notamment avec la CSN-Construction puisqu'ils partagent les mêmes locaux. En plus, des liens sont entretenus avec le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINQUE et le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, puisque l'AATAT est appelée fréquemment à recourir à leurs services. Egalement le groupement est membre de l'Assemblée de travailleurs et travailleuses accidentés (es) du Québec. Enfin, l'AATAT maintient des liens informels avec l'ensemble des groupements sociaux situés à l'intérieur de la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents.

c) Activités et réalisations.

Les activités de groupe sont dirigées vers deux aspects complémentaires. Le premier est celui de l'éducation. Il s'agit d'étudier les lois touchant la santé et la sécurité au travail et les indemnités qu'un travailleur peut recevoir de la CSST en cas d'accident. Le deuxième consiste à fournir des services. Il s'agit d'un soutien technique offert aux membres en ce qui concerne l'information, la représentation auprès des bureaux de révision de la CSST, des sentences arbitrales et de la Commission des Affaires Sociales.

Les réalisations du groupe peuvent se résumer à trois principales. La première est reliée à la consolidation du groupe. Après plusieurs années de travail, il est maintenant reconnu comme le porte-parole des accidentés. La seconde est l'obtention auprès de la CSST des examens d'évaluation des accidentés en région. Enfin, la troisième réalisation consiste à la dénonciation des pratiques frauduleuses des compagnies envers les travailleurs accidentés.

d) Structure et organisation interne.

L'AATAT regroupe 350 membres, en plus d'un exécutif de neuf membres. Le président fait office de permanent bénévole depuis la fondation de l'organisme en 1972. Egalement un autre employé travaille au sein de l'organisme pour une période de 20 semaines. Il touche un salaire de 200\$ par semaine, soit 40% du budget du groupe.

e) Sources de revenus.

En 1982-83, le budget du groupe est estimé à 9 000\$. Les revenus proviennent de deux subventions. La première, au montant de 3 500\$, a été octroyée par les Organismes Volontaires d'Education Populaire (OVEP) et la deuxième provient d'un bon d'emploi de 4 000\$. Le reste du budget, 1 750\$, provient des cotisations des membres. Il s'agit de la seule source d'autofinancement.

f) Projets.

Un seul projet est digne de mention. L'AATAT lutte actuellement pour que le médecin traitant soit le seul à prendre les décisions touchant l'incapacité physique d'un travailleur (contrairement à ce qui se passe actuellement alors que cette responsabilité relève exclusivement de la CSST). Aux dires de l'AATAT, le médecin traitant est le mieux placé pour répondre aux besoins réels de l'accidenté (e).

2) LE REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET DES CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (RCCAT).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

Le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET DES CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, fondé en 1981, s'est donné dès le départ deux objectifs. Le premier vise à défendre les droits des prestataires de l'Assurance-Chômage face aux lois du Ministère de l'Emploi et de l'Immigration du Canada. Le deuxième est d'offrir des services aux prestataires; il s'agit spécifiquement d'un soutien technique et professionnel.

Le RCCAT est né à Rouyn-Noranda. Il doit son implantation à trois facteurs principaux: une situation socio-économique déplorable, l'isolement social des chômeurs (ses) et un contrôle de plus en plus rigoureux des fonctionnaires de l'Assurance-Chômage.

Pour répondre à ces trois problèmes, un groupe de jeunes chômeurs (ses) a fondé le RCCAT en 1981 afin de faire valoir leurs droits.

b) Portée et liens avec le milieu.

Dès 1982, le territoire du groupe s'est élargi pour couvrir la région au complet. En effet, devant l'abondance des demandes d'information, le RCCAT a ouvert des bureaux à Amos, Val D'Or et Ville-Marie, en plus des personnes-ressources à Témiscamingue-Sud, Matagami et Label-Sur-Quévillon. Le bureau de Rouyn-Noranda demeure cependant le bureau central régional.

Le RCCAT entretient des liens privilégiés avec certains groupes sociaux. En particulier des liens permanents existent avec le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST pour tout ce qui touche l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires d'aide sociale et des chômeurs (ses). Mais des liens plus intenses encore, ont été créés avec le SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE LA MINE NORANDA. En effet, le RCCAT donne de l'information aux membres du syndicat sur des sujets tels l'assurance-chômage, le temps de travail partagé, etc.. De plus, un important échange de services existe, tels les services d'imprimerie, de photocopie; en plus de la baisse de loyer consenti au Regroupement par le Syndicat.

c) Activités et réalisation.

Le RCCAT axe ses activités principalement vers le soutien

technique des membres. Il s'agit surtout ici de diffusion d'informations sur les droits et obligations des prestataires et aussi d'un soutien professionnel envers un membre lors de sentences arbitrales. Par ailleurs le RCCAT fait des manifestations, des marches et des pétitions visant à assurer, ou tout au moins, à maintenir l'emploi dans la région. Finalement, le RCCAT ne néglige pas les activités de consolidations telles les campagnes de financement et de recrutement.

Bien que le groupe soit jeune, déjà de nombreuses réalisations démontrent son dynamisme. La première réside dans l'obtention d'une certaine crédibilité auprès des bureaux de l'assurance-chômage puisque maintenant les fonctionnaires informent les prestataires de l'existence des services offerts par le regroupement. On peut citer aussi l'extension des services du RCCAT à d'autres villes de la région. Citons en troisième lieu, l'obtention de terminaux informatiques dans les bureaux régionaux afin d'améliorer les services régionaux de l'assurance-chômage. Enfin, il y a l'aide et l'expertise que le groupe offre à tout groupe désireux de s'informer sur les lois de l'assurance-chômage.

d) Structure et organisation interne.

Le membership du RCCAT se situe à 325 membres. Trois employés permanents travaillent à plein temps au bureau. Ils touchent une rémunération de 279\$ par semaine pour une période de 10 semaines. Le reste de l'année ils sont bénéficiaires de l'assurance-chômage. En réalité, le

salaire des permanents est fixé à 200\$ par semaine puisque ceux-ci versent 79\$ au fond du groupe. Les salaires représentent 50% du budget total de l'organisme. Finalement, quatre bénévoles travaillent 10 heures par semaine au bureau.

e) Source de revenus.

En 1982-83, le budget total du RCCAT se situait à 22 500\$. Les revenus provenaient de trois sources différentes. La première consistait en une subvention des OVEP de 12 000\$. La seconde a été octroyée par les Communautés Religieuses Catholiques du Québec (CRCQ), soit 9 000\$. Enfin la dernière source provenait des membres eux-mêmes, soit un montant de 1 500\$.

5) Projets.

Les projets dépassent le cadre de l'organisme. En effet, le RCCAT veut susciter la tenue d'un sommet populaire regroupant tous les groupements sociaux régionaux. Le but de ce sommet serait de favoriser une prise de conscience des groupes sur leur niveau de participation au développement régional. En plus, par la tenue de ce sommet, le regroupement veut faire pression pour que l'Etat favorise les groupements sociaux dans le processus de développement régional en leur donnant des instruments pour agir.

3- LE COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST (CCFRNO).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

Le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST est un autre organisme luttant pour l'amélioration des conditions de vie. Il s'est donné trois objectifs principaux. Le premier consiste à défendre les droits des assistés (es) sociaux auprès des bureaux de l'Aide Sociale. Le deuxième consiste à offrir un service aux membres par le biais d'un support technique et professionnel. Enfin, le CCFRNO s'est donné une mission d'éducation puisqu'il veut sensibiliser la population aux besoins et difficultés que rencontrent les assistés (es) sociaux.

La fondation du groupe remonte à 1971. Il s'agit de l'un des premiers mouvements urbains en Abitibi-Témiscamingue. Le CCFRNO est né avec l'apparition des bureaux de l'Aide Sociale en région. Plus tard, en 1973, un regroupement régional est créé notamment avec les bureaux d'Amos, Val D'Or et Nordmétal. Ce regroupement durera jusqu'à la fin des années soixante-dix.

b) Portée et liens avec le milieu.

Le CCFRNO se veut régional. Cependant, vu la fermeture de nombreux comités locaux la portée réelle de l'action du groupe se limite à Rouyn-Noranda. D'ailleurs, la majorité des membres habitent cette zone. Soulignons que la majorité des membres sont des femmes, chef de famille.

Des liens privilégiés existent entre le CCFRNO et tous les organismes luttant pour l'amélioration des conditions de vie, en particulier avec le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et L'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE. En plus, le CCFRNO est membre du comité d'implantation du REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE D'ABITIBI-TEMISCAMINGUE. De plus, le groupe fait également partie du Front Commun des Assistés (es) Sociaux du Québec. Enfin, des liens informels et ponctuels sont entretenus avec les autres groupements sociaux à l'intérieur de la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents.

c) Activités et réalisations.

La principale activité du CCFRNO consiste en un soutien technique aux membres. Il s'agit surtout de diffusion d'informations, mais également de personnes-ressources capables de représenter les assistés (es) sociaux lors des rencontres avec les fonctionnaires et à leur fournir sur demande de l'aide juridique.

Quant aux réalisations, le groupe s'est fait accepter auprès des bureaux d'Aide Sociale, comme le porte-parole des assistés (es) sociaux. De plus, en 1977-78, le groupe a réalisé un projet expérimental d'aide à domicile pour les personnes âgées. Enfin, le CCFRNO a voulu sensibiliser la population sur les difficultés des assistés (es) sociaux par la tenue d'un colloque régional sur la situation des assistés (es) sociaux, en novembre 1981. 8

d) Structure et organisation interne.

Le CCFRNO compte 50 membres dont 40 sont des femmes. Un conseil d'administration de six membres dirige le groupe. Tout le personnel du bureau est bénévole. La présidence dirige le groupe depuis 10 ans. Enfin, le CCFRNO a obtenu pour une période de 20 semaines un projet de Chantier-Québec; quatre personnes y travaillent à raison de 222,50\$ par semaine (il s'agit de 78% du budget total). Le projet consiste à réparer des vêtements usagés afin de les distribuer aux bénéficiaires dans le besoin.

e) Sources de revenus et financement.

Le budget de 1982-83 s'établissait à 22 800\$. Les revenus provenaient essentiellement de deux sources. La première subvention est octroyée par les OVEP; il s'agit d'un montant de 5 000\$. La seconde est le projet de Chantier-Québec au montant de 17 800\$. La subvention des OVEP sert principalement aux dépenses courantes du comité (loyer, téléphone, etc.). Le programme gouvernemental Chantier-Québec est utilisé pour défrayer les salaires.

f) Projets.

Le CCFRNO pour l'instant, veut limiter son action à un seul projet. Il s'agit de revendiquer, de concert avec l'Association provinciale, la parité d'Aide Sociale pour les bénéficiaires de 18 à 30 ans.

4- LE REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (RFAT)

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

Le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE vise avant tout à regrouper les femmes de la région afin de les mobiliser pour poursuivre l'amélioration de la condition féminine. Il veut aussi que les femmes aient un impact politique plus important afin que leurs actions et leurs revendications soient permanentes. Enfin, en brisant leur isolement, les femmes veulent créer une solidarité régionale afin de détruire la méfiance et les préjugés à leur égard.

Le RFAT n'existe que depuis mars 1983. Il est né d'une démarche et d'un cheminement de nombreuses femmes préoccupées de l'avancement de leurs conditions. Celles-ci ont découvert que leurs actions étaient éparpillées et que si elles voulaient avoir un impact, un regroupement s'avérerait nécessaire.

b) Portée et liens avec le milieu.

Le RFAT se veut régional; par contre, vu son extrême jeunesse, et vu également, que la majorité des membres sont situés à Rouyn-Noranda, c'est là que les premières actions se sont faites sentir.

Il n'y avait pas de liens formels entre ce groupe et d'autres au moment de l'enquête, exception faite d'une table locale de mouvements

féminins.⁹ Par contre, le RFAT, est en contact avec des fonctionnaires du Conseil du Statut de la Femme. En dernier lieu, le groupe entretient des liens informels avec d'autres groupes féminins par l'entremise de ses membres, dont la majorité militent à l'intérieur d'autres mouvements féminins, tel ALTERNATIVE POUR ELLE, LE COMITE DU 8 MARS, etc..

c) Activités et réalisations.

Les activités du groupe sont de deux types. Le premier consiste à la tenue de nombreuses réunions à travers la région sur les moyens à prendre afin d'enrayer la pornographie dans leurs milieux respectifs. Ensuite, le RFAT veut réorienter également ses activités vers l'information et l'éducation aux membres, surtout par l'étude des lois et des projets de lois touchant plus particulièrement la femme et la famille.

La principale réalisation du RFAT fut la tenue d'une manifestation à Rouyn-Noranda au cours de l'hiver 1983, dénonçant la prolifération du matériel pornographique dans certains établissements de la ville.

d) Structure et organisation interne.

Le RFAT compte 30 membres. Parmi eux quatre siègent sur le comité provisoire afin d'assurer le démarrage de l'organisme. Présentement le groupe ne compte aucun (e) permanent (e). Pour l'instant, la préposée au Conseil du Statut de la Femme à Rouyn-Noranda voit à servir de lien entre

les différents membres du groupe.

e) Sources de revenus.

Le RFAT ne possède aucune source de revenus directs. Par contre, le Conseil du Statut de la Femme fournit au groupe une contribution financière afin de payer le téléphone, les envois postaux, etc..

f) Projets.

Le RFAT travaille à se structurer. Dans cet optique, deux projets sont privilégiés. D'abord le RFAT veut élargir son membership afin de rejoindre une clientèle non-militante et isolée. Par le fait même, il pourrait convaincre la population que les revendications féminines visent à améliorer les conditions de vie de tout le monde.

Un autre projet, plus global, est celui de la création d'un Centre de recherche sur la condition féminine en Abitibi-Témiscamingue, financé par l'Etat.

5- FORMATION ET INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES (FIEF).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

Il s'agit d'un autre organisme sans but lucratif oeuvrant pour l'amélioration des conditions de vie; spécifiquement sur la cause féminine. Deux objectifs principaux guident son action. Le premier vise la défense

des intérêts des femmes dans des dossiers concernant leur condition (tel l'accès et l'égalité à l'emploi, la lutte pour la pornographie, etc.) pour en faire par la suite un objectif de lutte et de revendication. Le second consiste à gérer et à parrainer deux projets donnant de l'emploi à certaines femmes: les projets La Femme et l'Emploi et La Femme et les Métiers non-traditionnels.

La FIEF est née en novembre 1981 d'un besoin immédiat. Le groupe à été formé à l'origine dans le but spécifique de gérer un projet gouvernemental d'emploi. Le projet visait à créer de l'emploi pour les femmes de 30 ans et plus, bénéficiaires de l'aide sociale.

b) Portée et liens dans le milieu.

Les portées potentielles et réelles du groupe se sont limitées à la zone urbaine de Rouyn-Noranda, ainsi qu'aux zones rurales environnantes. Il s'agit d'un groupe à incidence locale.

Deux types de clientèle sont visés par la FIEF. D'abord, pour les projets, il s'agit de femmes de 30 ans et plus, chefs de famille et bénéficiaires d'aide sociale. Mais en ce qui concerne la structure de l'organisme et son membership, on constate que toute femme peut y adhérer.

Les liens ont été établis avec d'autres groupes féminins à l'intérieur d'une table locale mise sur pied par le REGROUPEMENT DES FEMMES

DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le COMITE DU 8 MARS. Cette table s'est donnée comme but de faire avancer la condition féminine. Egalement, des liens informels et ponctuels existent entre le Regroupement et d'autres groupements sociaux situés à l'intérieur de la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents.

c) Activités et réalisations.

Les activités privilégiés par la FIEF, consistent à procurer de l'emploi aux femmes à l'intérieur de deux projets d'emploi. Le premier projet La femme et l'emploi, consiste à réintégrer les femmes sur le marché du travail à l'aide de stages de formation en milieu de travail. Le second est orienté vers l'étude de la situation de la femme dans des secteurs d'emplois non-traditionnels.

d) Structure et organisation interne.

La FIEF regroupe 20 membres, dont sept font partie du conseil d'administration. Tous les membres oeuvrent de façon bénévole. Au total, 15 employées travaillent à l'intérieur des deux projets. Le projet la Femme et l'Emploi en compte six, toutes engagées annuellement. Le salaire moyen se situe à 412,50\$ par semaine, soit 82% du budget total du groupe. Le deuxième projet (La femme et les métiers non-traditionnels), compte neuf employés. Chacune d'entre elles touchent un salaire de 200\$ pendant une période de 20 semaines. La masse salariale représente 80% du budget total du groupe.

e) Sources de revenus.

Les sources de revenus des deux projets proviennent de subventions étatiques. Le premier projet, La Femme et l'Emploi, tire son revenu d'un projet du gouvernement fédéral, le projet PACLE.¹⁰ Il s'établit à 200 000\$ (80% est dépensé en salaires). Quant au deuxième projet, il est financé par le programme Chantier-Québec, du gouvernement du Québec. La subvention s'établit ici à 48 000\$ dont 80% est utilisé en salaires.

f) Projets.

Le groupe vise surtout à consolider sa structure. Dans ce but, il s'affaire à la production d'un manifeste décrivant les revendications qu'il entend mener. Selon la FIEF, ces revendications s'inscrivent dans la lutte pour l'amélioration de la condition féminine.

6- LA GARDERIE FLEUR ET MIEL (GFM).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

La GARDERIE FLEUR ET MIEL est une corporation privée sans but lucratif, dont l'objectif est d'offrir un service de garderie dans un quartier de Rouyn (Rouyn-Sud).

La GARDERIE FLEUR ET MIEL est née d'une volonté sociale d'aider en priorité les femmes. Un sondage effectué à l'automne 1981 a confirmé les besoins de service de garderie dans le quartier. Le projet a vu le jour à

cette époque. La garderie est située à la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents.

b) Portée et liens avec le milieu.

Au départ, les services de la garderie se limitent à un quartier de la ville de Rouyn. Il s'agit d'un quartier où 40% de la population est défavorisée. Mais actuellement, la portée est plus grande puisqu'une importante partie de la clientèle est située à l'extérieur des limites du quartier. En effet, beaucoup de parents-utilisateurs, travaillant à l'intérieur de la Maison Polyvalente, ne résident pas dans le quartier de Rouyn-Sud.

La GFM entretient des liens avec d'autres garderies de Rouyn-Noranda. De plus, elle fait partie du Regroupement des Garderies du Nord-Ouest. Mais il faut souligner que les relations avec les autres groupes de la Maison Polyvalente s'effectuent généralement de personne à personne et non de groupe à groupe.

c) Activités et réalisations.

Les activités de la GFM sont de deux ordres. La première consiste en des activités-bénéfices en vue d'aider son financement. La seconde, somme toute la plus importante, vise à offrir un service de garde.

Les réalisations principales sont: avoir démontré que la mise

sur pied d'une garderie en milieu populaire répondait à un réel besoin, avoir mis sur pied un mode de fonctionnement unique, celui de la cogestion, et, finalement, avoir maintenu stable la capacité d'accueil de la garderie.

d) Structure et organisation interne.

La GFM comprend une assemblée générale de 45 membres ayant droit de vote. En plus un conseil d'administration formé de sept membres dirige l'organisme (quatre parents et trois employés). Le président, un parent, n'a pas droit de vote. Enfin quatre comités ont été établis afin de voir à tous les aspects touchant la bonne marche de la garderie.

L'organisme compte huit employés (es) permanents (es). Un coordonnateur-administrateur et une cuisinière travaillent 40 heures par semaine, une coordonnatrice pédagogique et cinq éducatrices à 35 heures par semaine. En plus, cinq heures de travail sont accomplies par des bénévoles généralement le midi. Le personnel régulier est rétribué au taux horaire de 6,21\$. La partie du budget dépensée en salaire est de 77%.

e) Sources et revenus.

La GFM obtient ses revenus de deux sources. Mentionnons d'abord les subventions étatiques, plus précisément du Ministère des Affaires Sociales. Il s'agit d'une somme équivalente à 3,50\$ par jour par enfant (la capacité de la garderie est de 45 places). De plus, le MAS verse une subvention afin de défrayer une partie du coût du loyer (3 900\$). En tout,

les subventions étatiques 1982-83 correspondaient à une somme de près de 44 000\$, soit 35% du budget. La deuxième source est constituée par de l'autofinancement. Ces revenus proviennent des tarifs imposés aux utilisateurs et des activités-bénéfices, soit 81 250\$. La part des revenus provenant de cette source s'établit à 65%.

f) Projets.

Un seul projet intéresse présentement la GFM. Elle veut offrir un service de pouponnière pour les enfants de six à dix-huit mois. Du même coup, les possibilités d'accueil passeraient de 45 à 60 places. Ce projet pourrait signifier également un déménagement dans un local plus vaste.

7- L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE (ATEM).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE lutte pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs en exploration minière. L'objectif principal lors de sa création est justement de regrouper et de défendre les conditions de travail des travailleurs en exploration. Par le fait même, elle veut assurer une représentativité régionale tout en fournissant aux membres une meilleure formation.

L'ATEM est jeune. Formée en 1982, elle doit son implantation à une prise de conscience de la part de certains travailleurs de la

détérioration de leurs conditions de vie. Selon certains, ces dernières ne se sont pas améliorées depuis 20 ans. L'ATEM veut agir comme une sorte de syndicat en exploration minière.

b) Portée et liens avec le milieu.

La portée réelle se limite à la zone de Rouyn-Noranda. Vu la jeunesse du mouvement, il n'a pas de liens suivis avec d'autres groupements sociaux du secteur. Cependant, il existe des liens particuliers avec la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE, puisque la majorité des membres font partie également de l'Association.

c) Activités et réalisations.

Les activités du groupe sont axées principalement sur la consolidation de leur association. Une intense campagne de recrutement a été menée en vue de rejoindre les 300 travailleurs en exploration minière de la région.

L'ATEM a réalisé une étude, grâce à un projet PACLE du gouvernement fédéral, sur les conditions des travailleurs en exploration minière. Les conclusions de l'étude démontrent que les travailleurs ont un urgent besoin de formation, surtout en ce qui concerne la sécurité au travail.

d) Structure et organisation interne.

L'ATEM regroupe 25 membres: 12 de ces derniers proviennent de la COOPERATIVE EN EXPLORATION MINIERE. Un conseil d'administration formé de sept membres voit à la bonne marche de l'organisme. Finalement, un bénévole fait office de permanent (sur une base occasionnelle). Il s'agit du comptable de la coopérative.

e) Sources de revenus.

Les revenus proviennent de la cotisation annuelle des membres fixée à 30\$. Un autre revenu, non disponible a été obtenu grâce au projet PACLE.¹¹ Le budget de fonctionnement s'établit donc à 750\$.

f) Projets.

Le projet principal consiste à mettre sur pied des cours de formation de la main-d'oeuvre sur les lieux de travail. Ces cours pourraient être donnés en collaboration avec la Commission de Formation Professionnelle et la Commission de Santé et Sécurité au Travail.

4.1.3 Les coopératives

1- COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE.

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

La COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE, organisée selon des principes coopératifs, s'est donnée les objectifs suivants:

fournir aux membres de meilleures conditions de travail, chercher par l'élaboration d'une coopérative la participation de tous les membres dans le fonctionnement et la gestion de l'entreprise et sensibiliser les compagnies minières au travail effectué par la coopérative des travailleurs.

La CTEM doit sa naissance à la dissolution de la compagnie MAGMA EXPLORATION de Rouyn. En effet, cette dernière risquait la faillite à plus ou moins long terme. Les travailleurs ont alors décidé d'acheter cette compagnie et de la faire fonctionner selon les principes coopératifs. En mai 1982, 15 travailleurs demandent une charte coopérative qu'ils obtiendront finalement en avril 1983.¹²

b) Portée et liens avec le milieu.

Les travailleurs de la CTEM résident tous à Rouyn-Noranda. Par contre, les lieux de travail sont fort différents, puisque les travailleurs couvrent la région toute entière jusque dans les secteurs de Chibougamau-Chapais à l'est, la Baie James au nord, et la frontière ontarienne à l'ouest.

Elle a des liens privilégiés avec l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE. De plus, le CTEM essaie de favoriser une tentative de regroupement avec d'autres entrepreneurs en exploration minière afin d'établir une politique commune au niveau des tarifs et de la qualité des services offerts.

c) Activités et réalisations.

Les activités de la CTEM sont orientées surtout vers la vente de services à des compagnies minières sur une base contractuelle. La CTEM voit alors à la réalisation du dit contrat. Les activités de travail se déroulent en forêt sur des concessions appartenant à des compagnies.

Quant aux principales réalisations, la première touche surtout la consolidation de la CTEM. Avec l'adoption de la formule coopérative, l'entreprise a réussi à raffermir sa structure financière. Une autre, dite d'expansion, est l'obtention d'un contrat de 100 000\$ de la compagnie Noranda Mines afin de faire de la coupe de ligne.

d) Structure et organisation interne.

La CTEM est formée de 15 membres, dont cinq sont élus au conseil d'administration. Elle comprend un gérant, un comptable et 12 travailleurs en forêt. Seul le comptable travaille sur une base annuelle. Les autres oeuvrent sur des périodes de six à huit mois. Les hommes travaillent en équipe de trois membres. L'équipement et le matériel sont fournis par la CTEM. Quant au travail, il consiste à jalonner le terrain (déterminer la superficie du terrain à prospecter), à faire de la coupe de ligne (quadriller le terrain afin de compléter des cartes géologiques) et enfin à effectuer des relevés géophysiques (déterminer à l'aide d'appareils la valeur réelle du minerai).

e) Sources de revenus.

Durant l'année 1982-83, la CTEM a pu compter sur deux sources de financement. La première celle de l'autofinancement est constituée d'abord par les parts sociales des membres, de 1 000\$ chacune, et ensuite par les différents contrats effectués par la CTEM auprès des clients. La deuxième source provenait d'un emprunt de 30 000\$ effectuée à la Société de Développement des Coopératives. (SDC)

En 1982-83, la CTEM a réalisé des revenus se chiffrant à 415 000\$ dont 60% ont été dépensés en salaires, 25% en nourriture et déplacements et 15% en administration.

f) Projets.

Les principaux projets visent à renforcer la consolidation de l'entreprise. Pour ce faire elle cherche de nouveaux membres aptes à travailler dans le domaine très spécialisé des relevés géophysiques. Ceci pourrait élargir davantage le champ d'action de la CTEM.

Dans un autre ordre d'idée, elle projette de changer le mode de rémunération des travailleurs. Actuellement payés à la production, les travailleurs désireraient être payés à la journée, ceci dans le but de diminuer la cadence du travail et, par conséquent les risques d'accident. Enfin, la CTEM projette une expansion, notamment dans les services connexes à l'exploration minière.

2- Le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA (CLUB).

a) Buts, objectifs et conditions historiques d'implantation.

Le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA s'est donné deux objectifs. Le premier consiste à offrir des services alimentaires aux membres au plus bas coût possible. Le second vise à susciter une implication des membres dans la gestion et les opérations d'une entreprise de ce type.

Le CLUB doit son implantation à deux facteurs. Le premier origine de l'important travail d'animation sociale effectué par le BLOC (fondé par la Compagnie des Jeunes Canadiens) et de l'ouverture du deuxième front de la CSN en 1968.¹³ C'est en 1971, sous l'impulsion de ces deux initiateurs que le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA voit le jour.

b) Portée et liens avec le milieu.

A l'origine la portée du CLUB se limitait à Rouyn-Noranda. Cependant vu son importance, son influence déborde la zone de Rouyn-Noranda puisqu'une part importante de la clientèle provient maintenant de zones situées à 50 kilomètres de cette ville.

La clientèle s'est modifiée au cours des années. Si à l'origine l'on comptait, pour une très large part, sur les classes populaires, ce

n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui puisque plus de 50% de la clientèle appartient aux classes moyennes notamment, celles des salariés de l'Etat (professeurs, fonctionnaires, etc.).

Le CLUB COOPERATIF DE ROUYN-NORANDA entretient surtout des liens avec les autres clubs de consommation de la région par l'entremise du projet Inter-Club.¹⁴ Par ce projet, les 13 clubs régionaux projettent l'achat d'un entrepôt de distribution dans le but de palier à la pénurie de fournisseurs régionaux. A moyen terme les clubs espèrent se lancer dans le marché de "gros".

Les relations avec les autres groupements sociaux ne sont plus aussi étroites qu'auparavant, probablement à cause de la modification du type de clientèle du CLUB. Maintenant des appuis moraux sont donnés aux différentes luttes sans plus.

c) Activités et réalisations.

Les activités et pratiques du CLUB sont orientées principalement vers la fourniture de services. Les pratiques de contestation et de pression ne font plus partie des activités régulières de l'organisme. Selon le CLUB, la clientèle s'est modifiée et beaucoup de membres ne se sentent pas liés par les problèmes des autres organismes populaires.

Cependant, durant la première moitié des années soixante-dix, de

nombreuses réalisations du CLUB sont liées à l'histoire du mouvement populaire de Rouyn-Noranda.¹⁵

d) Structure et organisation interne.

Le CLUB réunit 450 membres dont neuf peuvent être élus au conseil d'administration. Chaque membre, selon les statuts du CLUB, doit donner trois heures par mois de travail bénévole. Chacun de ces membres oeuvre à l'intérieur d'un des 15 comités de travail. En plus, huit employés permanents travaillent à l'intérieur du CLUB (six à plein temps et deux à temps partiel). Le salaire moyen des employés se situe à 320\$ par semaine, ce qui constitue 67% du budget du CLUB.

e) Sources de revenus.

En 1982-83, les revenus se sont chiffrés à 212 737\$; les dépenses à 185 789\$. Les salaires, quant à eux se sont élevés à 123 165\$, soit 67% des dépenses de fonctionnement.

f) Projets.

Les projets sont orientés vers l'expansion du CLUB, surtout en ce qui concerne les aménagements physiques. En effet, le CLUB désire moderniser l'équipement et agrandir le local actuel. En plus, par le projet Inter-Club, la coopérative projette à plus ou moins long terme de se lancer dans le marché de "gros".

4.2. Conclusion

La description minutieuse et systématique des groupes étudiés, nous apparaîtrait vide de sens si elle ne répondait pas à un autre type d'analyse, reflétant la participation des groupements sociaux de Rouyn-Noranda au développement socio-économique du milieu. C'est ce que nous essaierons d'effectuer dans le chapitre suivant. Mais déjà, à l'aide de la description réalisée, quelques constantes peuvent être identifiées.

Premièrement, il faut souligner, la place importante prise par les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie. En effet, à l'intérieur de ce seul secteur, on y retrouve sept des 12 groupes étudiés. Fondés en majorité suite à l'avènement de la crise, ces groupes se préoccupent avant tout de la défense des droits sociaux (chômeurs (es), assistés (es) sociaux, travailleurs (ses), etc.). La prolifération de ce types de groupe pourrait s'expliquer par la nouvelle stratégie étatique de se retirer graduellement du champ social. Du même coup, ces différents groupements sociaux ne feraient, en quelque sorte que se réapproprier, un secteur jadis à la charge de l'Etat.

Deuxièmement, il faut noter la volonté des groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs d'offrir un soutien local au mouvement populaire, en particulier aux groupements intéressés à l'amélioration des conditions de vie, dans leurs luttes pour la réappropriation sociale de leur territoire.

Troisièmement, il faut percevoir l'avènement des coopératives, comme une reprise en charge concrète et démocratique, par les communautés locales, d'une partie de leur économie.

NOTES ET REFERENCES

- 1- Cette classification s'inspire de celle proposée par une équipe de recherche rattachée au Groupe de Recherche en Intervention Régionale (GRIR) de l'Université du Québec à Chicoutimi. Voir Désy, J. et alii., Groupes populaires et développement régional, quels liens?, Chicoutimi, GRIR, UQAC, Document de travail no.1, Mars 1983, 4 p.
- 2- Voir chapitre III, p. 62-68 et suivantes.
- 3- N.B. Il s'agit de l'ancienne Maison Coopérative de Services Populaires de l'Abitibi-Témiscamingue, qui pour des raisons d'ordre financier a été vendue à l'entreprise privée en 1978, et rebaptisée la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents. Par contre une clause dans le contrat d'achat stipule que les locaux de la bâtisse doivent être loués en priorité à des groupements sociaux.
- 4- Voir chapitre III, p. 62-68.
- 5- Pour l'historique et l'origine, voir Tessier, S. et Mercier, C., La Radio communautaire CIRC-MF, Rouyn, CEUAT, 1982, p. 5 à 13.
- 6- Ces émissions produites par le Réseau Aux-Quatre-Vents, sont tenues lors d'événements spéciaux tels la Fête Nationale des Québécois du 24 Juin, ou encore lors du Colloque Régional de Communication, tenu à l'UQAT, en Mai 1983.
- 7- Voir: entrevue avec Benoît Gourd, "Recréer le perron de l'église", propos recueillis par C. Mercier et S. Tessier, Possibles, vol. 6, no. 2, 1982, p. 107 à 120.

- 8- Voir Le Manifeste du Comité de Citoyens à Faible Revenu du N.-O., Les assistés Sociaux font-ils partie de la société en tant qu'êtres humains a part entière..., Rouyn-Noranda, Novembre, 1981.
- 9- Nous y reviendrons au chapitre V.
- 10- PACLE: Programme d'aide à la création locale d'emplois.
- 11- N.B. Le montant n'était pas disponible lors de l'enquête.
- 12- Cependant, pendant toute l'année 1982-83, les travailleurs ont fonctionné selon la formule coopérative.
- 13- Voir chapitre III, p. 62-68.
- 14- MERCIER, C., "Les clubs de consommation des solidarités nouvelles?", op cit., p. 81-98.
- 15- Voir chapitre III, p. 62-68.

CHAPITRE 5

CHAPITRE V

LES PRATIQUES SOCIALES ET L'ANCRAGE TERRITORIAL DES GROUPEMENTS SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA

Si dans le chapitre précédent l'on a décrit et présenté chacun des groupes, le but premier de ce chapitre consiste à établir la synthèse et le bilan du mouvement populaire de Rouyn-Noranda à partir des 12 groupements étudiés. Cette synthèse sera divisée en trois grandes sections. La première décrira les activités et pratiques du mouvement populaire de Rouyn-Noranda. La seconde définira la structure interne et l'organisation des groupes qui la composent. Enfin la dernière section s'intéressera plus particulièrement à leur financement et à leurs sources.

5.1 Activités et pratiques: miroir de la vitalité des groupes

Cette section veut rendre compte des activités et des pratiques des groupements sociaux étudiés. Afin de présenter les groupements de la façon la plus complète possible, nous avons retenu sept aspects relevant de ces pratiques. Chacun de ces aspects fera l'objet d'une section spécifique. La première traitera de l'identification des groupements, c'est-à-dire leur secteur d'intervention, leur année de fondation, leur membre et leur clientèle. Les buts et objectifs constituent la deuxième section. La troisième examinera les activités courantes des groupements. Les réalisations feront l'objet de la quatrième section. La cinquième nous montrera les projets des groupes. La sixième portera sur la portée

territoriale et la base géographique des groupes. Enfin la dernière établira les relations que les groupes ont entre eux.

5.1.1 Caractéristiques générales

Nous établirons au préalable les principales caractéristiques des groupes déjà étudiés. Cette classification sera faite en quatre étapes:

- a) Le secteur d'intervention du groupe;
- b) l'année de fondation;
- c) le nombre de membres au sein du groupe;
- d) la clientèle visée par chacun d'eux (tableau 3).

a) Secteur d'intervention.

Selon la classification établie plus tôt les 12 groupes étudiés se retrouvent dans trois grands secteurs d'intervention.¹ Le premier secteur comprend les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs; trois groupes font partie de ce secteur: le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION de L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

Orientés en majeure partie vers des préoccupations locales et régionales, ces groupements originent surtout des expériences populaires du début des années soixante-dix.²

TABLEAU 3

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES GROUPES POPULAIRES DE ROUYN-NORANDA

| | NOM | ANNEE DE FONDATION | SECTEUR D'INTERVENTION | NOMBRE DE MEMBRES | CLIENTELE VISEE |
|------------------------------------|---|--------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|---|
| Formation et média | Regroupement des Usagers en Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | 1978 | Formation-information | 25 organismes 65 individuels | Groupes Populaire et syndicaux. |
| | Radio Communautaire de Rouyn-Noranda. | 1978 | Média | 70 organismes 1 000 individuels. | Générale mais surtout groupements populaires et syndicaux. |
| | Regroupement de l'Education Populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | 1982 | Formation éducative | 9 | Groupes populaires |
| Amélioration des conditions de vie | Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue. | 1972 | Condition des accidentés du travail. | 350 | Travailleurs accidentés (es). |
| | Regroupement des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue. | 1981 | Condition des chômeurs et chômeuses. | 325 | Chômeurs et chômeuses |
| | Comité des Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest. | 1971 | Condition des assistés (es) sociaux. | 50 | Assistés (es) sociaux. |
| | Regroupement des Femmes de l'Abitibi-Témiscamingue. | 1983 | Condition féminine. | 30 | Femmes oeuvrant dans les milieux populaires. |
| | Formation et Intégration à l'Emploi pour les Femmes. | 1981 | Condition féminine. | 20 | Femmes (assistées) sociales de plus de 30 ans et chefs de familles. |
| | Garderle Fleur et Miel de Rouyn. | 1981 | Garderle | 45 | Famille dévalorisée à 40%, classe moyenne à 60%. |
| | Association des Travailleurs en Exploration Minière. | 1982 | Condition des travailleurs. | 25 | Travailleurs en exploration minière |
| Coopératives | Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière. | 1983 | Coopérative de travail. | 15 | Travailleurs en exploration minière. |
| | Club Coopératif de Consommation de Rouyn Noranda. | 1972 | Coopérative de consommation. | 450 | Les milieux populaires et de classe moyenne |

SOURCE: enquête par entrevues, Février-Juin 1983.

Le deuxième secteur, le plus important en terme de nombre (sept groupes), réunit les groupes identifiés à la lutte pour l'amélioration des conditions de vie. Davantage sectorielles, leurs préoccupations sont axées principalement vers la condition féminine avec le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES, vers les conditions des travailleurs miniers avec L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE, des travailleurs accidentés, des chômeurs (ses) et assistés (es) sociaux avec respectivement L'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le COMITE DU CITOYENS A FAIBLE REVENU DE NORD-OUEST et enfin vers les services de garde avec la GARDERIE FLEUR ET MIEL DE ROUYN.

Le troisième secteur regroupe deux coopératives, l'une de consommation, soit le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA, l'autre de travail la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE.

b) Année de fondation.

Des 12 groupes, trois sont nés au début des années soixante-dix, deux d'entre eux sont des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie: l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST et une coopérative, le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA. La naissance de ces groupes relève de l'expérience d'animation sociale engendrée par le projet

du "BLOC" et par celui du mouvement syndical. Rappelons que le BLOC, animé par la Compagnie des Jeunes Canadiens, se questionnait sur la situation socio-économique de la région. Ce questionnement rejoignait les objectifs du mouvement syndical, notamment de la CSN, avec l'ouverture de son deuxième front.³

Une période d'accalmie suit la formation des premiers mouvements urbains. En effet, le milieu de la décennie soixante-dix est marqué, principalement par la tentative de rapprochement du mouvement urbain et rural, notamment lors de la formation de la MAISON COOPERATIVE DE SERVICES POPULAIRES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE; mais aussi par la présence remarquée des groupes d'extrême-gauche.⁴

Cependant la fin de la décennie favorise l'émergence de nouveaux groupes. Ce sont la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE. Ces groupes sont l'aboutissement de nombreuses expériences de communication que l'Abitibi a connues depuis 15 ans. A titre d'exemple citons LE BLOC, MULTI-MEDIA, le TROTTEUR DU MAQUIGNON, etc.. Les intérêts de ces groupes sont autant locaux que régionaux.

Enfin, les années quatre-vingts coïncident avec la prolifération des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie. Axés sur des préoccupations plutôt sectorielles, ils regroupent les revendications des femmes, des chômeurs, des travailleurs, etc.. Parmi nos 12 groupes, cinq

sont nés au cours de cette période: le REGROUPEMENT DES CHOMEURS et CHOMEUSES D'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES, la GARDERIE FLEUR ET MIEL et l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE. Enfin, parmi les deux derniers groupes, on trouve une coopérative: la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE et un groupe d'éducation populaire, le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

c) Nombre de membres.

Les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs regroupent au total 1 074 membres individuels et 95 membres organismes. La RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA compte à elle seule plus de 1 000 membres individuels et 70 membres organismes. La participation réelle de ses membres est faible puisque 70 personnes oeuvrent régulièrement au sein de la radio.

Les sept groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie réunissent un total de 855 membres. Cependant à eux seuls, le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE en comptent plus de 675.

Enfin, les coopératives dénombrent 465 membres dont 450 se

retrouvent à l'intérieur du CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA.

En tout, 2 334 membres individuels et 95 organismes militent à l'intérieur des 12 groupements étudiés. En général les groupes où le membership est le plus élevé, comme la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le CLUB COOPERATIF DE ROUYN-NORANDA, regroupent une clientèle plus variée que les autres. Ces deux groupes rejoignent plus de 50% du membership total, soit 1 450 membres.

Les petits groupes, ceux qui comptent entre un et 50 membres sont au nombre de sept. De ce nombre, cinq se retrouvent dans des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie. Cependant, deux groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie se distinguent des autres, puisqu'ils regroupent plus de 300 membres. Il s'agit du REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et de l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE. Ces deux groupes sont structurés depuis quelques années, ont une clientèle potentielle très vaste surtout en ce qui concerne le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

d) Clientèle visée.

La clientèle visée par les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs est constituée en majorité de groupes populaires et syndicaux.

Le type de clientèle des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie est plus restreint. Orientés vers la prestation de services, ces groupes visent davantage une clientèle bien déterminée: tels les chômeurs (ses), les assistés (es) sociaux, les travailleurs (ses) accidentés (es), etc.. La GARDERIE FLEUR ET MIEL essaie de rejoindre une clientèle plus large, mais en respectant l'un de ses buts, soit l'accès privilégié aux familles défavorisées.

Enfin, le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA et la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA veulent atteindre une clientèle plus vaste.

Les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs, ainsi que le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA possèdent donc une clientèle potentielle plus vaste que les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie. Ces derniers doivent répondre avant tout aux revendications de leurs membres ce qui limite par le fait même leur clientèle potentielle.

5.1.2 Objectifs multiples: preuve de dynamisme?

Nous avons divisé les objectifs des groupes étudiés en trois catégories: défense service et éducation. Les objectifs de défense, concernent huit groupes sur 12.⁵ Les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie sont particulièrement sensibles à ce type d'objectifs,

puisque six groupes sur sept en font mention. Deux groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs y font référence également. Par contre la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, dans un désir de plus grande ouverture, affirme qu'elle représente l'ensemble de la collectivité donc qu'elle n'a pas spécifiquement d'objectif allant dans ce sens. Finalement les coopératives n'adhèrent d'aucune façon aux objectifs de défense (tableau 4).

Les objectifs de service sont présents dans la majorité des groupes, notamment, dans les trois groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs, les deux coopératives et dans cinq des sept groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie. Notons par ailleurs, que des 12 groupes, cinq offrent un service de soutien technique et professionnel; deux sont des groupes oeuvrant dans la formation et dans les médias alternatifs (le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le REGROUPEMENT POPULAIRE D'EDUCATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE) et trois sont des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie (l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST et le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE).

Enfin la dernière catégorie d'objectifs, celle d'éducation, est représentée dans sept des 12 groupes. Les coopératives, évidemment, y adhèrent. Le travail d'éducation des groupes intéressés à l'amélioration

TABLEAU 4

BUTS ET OBJECTIFS DES GROUPES POPULAIRES DE ROUYN-NORANDA.

| | NOM DU GROUPE | DEFENSE | SERVICE | EDUCATION |
|------------------------------------|---|---|---|--|
| Formation et média | Regroupement Populaire des Usagers en Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | Défendre le droit à l'information des citoyens et des groupes populaires et syndicaux. Représenter les intérêts des groupes populaires face aux médias régionaux. | Soutien technique offert aux groupes populaires pour tout ce qui touche les moyens de communication. | |
| | Radio Communautaire de Rouyn-Noranda. | | Offrir la radio comme tribune publique pour toutes luttes ou manifestations se déroulant dans le secteur. | Eduquer et renseigner la population sur tout les éléments touchant la radio et son fonctionnement. |
| | Regroupement d'Education Populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | Regrouper les organisations sociales de la région par le biais de de l'éducation populaire. | Soutien technique offert aux groupes populaires afin d'améliorer leur fonctionnement. | Favoriser l'implantation et le développement des groupes sociaux par l'éducation populaire autonome. |
| Amélioration des conditions de vie | Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue | Défendre les accidentés du travail face aux lois de la CSST, assurer la représentativité des accidentés sur tout le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue | Offrir un soutien technique aux accidentés du travail. | |
| | Regroupement des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue. | Défendre les droits des prestataires de l'Assurance-Chômage face aux lois étatiques, représenter l'ensemble des chômeurs de la région. | Offrir un soutien technique aux chômeurs et chômeuses. | |
| | Comité de Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest | Défendre les droits des prestataires de l'Aide Sociale face aux lois du MAS, représenter les assistés sociaux. | Offrir un soutien technique aux assistés sociaux. | Sensibiliser la population sur les besoins et difficultés des assistés sociaux. |
| | Regroupement des Femmes de l'Abitibi-Témiscamingue | Regrouper les femmes de la région, et les mobiliser sur des dossiers concernant leurs conditions. | | Sensibiliser les médias et la population sur les problèmes touchant la condition féminine. |
| | Formation et Intégration à l'Emploi pour les mes. | Défendre les intérêts des femmes dans des dossiers touchant leurs conditions. | Gérer et parrainer des projets d'emploi pour les femmes. | |
| Coopératives | Garderie Fleur et Miel. | | Offrir un service de garderie à la population du quartier de Rouyn-Sud. | Sensibiliser les parents sur les besoins de service de garderie en milieu populaire. |
| | Association des Travailleurs en Exploration Minière. | Défendre et améliorer les conditions de travail des travailleurs en exploration minière. | | |
| | Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière. | | Fournir aux membres des conditions avantageuses de travail. | Rechercher une participation collective dans l'élaboration et la gestion du travail |
| | Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. | | Fournir des services alimentaires aux membres à plus bas coût possible. | Favoriser une implication des membres dans la gestion et les opérations du club. |

des conditions de vie, particulièrement ceux de la GARDERIE FLEUR ET MIEL, du REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et du COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST visent non pas un objectif d'éducation de leurs membres mais davantage la reconnaissance positive de la population en général. Enfin deux groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs poursuivent des objectifs d'éducation. Il s'agit de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et du REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

En général, les objectifs de défense sont directement liés à la raison d'être des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie puisque souvent, ils représentent des groupes de citoyens directement touchés par la crise économique.

Les objectifs de service et de dépannage sont les plus nombreux et de plus, ils sont facilement identifiables.

Les objectifs d'éducation, surtout en ce qui concerne les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, visent davantage à sensibiliser la population sur la situation des membres de ces groupes. Ces organismes veulent agir en période de crise plutôt qu'éduquer les membres sur leurs propres conditions.

Enfin, bien que trop tôt pour le constater de façon définitive, les groupes répondant aux trois objectifs mentionnés ne peuvent ou ne

doivent pas être caractérisés comme étant davantage dynamiques que les autres. Les buts et les objectifs visés ne sont pas toujours liés à des réalisations efficaces, comme nous le verrons ci-dessous.

5.1.3 Activités de services: raison d'être des groupes

Nous avons divisé les activités des groupes en quatre catégories: celles de consolidation/expansion, celles de services, celles de revendications et celles d'éducation (tableau 5).

Les activités de consolidation/expansion sont fort nombreuses, apparaissent dans le cas de neuf des 12 groupes étudiés. On ne leur attribue pas, cependant, une grande importance. En effet, la majorité des interviewés ne privilégient pas ce type d'activités. La plupart des groupes semblent ressentir un niveau de satisfaction assez élevé face à leurs effectifs et à leur situation.

Cependant, trois groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie ne laissent percevoir aucune activité particulière de consolidation/expansion. Le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES, et l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE, qui après un effort important en 1982, semblent à bout de souffle.

Les activités de services sont les plus nombreuses puisque 10

Activités des groupes populaires de Rouyn-Noranda

| NOM DU GROUPE | CONSOLIDATION/ EXPANSION | SERVICES DE SOUTIEN TECHNIQUE | REVENDEICATION | EDUCATION |
|--|--|--|--|--|
| Regroupement des Usagers Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | Campagne de recrutement annuelle. | Aide à la conception de circulaires, élaboration d'émissions de radio, télé, etc. | Surveillance critique des médias: réception et traitement de plaintes, interventions auprès des médias concernés, etc. | |
| Radio Communautaire de Rouyn-Noranda. | Campagne de recrutement annuelle. Emissions de radio à contenu régional (réseau Aux-Quatre-Vents). | Diffusion d'émissions concernant les problèmes locaux et régionaux. | | Mise sur pied d'un projet visant à établir une politique en publicité. |
| Regroupement d'Education Populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | Activité de structuration. | Mise sur pied de cours, dossiers et documents à l'intention des groupes. | | Tenue de colloques en matière de projets éducatifs. |
| Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue. | Campagne de recrutement annuelle. | Aide aux travailleurs: représentation auprès des bureaux de révision, des sentences arbitrales etc. | Manifestation et soutien à toute cause visant à améliorer les conditions de vie des accidentés. | Etude des lois sur la santé et sécurité au travail. |
| Regroupement des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue. | Campagne de recrutement annuelle. | Aide aux chômeurs (ses). Diffusion d'informations représentation auprès des bureaux de l'Assurance-Chômage, etc. | Manifestation visant à susciter et à maintenir l'emploi. | Etude des lois régissant l'Assurance-Chômage. |
| Comité des Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest. | Campagne de recrutement annuelle. | Aide aux assistés (es) sociaux. Diffusion d'informations, aide juridique et représentations. | Manifestation et soutien à toute cause visant à améliorer les conditions de vie des A.S. | Etude des lois régissant l'Aide Sociale. |
| Regroupement des Femmes de l'Abitibi-Témiscamingue. | | | Mobilisation des femmes abitibiennes sur les problèmes de la pornographie en région. | Etude des lois éditoriales régissant la famille et la condition féminine. |
| Formation et Intégration à l'Emploi pour les Femmes. | | Réintégration des femmes sur le marché du travail (30 ans et plus). | Création d'une table locale de groupements féminins. | Sessions de cours visant à favoriser la réintégration des femmes au travail. |
| Garderie Fleur et Miel. | Activités de financement (ventes de pâtisseries, vêtements, etc) | Services de garde offerts pour les enfants de 18 mois à 6 ans. | | |
| Association des Travailleurs en Exploration Minière. | | | | Mise sur pied du cours visant à améliorer les conditions de travail (à l'étude). |
| Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière. | Achats et ventes de propriétés minières. | Travail minier: jalonement de terrains, coupes de lignes, relevés géophysiques, etc. | | |
| Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. | Comités de fonctionnement de la coop. (journal, publicité, etc.). | Service alimentaire de type supermarché. | | Journal d'information renseignant les membres sur la situation de la coop. |

SOURCES: enquête par entrevues, Février-Juin 1983

groupes privilégient ce type d'activités. Parmi eux, cinq se retrouvent à l'intérieur des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie. Ces différents services sont dispensés sous forme de diffusion d'information, de représentations auprès d'organismes et de dépannage. Notons que deux groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, n'offrent pas cette activité. Il s'agit du REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et de l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE.

Finalement, les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs, ainsi que les coopératives possèdent un large éventail d'activités de services et de soutien technique.

Les activités de revendications sont privilégiées par les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, soit par l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES et le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, mais également par un groupe oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs, le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

Paradoxalement, ce type d'activité est celui qui intéresse le moins de groupes (six en tout). Qu'en est-il du volet revendicatif chez ces groupes? Il importe de poser la question.

Nous constatons que les activités associées à l'éducation, très présentes dans les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie (six groupes), sont consacrées davantage à l'étude des lois étatiques. Même si le désir d'information est toujours présent, par contre celui d'éduquer les membres sur l'amélioration de leurs conditions de vie n'est pas évident du moins à partir de notre enquête. Les coopératives privilégient l'éducation à leurs membres, par contre, les activités ne remplissent pas tout à fait leurs aspirations surtout dans le cas de la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE.

Enfin, deux groupes oeuvrant dans la formation et des médias alternatifs affirment diriger certaines de leurs activités vers l'éducation. Il s'agit de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et du REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

En conclusion, les activités de consolidation/expansion ne reflètent pas le dynamisme de certains groupes. Les activités de service, comme les objectifs d'ailleurs, sont la raison d'être des groupes surtout pour ceux intéressés à l'amélioration des conditions de vie. Les revendications, toutefois, restent fort peu nombreuses et pourtant, en période de crise, certains pourraient prévoir une plus grande part d'activités reliées à cet aspect.

5.1.4 Faiblesse des réalisations revendicatives

Les réalisations des groupes peuvent être classées en quatre catégories différentes. Les réalisations liées à la consolidation des groupes, celles liées à l'expansion, celles liées aux revendications et enfin, celles liées à l'éducation.

Les premières, celles de consolidation (neuf en tout) relèvent, dans une certaine mesure, de la deuxième phase dans l'évolution des groupes. Aussi pour certains d'entre eux ces réalisations ont permis d'obtenir davantage de crédibilité auprès du public (tableau 6).

Par contre, certains groupes tels la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA considèrent que la principale réalisation de consolidation est d'avoir réussi à stabiliser leur membership.

Les réalisations qualifiées d'expansion, sont associées majoritairement à une augmentation des services offerts par les groupes, dans six des cas, et dans une moindre mesure, à une augmentation de la clientèle dans trois cas.

Des six groupes montrant une augmentation de services, trois sont des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie (le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le COMITE

TABLEAU 6

Réalisation des groupes populaires de Rouyn-Noranda.

| | NOM DU GROUPE | CONSOLIDATION | EXPANSION | REVENDEICATION | EDUCATION |
|---|---|---|--|--|---|
| Formation et média | Regroupement des Usagers Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | Etre reconnu comme le porte-parole du public pour tout ce qui touche les communications. | | Interventions dans les dossiers d'environnement, de téléphonie, etc. Obtention du temps d'antenne à la télé pour les groupes populaires. | |
| | Radio Communautaire de Rouyn-Noranda. | Stabilisation du membership. | élargissement de la clientèle. Déménagement dans des locaux plus vastes. | | |
| | Regroupement d'Education Populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | Avoir établi les priorités des groupes populaires sur leurs besoins éducatifs. | Tenue d'une rencontre régionale sur les besoins des groupes en matière d'éducation. | | Production d'un annuaire de projets éducatifs. |
| Amélioration des conditions de vie | Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue. | Etre reconnu comme le porte-parole des accidentés du travail. | | Etablissement des examens d'évaluation en région. Dénonciation des pratiques frauduleuses des compagnies. | |
| | Regroupements des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue. | être reconnu comme le porte-parole des chômeurs et chômeuses. | Ouverture de nouveaux services dans d'autres centres de la région. | Luttes pour l'obtention de terminaux. Manifestations, boycottages, etc. | Aide apportée au syndicat de la mine Noranda en matière d'Assurance-Chômage. |
| | Comité des Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest. Regroupement des Femmes de l'Abitibi-Témiscamingue. | Etre reconnu comme le porte-parole des assistés (es) sociaux. Manifestations et mobilisation des femmes sur le problème de la pornographie. | Projet de soins à domicile pour les personnes âgées (1977-78). | Avoir humaniser l'aide sociale. | Tenue d'un colloque régional sur la situation des assistés sociaux. |
| | Formation et Intégration à l'Emploi pour les Femmes. | | Mise sur pied de projets d'emploi pour les femmes de 30 ans et plus, chefs de famille. | | Etude sur la situation de la femme dans des secteurs d'emploi non traditionnels. |
| | Garçerie Fleur et Miel. | Adoption d'une formule de cogestion. Avoir démontré la nécessité d'une garçerie. | Augmentation de la clientèle (capacité d'accueil atteinte). | Syndicalisation des employés. | |
| | Association des Travailleurs en Exploration Minière. | | | | Réalisation d'une étude sur les conditions de travail en exploration minière. |
| | Coopératives | Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière. | Adoption d'une formule coopérative. | Réalisation d'un important contrat auprès de la Cie Noranda Mines. | Dénonciation de l'épandage chimique de phytocide du MEK. |
| Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. | | Stabilisation du membership (400 membres). | Déménagement dans un local plus grand. | | Abolition du crédit, élaboration d'un diu-let-in et montage audiovisuel expliquant les principes coopératifs. |

SOURCES: enquête par entrevues, Février-Juin 1983

DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES), deux sont des groupes oeuvrant dans le formation et les médias alternatifs (la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE) et le dernier est le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA.

Les groupes qui favorisent un élargissement de leur clientèle se situent dans trois secteurs. Il s'agit de la COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE, de la GARDERIE FLEUR ET MIEL et de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA.

Ici encore, les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie révèlent l'importance accordée aux revendications, puisque quatre d'entre eux s'y réfèrent. Les revendications sont appuyées parfois par des réalisations spectaculaires du type manifestations, pétitions, boycottages, etc.. Un seul groupe oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs montre quelques réalisations dans ce domaine. Encore ici, la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, s'éloigne de ce type de réalisation. Enfin, les coopératives n'espèrent rien, à date du moins, des activités revendicatives.

L'éducation par contre, caractérise davantage les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs.

Les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie divisent leurs réalisations en deux secteurs. D'abord, certaines réalisations, sont davantage orientées vers les conditions socio-économiques de leurs propres membres surtout dans le cas de l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE et de la FORMATION ET D'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES.

D'autres ont entrepris des réalisations touchant seulement leurs membres mais également un plus vaste auditoire, ceci dans le but d'expliquer les revendications et la raison d'être de leur propre groupe. Il s'agit du COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST et du REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

Ici aussi le nombre de réalisations de nature revendicative demeure faible et de plus, il est important de noter que des groupes tels la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA évacuent complètement ce type d'activités.

5.1.5 Projets: nouvelle volonté de lutte

Passons maintenant à l'étude des projets. Dans notre étude six groupes affirment avoir des projets de consolidation; parmi eux trois sont des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie (le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES et l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION

MINIERE), deux oeuvrent dans la formation et les médias alternatifs (la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE), et une coopérative, la COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE.

Parmi les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST projette d'améliorer les services offerts à ses membres, la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES veut structurer davantage ses orientations et enfin l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE, sans en faire un projet à court terme, veut essayer de consolider l'intérêt de ses membres.

Deux groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs ont également des projets de consolidation, et ce, dans le but d'assurer une meilleure efficacité dans leur fonctionnement (la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE). Enfin la COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE veut raffermir sa réputation afin de se faire connaître davantage (tableau 7).

Les projets d'expansion sont liés dans une certaine mesure au dynamisme des groupes. Ici sept groupes ont des projets allant dans ce sens; trois sont des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, deux oeuvrent dans la formation et les médias alternatifs et les deux

TABLEAU 7

Projets des groupes populaires de Rouyn-Noranda

| | NOM DU GROUPE | CONSOLIDATION | EXPANSION | REVENDEICATION | EDUCATION |
|------------------------------------|--|--|--|---|---|
| Formation et média | Regroupement des Usagers Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | Conservation de acquis du groupe (parfaire les deux volets activités). | Mise sur pied d'un Comité permanent de critiques des médias. Création d'un bulletin populaire. | Déconcentrer davantage le réseau de Radio-Québec. | |
| | Radio Communautaire de Rouyn-Noranda. | Assurer une permanence pour les employés afin d'éliminer les départs. | Projet du réseau communautaire régional Aux-Quatre-Vents. | | |
| | Regroupement d'Education Populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | | | Exiger l'éducation populaire autonome. | Etablir des séances d'information au sujet de l'aide juridique. |
| Amélioration des conditions de vie | Association des Accidentés au Travail de l'Abitibi-Témiscamingue. | | | Exiger que le travailleur soit traité uniquement par son médecin personnel. | |
| | Regroupements des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue. | | Création d'un sommet populaire régional. | Obliger l'Etat à favoriser les groupes populaires dans le développement | |
| | Comité des Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest. | Renforcer les services quotidiens donnés aux membres. | | Exiger la parité d'aide sociale pour les 18 à 30 ans. | |
| | Regroupement des Femmes de l'Abitibi-Témiscamingue. | | Elargir le membership. | Demander la création d'un centre de recherche sur la condition féminine. | enseigner la population sur les exigences et les demandes des groupes féminins. |
| | Formation et Intégration à l'Emploi pour les Femmes. | Elaborer un manifeste d'orientation. | | Exiger le droit au travail égal pour les femmes. | |
| Coopératives | Garderie Fleur et Miel. | | Ouverture à une plus vaste clientèle par l'ajout d'un service de pouponnière. Local plus grand. | Exiger un service de garderie universel et gratuit. | |
| | Association des Travailleurs en Exploration Minière. | Consolider l'intérêt des membres face à la survie de l'association | | | Mise sur pied du cours de formation de la main-d'oeuvre. |
| | Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière. | Raffermer la réputation de la coopérative surtout dans le domaine géophysique. | Elargir le membership, établir des services connexes. | | |
| | Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. | | Agrandir le local. Améliorer l'équipement. Elargir le membership. Création du projet Inter-Club. | | |

SOURCES: enquête par entrevues, Février-Juin 1983

coopératives. Parmi ces groupements, quatre désirent augmenter leurs services; le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, la GARDERIE FLEUR ET MIEL et la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE (coopérative). Quelques groupes croient qu'une augmentation de la clientèle permettrait d'assurer un meilleur service. C'est le cas notamment des deux coopératives. Un groupe, le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, désire augmenter son membership. En dernier lieu, le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE vise un objectif plus global. Il s'agit d'une expansion liée à tous les groupes puisqu'il s'agit de la tenue d'un sommet populaire régional.

Lorsqu'on parle de projets revendicatifs, contrairement à ce qui se passe quand on parle d'activités et de réalisations de ce même type, ceux-ci ne manquent pas. Des 12 groupes étudiés, huit font ce type de projets. Les revendications des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, sont liées davantage à des préoccupations sectorielles et par conséquent sont moins locales.

Leurs revendications s'attachent davantage à l'ensemble des préoccupations des autres groupes québécois, tels de droit au travail, l'égalité des chances pour les hommes et les femmes, etc.. Les projets d'activités revendicatives des groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs répondent, eux, à des préoccupations locales. Enfin, les coopératives ne font aucun projet spécifique de nature revendicative.

Les projets dans le domaine de l'éducation sont plutôt absents. Dans ce domaine, seuls deux projets sont avancés, de la part des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, soit le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE, et par un des groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs; le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

Dans leur ensemble les différents projets de groupes sont beaucoup moins nombreux, si on les compare aux activités et aux réalisations passées.⁶

Cependant, l'on peut entrevoir une certaine volonté de la part des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie de privilégier dans leurs actions futures des activités de type revendicatif.

5.1.6 Ancrage territorial: prédominance du local

De nos 12 groupements, cinq affirment avoir une préoccupation régionale mais leur zone d'influence réelle se limite surtout à la zone urbaine de Rouyn-Noranda. Il s'agit de quatre groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS ACCIDENTES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, du COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, du REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et de l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE, et d'un groupe oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs, le REGROUPEMENT



POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

(figure 2)

Le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE émergent à peine. Etant en période de structuration, il est permis de croire que la portée réelle de ces groupes puisse s'élargir surtout dans le cas du REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

L'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le COMITE DE CITOYENS FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, semblent en période de décroissance. Premiers mouvements urbains dans la région, ces deux groupes n'exercent plus une influence vraiment régionale. Leur influence se fait sentir davantage dans la zone de Rouyn-Noranda, là où ils ont leur bureau. Enfin, l'influence du REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE se veut régionale. Cependant, Rouyn-Noranda est le lieu où réside la majorité des médias régionaux; par le fait même son rayonnement s'exerce donc prioritairement dans cette zone.

Par contre quatre groupes ont une portée réelle et potentielle équivalente. Le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le REGROUPEMENT DE L'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE oeuvrent au niveau régional; tandis que la COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES le sont au niveau local.

LEGENDE  Portée potentielle  Portée réelle

| | NOM | QUARTIER | VILLE | REGION |
|------------------------------------|---|----------|-------|--------|
| FORAMTION ET MEDIA | Regroupement des usagers en moyens de communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | | | |
| | Radio communautaire de Rouyn-Noranda. | | | |
| | Regroupement de l'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | | | |
| AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE | Association des accidentés du travail de l'Abitibi-Témiscamingue | | | |
| | Regroupement des chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue | | | |
| | Comité des citoyens à faible revenu du Nord-Ouest | | | |
| | Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue | | | |
| | Formation et intégration de l'emploi pour les femmes | | | |
| | Garderie Fleur et Miel de Rouyn | | | |
| | Association des travailleurs en exploration minière | | | |
| COOPERATIVES | Coopérative des travailleurs en exploration minière | | | |
| | Club coopératif en consommation de Rouyn-Noranda | | | |

FIGURE 2 PORTÉE TERRITORIALE DES GROUPES POPULAIRES DE ROUYN-NORANDA

Source: Enquête par entrevues, Février-Juin 1983

Le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE est en expansion. Fondé au début des années quatre-vingts, son influence s'est étendu rapidement à l'ensemble de la région, très touchée par le chômage. Il est formé en majorité de jeunes et il répond nous affirme-t-on, à un urgent besoin. Le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, bien qu'il soit toujours en phase de structuration, se veut un regroupement régional. Son influence se fait sentir dans deux zones de l'Abitibi-Témiscamingue, soit Rouyn-Noranda et Amos.

La COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES ont voulu se limiter dès le départ à une clientèle locale; par conséquent, leur portée réelle et potentielle s'équivalent.

Il est à souligner par ailleurs que trois groupes ont une portée réelle supérieure à celle anticipée au départ. Deux d'entre eux ont une portée à un niveau régional: la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA. Les buts premiers de ces organismes portaient à l'origine sur la zone de Rouyn-Noranda. Mais la popularité grandissante de ces organismes a attiré une clientèle plus large, située ailleurs dans la région.

Enfin, la GARDERIE FLEUR ET MIEL attire une clientèle formée par des résidents d'un quartier de Rouyn-Noranda (Rouyn-Sud) mais elle déborde

de beaucoup les limites de ce quartier. En effet, elle a réussi à attirer une clientèle provenant d'autres quartiers de la ville, même des villages environnants. Selon nos informateurs, cet élargissement est dû aux travailleurs et aux travailleuses oeuvrant à l'intérieur de la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents. Un certain nombre utilise la garderie mais réside à l'extérieur du quartier où la maison se trouve.

5.1.7 Liens et relations basés selon les intérêts communs

Mais une analyse de la portée territoriale des groupes ne pourraient se faire sans tenir compte des liens et rapports établis par ceux-ci. Deux types de liens, ou de relations, sont établis entre les 12 groupes, des liens formels et des liens informels. Les premiers correspondent à des liens étroits, privilégiés et précis que certains groupes établissent entre eux. Ces liens sont établis à partir d'un échange de dossiers, d'un partage commun de ressources matérielles et humaines ou de la participation commune à une activité structurée et permanente.

Les autres par contre, plus flous et temporaires, sont plus difficiles à cerner. Les relations, dites informelles, se manifestent dans la réalité sous une forme d'appui moral qu'un groupe accorde à un autre, par un échange d'informations occasionnel ou encore par des relations de bon voisinage que les groupes entretiennent entre eux.

Il faut souligner au préalable que sept groupes parmi les 12

étudiés, logent à l'intérieur de la Maison Polyvalente Aux-Quatre-Vents: le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES et la GARDERIE FLEUR ET MIEL et un huitième, le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION est un voisin immédiat de la Maison. En raison de leur proximité physique ces groupes entretiennent, à tout le moins, des relations informelles entre eux (figure 3). Déjà il est facile de constater que deux groupes se distinguent des autres: la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA. Leurs relations s'établissent avec l'ensemble des autres groupes, mais de façon informelle seulement. En effet, ces deux groupes, par leur taille et leur membership, englobent une multitude de groupes ou d'individus ce qui expliquerait en partie leurs nombreux liens. Par contre, ces derniers ne sont pas étroits parce que la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA ne peuvent pas s'impliquer dans des luttes de nature revendicative, à l'exception de l'appui moral ou financier et cela sur une base occasionnelle.

Le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE entretiennent entre eux des liens étroits. Cela s'explique par la nature même des deux groupes. En effet ils oeuvrent tous

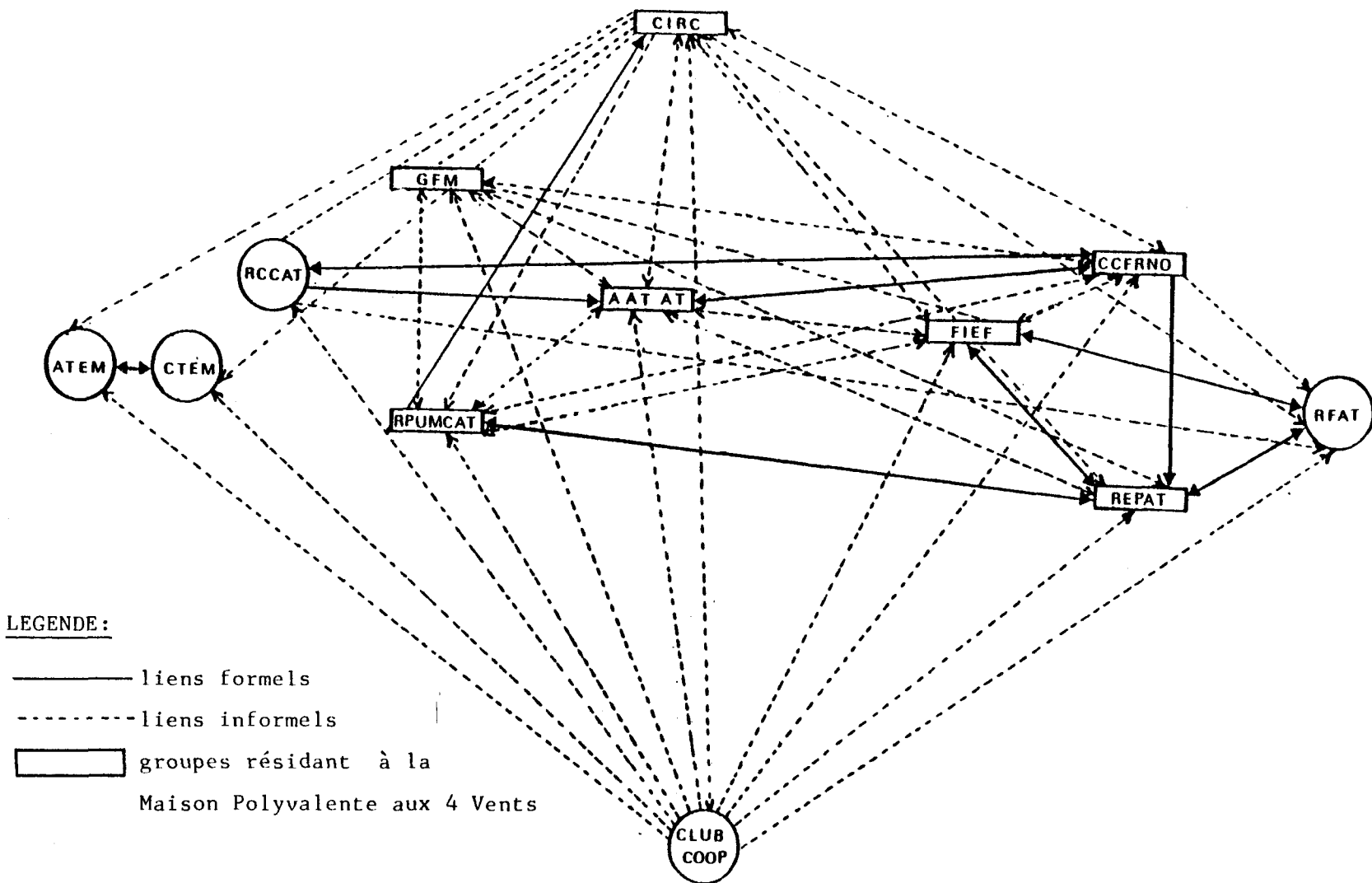


FIGURE 3 LIENS ÉTABLIS PAR LES GROUPES POPULAIRES DE ROUYN-NORANDA ENTRE EUX.

SOURCE: ENQUÊTE PAR ENTREVUES, FÉVRIER-JUIN 1983.

les deux dans le secteur de la formation et leur clientèle est constituée par les groupements sociaux. De plus, les deux organismes partagent les mêmes locaux et le même personnel de soutien. De plus, les deux entretiennent des liens étroits avec d'autres groupes. Le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE établit des liens privilégiés avec la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA puisqu'il est membre-organisme du comité de programmation de celle-ci. Quant au REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, il travaille étroitement avec des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, notamment le groupes féminins tels la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES et le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, et le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST.

Les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie établissent des relations à partir de leurs intérêts communs. Par exemple on apprécie les relations étroites entre l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST et le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE. Ces trois groupes sont directement impliqués dans des luttes quotidiennes d'amélioration des conditions de vie.

Les deux groupes féminins (REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES) ont établi des liens formels. Premièrement entre eux, par leur

participation commune à une table locale de mouvements féminins, et deuxièmement, avec le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE afin de les aider à améliorer leur mode de fonctionnement.

L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE n'établit des liens étroits qu'avec la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE. Le premier organisme, encore très petit, origine en bonne partie de la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE et sa survie dépend des membres de cette dernière.

Enfin la GARDERIE FLEUR ET MIEL, dans un désir de grande autonomie, affirme n'entretenir que des liens informels et ce seulement avec les groupes situés à l'intérieur de la Maison Polyvalent Aux-Quatre-Vents.

En résumé, les liens formels s'établissent sur la base d'intérêts communs et immédiats. Les groupes étudiés forment alors différents réseaux. Le premier est structuré par les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs, soit le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE. Le deuxième réseau, gravite autour de groupes de défense des conditions sociales; il est formé du COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, du REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et de l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

Le troisième réseau plus flexible se situe à deux niveaux. D'une part il comprend les deux groupes féminins (REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES) et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE.

Un dernier réseau s'établit entre les deux groupes travaillant dans l'exploration minière, l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE et la COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE.

Dans le cas des relations informelles, celles-ci s'établissent surtout d'une part par la proximité physique d'un groupe à l'autre et d'autre part par le partage de certaines orientations.

Quant aux relations formelles elles donnent lieu à des réseaux. Ces derniers sont hermétiques puisqu'ils restent à l'intérieur des champs respectifs de chacun des groupes. Ces liens formels peu nombreux expliqueraient en partie l'isolement ressenti par certains groupes.

Il faut noter par ailleurs que cet isolement a été favorisé par l'avènement de la crise qui d'une certaine façon a redéfini l'essence même des revendications et des objectifs des mouvements populaires, suscitent du même coup le repli de certains groupes sur eux-mêmes.

Outre les liens locaux, ceux établis par les 12 groupes, avec d'autres sur le plan régional ou provincial, ne représentent qu'une faible importance.

Bien que tous les groupes ont des liens de nature locale, régionale ou provinciale, les premiers l'emportent puisque neuf groupes sur 12 affirment en avoir (figure 4).

Ces relations de nature locale correspondent aux relations formelles que les 12 groupes étudiés peuvent avoir entre eux, et aux relations que les groupes étudiés ont avec d'autres locaux non-étudiés par notre enquête.

Des 12 groupes étudiés, neuf affirment avoir établi des liens avec d'autres groupes locaux. Parmi eux trois ont des relations avec des groupes extérieurs. Il s'agit du REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE avec le SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE LA MINE NORANDA et les deux groupes féminins soit le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES qui sont membres d'une table locale de mouvements féminins. Les six autres groupes ont établis des liens privilégiés avec des groupes faisant partie de notre enquête.⁷

Sur le plan régional quatre groupes ont des relations avec des groupes situés ailleurs dans la région. Le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (seul groupe ayant des liens sur les trois plans) est appelé à travailler avec d'autres groupements sociaux notamment à Amos. La GARDERIE FLEUR ET MIEL est membre du REGROUPEMENT DES GARDERIE DU NORD-OUEST. La RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA fait partie du réseau régional Aux-Quatre-Vents, avec d'autres radios communautaires.

| | VILLE | REGION | PROVINCE |
|--|-------|--------|----------|
| Regroupement des usagers en moyen de communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | ■ | | |
| Association des travailleurs en exploration minière. | ■ | | |
| Coopérative des travailleurs en exploration minière. | ■ | | |
| Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue. | ■ | | |
| Formation et intégration à l'emploi pour femmes. | ■ | | |
| Regroupement des chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue. | ■ | | ■ |
| Comité des citoyens à faible revenu du Nord-Ouest. | ■ | | ■ |
| Association des accidentés du travail de l'Abitibi-Témiscamingue. | ■ | | ■ |
| Regroupement de l'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | ■ | ■ | ■ |
| Garderie Fleur et Miel de Rouyn. | | ■ | ■ |
| Radio communautaire de Rouyn-Noranda. | | ■ | ■ |
| Club coopératif de consommation de Rouyn-Noranda. | | ■ | |
| TOTAL | 9 | 4 | 5 |

FIGURE 4 FILIATION DES GROUPES DE ROUYN-NORANDA À D'AUTRES GROUPES LOCAUX, RÉGIONAUX ET PROVINCIAUX.

SOURCE: ENQUÊTE PAR ENTREVUES, FÉVRIER-JUIN 1983.

Enfin le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA par l'établissement du projet INTER-CLUB est en relation étroite avec les autres clubs régionaux de consommation.

Sur le plan provincial les liens sont plus nombreux qu'au régional puisque six groupes entretiennent ce genre de rapports. Il s'agit ici de liens d'affiliation. Les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs, soit la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE sont membres respectivement de l'association des radiodiffuseurs du Québec (ARCQ) et du Mouvement d'Education Populaire et d'Action Communautaire du Québec (MEPACQ). En plus, quatre groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie entretiennent des liens d'affiliation avec des organismes provinciaux: le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE avec le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DU QUEBEC, l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE avec l'Assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés (es) du Québec, le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST avec le Front Commun des assistés (es) sociaux du Québec (FCASQ), et enfin la GARDERIE FLEUR ET MIEL avec le Regroupement des Garderies sans but lucratif du Québec.

Les relations extérieures établis par les groupes demeurent marginales et sont entretenues selon les intérêts propres à chacun des groupes. En ce qui concerne les liens de portée provinciale, ils sont souvent informels et obligatoires. De plus, ils ne constituent pas les

préoccupations premières des groupes. Il en va autrement des liens locaux et régionaux, ceux-ci doivent être interprétés, selon nous, comme étant les véritables préoccupations des groupes. Ces relations et ces liens, vus à travers des projets tels le Projet Inter-Club, Table de la condition féminine ou encore le Réseau Communautaire constituent peut-être un premier jalon de la participation collective de ces groupes au développement.

5.2 Organisation du travail: intermédiaire entre les revendications et le produit

L'organisation du travail à l'intérieur des groupes constitue l'intermédiaire entre leurs revendications et leur produit. De plus, elle reflète souvent leur dynamisme et leur importance réelle. Cette section de notre travail tiendra compte de l'apport et de l'organisation interne du travail réalisé par les groupes. Pour ce qui touche le premier aspect, nous avons retenu deux caractéristiques majeures: le nombre d'emplois créés par les groupes, temporaires et annuels, et la masse salariale versée par ceux-ci.

5.2.1 L'emploi: principal apport à l'économie locale

En ce qui concerne l'apport des groupes à l'économie locale, on constate que 70 emplois ont été créés par les groupes entre juin 1982 et mai 1983 (tableau 8).

Ces emplois ont été divisés en trois catégories; d'abord ceux dont la durée, a entre 10 et 20 semaines, au nombre de 25. Ceux dont la

TABLEAU 8

EMPLOIS CREEES PAR LES GROUPES SOCIAUX A ROUYN-NORANDA, 1982-83

| | 10 à 20/SEM. | 21 à 40/SEM. | ANNUEL | SALAIRES/SEM. | |
|------------------------------------|---|--------------|--------|--------------------------|-------|
| Formation et média | Regroupement Populaire des Usagers en Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | 2 | | 1:300\$ 1:400\$ | |
| | Radio Communautaire de Rouyn-Noranda. | 4 | 8 | 230\$ | |
| | Regroupement d'Education Populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | 2 | | 300\$ | |
| Amélioration des conditions de vie | Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue. | 1 | | 200\$ | |
| | Regroupement des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue. | 3 | | 279\$ | |
| | Comité de Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest. | 4 | | 222,50\$ | |
| | Regroupement des Femmes de l'Abitibi-Témiscamingue. | - | | - | |
| | Formation et Intégration à l'Emploi pour les Femmes. | 9 | 6 | 6:412,50\$ 9:200\$ | |
| | Garderie Fleur et Miel. | | 8 | 2:217,35\$ 6:248,40\$ | |
| | Association des Travailleurs en Exploration Minière. | | | | |
| Coopératives | Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière. | | 14 | 1 | 350\$ |
| | Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. | | | 8 | 320\$ |
| | TOTAL | 25 | 14 | 31 | =70 |

SOURCE: enquête par entrevues, Février-Juin 1983

durée a entre 21 et 40 semaines, au nombre de 14 emplois, et les emplois annuels, au nombre de 31.

Les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs ont créé 16 emplois; la moitié a une durée s'échelonnant entre 10 et 20 semaines et l'autre moitié est annuelle.

Les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, quant à eux, ont créé 31 emplois. De ce nombre, 17 sont situés dans la catégorie des 10 à 20 semaines et les autres sont annuels.

Les coopératives ont permis la création de 23 emplois, dont 14 ont une durée variant entre 21 et 40 semaines et neuf sont annuels.

5.2.2 Les salaires: piège à éviter

Les salaires dans les groupes populaires ont une connotation différente de celle de l'économie formelle et l'on ne doit pas les mesurer de la même façon.

Le salaire hebdomadaire moyen versé par les groupes étudiés est de 279,50\$. Cependant, tous les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, à une exception près, paient des salaires inférieurs à cette moyenne (tableau 9). Les salaires versés par le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE

L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, et de la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES (projet La Femme et l'Emploi non-traditionnel) doivent se conformer aux exigences. Certains autres groupes comme la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et la GARDERIE FLEUR ET MIEL ont établi leur échelle salariale en tenant compte d'une part, de la capacité de payer et, d'autre part, du nombre d'emplois disponibles à l'intérieur de l'organisme. A noter que les politiques salariales de ces deux groupes sont basées selon une certaine forme d'égalité puisque à l'exception du directeur de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA tout le monde reçoit la même rétribution.

Quant aux deux autres groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs, ainsi que le projet la Femme et l'Emploi du groupe FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES, ils s'octroient des salaires largement supérieurs à la moyenne.

Enfin, les salaires les plus élevés se retrouvent à l'intérieur des deux coopératives. Le salaire moyen s'y établit à 335\$. Bénéficiant de plus gros budgets, ces groupes peuvent d'une certaine façon verser des salaires plus importants.

En résumé, les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie versent les salaires les plus bas, soit en moyenne 254,25\$, ceux des groupes oeuvrant dans la formation et médias alternatifs soit, une moyenne de 293,33\$ et les groupes coopératifs versent les salaires les plus élevés avec une moyenne de 335\$.

TABLEAU 9

BUDGET ANNUEL, MASSE SALARIALE ET PART DU BUDGET ALLOUEE AU SALAIRE, 1982-83

| | NOM | BUDGET | MASSE SALARIALE | PART SALARIALE | SALAIRE MOYEN VERSE |
|------------------------------------|---|-------------|-----------------|----------------|----------------------|
| Formation et média | Regroupement des Usagers en Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue. | 22 000\$ | 17 600\$ | 80% | 350\$ |
| | Radio Communautaire de Rouyn-Noranda | 235 000\$ | 117 345\$ | 48% | 230\$ |
| | Regroupement de l'Education Populaire de l'Abitibi-Témiscamingue. | 13 343\$ | 9 000\$ | 75% | 300\$ |
| Amélioration des conditions de vie | Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue. | 10 000\$ | 4 000\$ | 40% | 200\$ |
| | Regroupement des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue. | 25 000\$ | 12 500\$ | 50% | 279\$ |
| | Comité des Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest. | 22 800\$ | 17 800\$ | 78% | 222,50\$ |
| | Regroupement des Femmes de l'Abitibi Témiscamingue. | n/d | - | - | - |
| | Formation et Intégration à l'Emploi pour les Femmes. | 248 000\$ | 196 000\$ | 81% | 412,50\$ 200\$ |
| | Garderie Fleur et Miel de Rouyn. | 125 000\$ | 96 250\$ | 77% | 217,35\$ 248,40\$ |
| | Association des Travailleurs en Exploration Minière. | n/d | - | - | - |
| Coopératives | Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière. | 415 000\$ | 249 000\$ | 60% | 375\$ |
| | Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. | 212 737\$ | 122 085\$ | 67% | 320\$ |
| | TOTAL | 1 328 880\$ | 841 580\$ | - | - |
| | MOYENNE | 132 888\$ | 84 058\$ | 66% | 279,50\$ |

SOURCES: enquête par entrevues, Février-Juin 1983

5.3 Financement: le nerf de la guerre

Elément essentiel à la survie des groupes, le financement constitue bien souvent le moteur de leur fonctionnement. Afin de décrire le plus fidèlement possible cet aspect fondamental de la vie des groupes, nous nous référerons à trois problèmes. D'abord, on étudiera le budget total des groupes; ensuite, on se réfèrera à leurs sources de revenus et enfin nous montrerons leur niveau d'autonomie.

5.3.1 Des budgets pour toutes les bourses

Soulignons au départ que le budget annuel 1982-83 de tous les groupes étudiés s'élevait à 1 328 880\$, la moyenne s'établissait donc à 132 888\$ par groupe.⁸

Quatre groupes ont un budget supérieur à la moyenne; la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES et les deux coopératives (voir tableau 9).

Les groupes oeuvrant dans la formation et les médias ont un budget moyen de 90 116\$, montant qui est amplifié par le budget de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA. Le budget moyen des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie atteint 84 116\$. On remarque encore ici une disproportion notable entre d'une part la GARDERIE FLEUR ET MIEL et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES et d'autre part les trois autres groupes. Le budget moyen des coopératives s'établit à 339 869\$.

En général, les groupes qui commercialisent leurs services possèdent des budgets supérieurs (ex. les deux Coopératives et la Radio Communautaire) et leur nombre d'employés sont les plus importants.

La masse salariale totale versée par les groupes est de 841 580\$ et la moyenne par groupe est de 84 158\$. La part du budget des groupes versée sous forme de salaire s'établit à 66%.

Ici, trois groupes attribuent 50% ou moins de leur budget aux salaires; il s'agit de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA avec 48%, de l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE avec 40% et du REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE avec 50%. Par contre, cinq groupes dépensent plus de 75% de leur budget à cette fin. Parmi eux, deux sont des groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs: le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et trois des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, la GARDERIE FLEUR ET MIEL et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES. Enfin, dans le cas des deux coopératives les salaires représentent respectivement 60% et 67% de leur budget de fonctionnement ce qui est près de la moyenne.

Cependant, en tenant compte des champs d'intervention des groupes, on peut noter que presque tous les groupes attribuent à l'item salaire une

importance semblable. En effet, la part du salaire dans le budget total varie de 63,5% dans le cas des coopératives à 68% dans des groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs.

5.3.2 Une certaine volonté d'autofinancement

Les revenus des organismes populaires proviennent généralement de trois sources de financement: l'Etat provincial et fédéral (ministères, sociétés d'Etat, programme de création d'emplois), les organismes privés (charitables, économiques, politiques et culturels) et les groupes eux-mêmes (l'autofinancement). L'autofinancement prend plusieurs formes comme la vente de services, les contributions volontaires, les placements, etc. (tableau 10).

Des 12 groupes étudiés, 10 bénéficient de sources de financement de l'Etat. Tous les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs et tous ceux intéressés à l'amélioration des conditions de vie reçoivent des subventions étatiques. L'Etat fédéral octroie des subventions à trois groupes (la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLOITATION MINIERE, et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES) par l'entremise de deux programmes d'emploi Eté-Canada et PACLE.⁹

Mais c'est l'Etat provincial qui prend la place prépondérante dans l'apport étatique au financement des groupes. En effet, c'est à

TABLEAU 10 SOURCES DE REVENUS DES GROUPES POPULAIRES DE ROUYN-NORANDA

| ORIGINE DU FINANCEMENT | MODALITÉ | FORMATION ET MÉDIA | | | AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE | | | | | | COOPÉRATIVES | | |
|---|-------------------------|--------------------|------|-------|------------------------------------|-------|--------|------|------|-----|--------------|------|------|
| | | RRUMCAT | CIRC | REPAT | AATAT | RCCAT | CCFRNO | RFAT | FIEF | GFM | ATEM | CTEM | COOP |
| ÉTATIQUE <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px;"> <div style="margin-right: 10px;">FÉDÉRAL</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> <div style="margin-right: 10px;">M.É.C.A.N.A.D.A.</div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px; margin-top: 10px;"> <div style="margin-right: 10px;">P.A.C.L.E.</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px; margin-top: 10px;"> <div style="margin-right: 10px;">M.E.Q.</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px; margin-top: 10px;"> <div style="margin-right: 10px;">M.C.Q.</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px; margin-top: 10px;"> <div style="margin-right: 10px;">M.A.S.</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px; margin-top: 10px;"> <div style="margin-right: 10px;">O.V.E.P.</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px; margin-top: 10px;"> <div style="margin-right: 10px;">C.H.A.N.T.I.E.R.- Q.U.E.B.E.C.</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px; margin-top: 10px;"> <div style="margin-right: 10px;">B.O.N. D.E.M.P.L.O.I.</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 20px; margin-top: 10px;"> <div style="margin-right: 10px;">C.S.F.</div> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; height: 20px; width: 10px;"></div> </div> | | / | | | | | | | | | | | |
| | | / | | | | | | | | / | | / | |
| | | | | | / | | | | | | | | |
| | | / | / | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | / | | |
| | | | | | | / | / | / | | | | | |
| | | | | | | | / | | | | | | |
| | | | / | / | | | | | | | | | |
| | | | | / | | | | | | | / | | |
| | | | | | / | / | | | | / | / | / | |
| | | / | / | | | | | | | / | | / | |
| PRIVE | C.R.C.Q. | | | | | / | | | | | | | |
| | S.D.C. | | | | | | | | | | | / | |
| AUTOFINANCEMENT | CONTRIBUTION VOLONTAIRE | / | / | | / | / | | | | / | / | / | |
| | VENTE DE SERVICES | | / | | | | | | | / | | / | |

travers trois ministères (Education, Affaires Sociales et Communication), trois programmes gouvernementaux OVEP ¹⁰, Chantier-Québec et Bon d'Emploi) et un Conseil (Statut de la Femme) que les argents sont distribués à neuf des 12 groupes étudiés. De ce nombre, trois groupes bénéficient de plus d'une source de financement étatique. La RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA du Ministère des Communications du Programme Bon d'Emploi, l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST des programmes Chantier-Québec, OVEP et Bon d'Emploi. Les six autres groupes n'ont qu'une source de subvention étatique. Il s'agit du REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION (Ministère des Communications) et du REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (Ministère de l'Education), du REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (Programme OVEP), de la GARDERIE FLEUR ET MIEL (Ministère des Affaires Sociales), de la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES (Programme Chantier-Québec), et du REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE (Conseil du Statut de la Femme).¹¹

Les sources de financement de nature privée ne comptent pas pour beaucoup dans le budget des groupes. Seul le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, et dans une moindre mesure la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE bénéficient de ce type de financement. Pour le premier, il s'agit d'une subvention accordée par les Communautés Religieuses Catholiques du Québec (CRCQ) et pour le deuxième, il s'agit d'un prêt accordé par la Société de Développement des Coopératives (SDC).

Enfin, l'autofinancement demeure une source relativement importante puisque huit groupes l'utilisent. Parmi eux, quatre se financent en partie grâce à leur vente de services, soit la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, la GARDERIE FLEUR ET MIEL et les deux coopératives. D'autre part, les huit groupes faisant appel à l'autofinancement exigent de leurs membres des contributions volontaires. Notons que la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA s'autofinance, en partie, à l'aide de placements effectués dans des institutions financières.

Excepté le cas de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs dépendent presque exclusivement des subventions étatiques.

Les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie reçoivent une aide importante de l'Etat, bien qu'ils essaient d'une certaine façon de s'autofinancer par le biais des contributions volontaires ou ventes de services.

Dans le cas des coopératives, elles doivent leur financement en bonne partie à l'autofinancement.

5.3.3 Importance accordée à chaque source: place à l'Etat

L'Etat demeure le principal bailleur de fonds pour la majorité des groupes. En effet, des 12 groupes étudiés sept sont financés à plus de 50% par l'Etat (tableau 11).

TABLEAU 11

PART RELATIVE DE CHAQUE SOURCE DE REVENUS.

| SOURCES | FORMATION ET MEDIA | | | AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE | | | | | COOPERATIVE | | | |
|-----------------------|--------------------|---------|-------|------------------------------------|-------|--------|------|------|-------------|------|------|------|
| | RPUMCAT | CIRC-MF | REPAT | AATAT | RCCAT | CCFRNO | RFAT | FIEF | GFM | ATEM | CTEM | CLUB |
| ETATIQUE | 90% | 60% | 100% | 77,5% | 60% | 100% | n/d | 100% | 35% | n/d | - | - |
| PRIVEE | - | - | - | - | 33% | - | - | - | - | - | 7% | - |
| AUTO-FI- NANCEMENT | 10% | 40% | - | 22,5% | 7% | - | - | - | 65% | - | 93% | 100% |
| TOTAL | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | - | 100% | 100% | - | 100% | 100% |

SOURCES: Enquête par entrevues, Février-Juin 1983.

LEGENDE

RPUMCAT: Regroupement des Usagers en Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue
 CIRC-MF: Radio Communautaire de Rouyn-Noranda.
 REPAT : Regroupement de l'Education Populaire de l'Abitibi-Témiscamingue.
 AATAT : Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue.
 RCCAT : Regroupement des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue.
 CCFRNO : Comité de Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest.
 RFAT : Regroupement de Femmes de l'Abitibi-Témiscamingue.
 FIEF : Formation et Intégration à l'Emploi pour les Femmes.
 GFM : Garderie Fleur et Miel de Rouyn.
 ATEM : Association des Travailleurs en Exploration Minière.
 CTEM : Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière.
 CLUB : Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda.

La part du financement provenant des sources privées demeure minime pour ne pas dire insignifiante. Si l'on fait exception du REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, qui puise 33% de son financement du secteur privé, seule la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE fait appel à cette source et encore dans une faible mesure.

L'autofinancement est pratiqué par sept groupes: le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION, la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA, l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, la GARDERIE FLEUR ET MIEL, le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA et la COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE. Parmi eux, seul le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA s'autofinance à 100%. La COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE y parvient presque à 93%. La GARDERIE FLEUR ET MIEL fait des efforts importants puisque 65% de son budget provient de l'autofinancement. Les autres groupes font appel à ce type de financement dans une plus faible proportion: la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA à 40%, l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE à 22,5%, le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION à 10% et finalement le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE à 7%.

On peut constater que les groupes possédant les plus gros budgets sont ceux pour lesquels l'autofinancement est le plus important. Par exemple, les deux coopératives, la GARDERIE FLEUR ET MIEL et dans une moindre mesure la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA; une exception toutefois, la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES dont la totalité du budget provient de l'Etat.

Les trois groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, soit le COMITE DE CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et l'ASSOCIATION DES ACCIDENTES DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE, ainsi que les deux groupes qui oeuvrent dans la formation et les médias alternatifs, soit le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE sont tributaires de l'Etat à plus de 50%.

Souvent formés à l'heure de la crise, certains groupes ne doivent leur survie d'ailleurs qu'aux paiements de transfert étatiques. Peut-on avancer l'hypothèse que ces groupes constituent pour l'Etat une façon de créer des emplois à faible coût, pouvant ainsi de se désengager de certains secteurs non-rentables?

CONCLUSION

Comme nous l'avons vu précédemment les groupements sociaux, qu'ils soient urbains comme à Montréal ou à Québec, ou régionaux comme dans l'Est du Québec ou en Abitibi-Témiscamingue, naissent, prennent racine et évoluent selon une base territoriale (quartier, paroisse, village). Leurs luttes, à leur début du moins sont davantage défensives, car elles consistent surtout à résister à l'agression combinée de l'Etat et du grand capital.

Ainsi, dès le début des années soixante, avec la mise sur pied des politiques issues de technocrates de l'Etat-Providence, les groupements sociaux sont piégés. En effet, l'Etat s'approprie un territoire qui, en fait, n'est pas le sien. Cette intervention étatique affecte les communautés locales dans la mesure où elle s'attaque au fondement même de leur façon d'exister ou de leur mode de vie. Les groupements sociaux n'auront d'autre choix que de résister. Nous pensons ici aux luttes pour l'appropriation de l'espace des centres-villes de Montréal et de Québec et à la résistance des paroisses agro-forestières de l'Est du Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Par la suite et plus spécifiquement avec l'avènement de la crise économique, la portée et le rôle des mouvements sociaux se sont modifiés. Dorénavant ces derniers, par l'appropriation de certains secteurs abandonnés

par l'Etat et le Capital, doivent être considérés comme des acteurs au développement à part entière.

Les groupements sociaux de Rouyn-Noranda ne font pas exception. Leur création et leur fonctionnement s'inscrivent aussi dans une situation de détérioration des conditions, dûe en bonne partie à un nouveau modèle étatique de redéploiement du capital qui résulte de la crise économique. Avec l'apparition de cette crise, nous avons assisté à une stratégie de désengagement, c'est-à-dire que des responsabilités antérieurement assumées par l'Etat ont été en quelque sorte transférées à ceux oeuvrant dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie.

Face au repli combiné de l'Etat et du grand capital de Noranda Mines, les groupements sociaux de Rouyn-Noranda ont été dans l'obligation de redéfinir leur rôle. Les projets globaux touchant la modification de la société, prônés par les groupements des années soixante, sont mis de côté pour faire place à des revendications de type sectoriel. C'est peut-être ce qui expliquerait le peu de relations que les groupes affirment avoir entre eux. Seuls les groupes ayant vraiment des préoccupations communes établissent des liens formels entre eux (ex. condition féminine ou encore condition des travailleurs). Les liens sont tissés en réseaux et aucune cause commune ne semblait les réunir lors de notre enquête.

Dorénavant, les préoccupations premières des groupes étudiés sont d'offrir des services à leurs membres. A ce titre, les activités de type

revendicatif sont progressivement abandonnées. Les meilleures illustrations nous sont fournies par la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA et le CLUB COOPERATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA. Issus des expériences d'animation sociale des années soixante, ces deux mouvements ont modifié substantiellement leurs intérêts pour abandonner presque complètement aujourd'hui leurs activités revendicatives.

D'un autre côté, la résurgence des groupes luttant contre la détérioration des conditions de vie est due en bonne partie à l'avènement de la crise. Parmi les groupes étudiés citons le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et la FORMATION ET L'INTEGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES (condition féminine), l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE (condition des travailleurs) et la GARDERIE FLEUR ET MIEL. En plus, selon nous, il faut considérer les groupes de formation et de médias comme le REGROUPEMENT POPULAIRE DES USAGERS EN MOYENS DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le REGROUPEMENT D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE comme des groupes de soutien aux luttes entreprises par les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie.

Mais cette éclosion de nouveaux groupes est limitée par leur financement. Ils dépendent pour la majorité d'entre eux de l'Etat-donateur, ce qui d'une certaine façon freine leur développement. Des 12 groupes étudiés, sept sont tributaires des transferts étatiques à plus de 50%. C'est principalement le cas pour les groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie, justement ceux qui sont nés avec la crise.

Bien que la survie de certains soit menacée, les groupements sociaux participent au développement de la zone de Rouyn-Noranda, soit par l'emploi qu'ils fournissent (plus de 70), soit par les salaires versés (quelques 840 000\$ pour l'année 1982-83), ou soit encore par le développement de pratiques alternatives en matière d'organisation et de structure de travail.

Cependant, il existe un point fondamental dans l'évolution des groupements sociaux de Rouyn-Noranda.

Durant la décennie des années soixante-dix, l'on a assisté dans toute la région de l'Abitibi-Témiscamingue en général et à Rouyn-Noranda en particulier à des luttes importantes dans le but de résister au découpage de l'espace tel que proposé par l'Etat. Pensons aux luttes rurales menées par l'ASSOCIATION COOPERATIVE IMMOBILIERE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et le COMITE REGIONAL DES PAROISSES MARGINALES mais aussi au travail de conscientisation mené par le BLOC et le mouvement syndical. Les problèmes posés par ces groupes remettaient en cause le type de développement proposé par l'Etat et le grand capital, spécifiquement celui de Noranda Mines. Ce questionnement alla même jusqu'à proposer un modèle de société alternative, spécifiquement lors de la CONFERENCE REGIONALE DES MOUVEMENTS POPULAIRES et de la fondation de la MAISON COOPERATIVE DE SERVICES POPULAIRES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE. Leurs préoccupations avant tout locales et régionales visaient à se réappropriier une partie de leur territoire.

Les groupes actuels, quant à eux, ont également des préoccupations locales. Si on se réfère au chapitre précédent, l'on a déjà vu leurs préoccupations locales, particulièrement en ce qui concerne leur portée territoriale et leurs liens de filiation. En ce sens, ils sont bien ancrés dans leur milieu. Par contre, piégés par les méfaits de la crise, les groupes sociaux de Rouyn-Noranda, bien que nombreux, axent leurs revendications vers des préoccupations de type sectoriel; particulièrement vers la lutte contre la détérioration des conditions de vie. Ces préoccupations, bien que fort importantes, ne rejoignent pas spécifiquement celles d'une communauté locale particulière, celle de Rouyn-Noranda. En ce sens, ces groupes ne rejoignent pas tout à fait, du moins pas totalement, les préoccupations axées sur une reprise en main de certains mécanismes de développement, dans le but précis de se réappropriier socialement une certaine partie de leur territoire.

NOTES ET REFERENCES

- 1- Voir chapitre IV, p. 81-82.
- 2- Voir chapitre III, p. 62-68.
- 3- Voir chapitre III, p. 62-68.
- 4- Voir chapitre III, p. 62-68.
- 5- Nous entendons par objectif de défense: prendre à sa charge les intérêts propres.
- 6- Voir section 5.1.3 et 5.1.4, p. 140-148.
- 7- Voir section 5.1.7, p. 156-159.
- 8- A noter que les budgets du REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE et de l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE ne sont pas disponibles.
- 9- PACLE: programme d'aide à la création locale d'emplois.
- 10- OVEP: Organisme Volontaire d'Education Populaire.
- 11- Par contre ce budget est administré par la permanente de ce même conseil et n'est redistribué au groupe d'aucune façon.

BIBLIOGRAPHIE

A., Volumes et thèses.

ALINSKI, S., Manuel de l'animateur social, Paris, Edit. du Seuil, 1976, 240 p.

AMIN, S., Le développement inégal, Paris, Edit. de Minuit, 1973, 193 p.

ANDREW, C. et alii., L'urbanisation: une affaire, Ottawa, Edit. de l'Université d'Ottawa, 1981, 248 p.

ASSELIN, M., La colonisation de l'Abitibi: un projet géopolitique, Rouyn, Edit. Cahier du département d'histoire et de géographie du Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1982, 171 p.

AYDALOT, P., Dynamique spatiale et développement inégal, Paris, Edit. Economica, 1976, 336 p.

BALY, M., Révolution Game, Toronto, New Press Edit., 1970, 219 p.

BANVILLE, C., Les Opérations-dignité, Québec, Fond de la Recherche forestière de l'Université Laval, 1977.

BAREL, Y., La société du vide, Paris, Edit. du Seuil, 1984, 184 p.

BERTHIAUME, N., Rouyn-Noranda, Rouyn, Edit. du Collège du Nord-Ouest, 1981, 169 p.

BOISMENU, G. et BERNIER, G., (Ed.), Crise économique, transformation politique et changements idéologiques, Montréal, Cahiers de l'ACFAS éditeur, 1983, 523 p.

BOISMENU, G. et alii., Espace régional et nation, Montréal, Edit. du Boréal Express, 1983, 217 p.

BRUNELLE, D., L'Etat solide, Montréal, Edit. Sélect, 1982, 174 p.

CASTELLS, M., Luttés urbaines et pouvoir politique, Paris, Edit. Maspéro, 1975, 123 p.

CASTELLS, M., La question urbaine, Paris, Edit. Maspéro, 1981, 526 p.

CLICHE, P., Espace social et mobilité résidentielle, Québec, Presse de l'Université Laval, 1980, 183 p.

COLLIN, J.P. et GODBOUT, J., Les organismes populaires en milieu urbain: contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle?, Montréal, INRS-Urbanisation, 1975, 227 p.

Conseil régional de développement de Québec, Du sous-développement aux expériences populaires de développement, Québec, CRDQ, 1976, 156 p.

Conseil régional de développement de Québec, Le développement régional et le mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec, Québec, CRDQ, 1979, 143 p.

COTE, C. et HARNOIS Y., L'animation au Québec: sources, apports et limites, Montréal, Edit. Coopératives Albert St-Martin, 1978, 419 p.

DESHARNAIS, M., Guyenne: vingt ans de colonisation sous le régime coopératif... et après, Montréal, Edit. Coopératives Albert St-Martin, 1983, 179 p.

DESLAURIERS, J.P. et POULIOT, H., Les groupes populaires à Sherbrooke, Sherbrooke, Département de service social, Faculté des Arts, Université de Sherbrooke, 1982, 81 p.

DESY, M. et alii., La conjoncture au Québec au début des années quatre-vingt: les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire, Rimouski, Edit. La librairie socialiste de l'Est du Québec, Février 1980, 200 p.

DIONNE, H. et alii., Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural, Rimouski, UQAR, GRIDEQ édit., Février 1983, 351 p.

DORE, G., Pour faire le bilan de nos luttes, Québec GRAP, édit., 1981, 29 p.

DOSTALLER, G. (Ed.), La crise économique et sa gestion, Montréal. Edit. du Boréal Express, 1982, 256 p.

DUGAS, C., Les régions périphériques, Montréal, Presses de l'Université du Québec, édit. 1983, 253 p.

DULONG, R., Les régions, l'Etat et la société locale, Paris, Presse Universitaire de France, 1978.

DUPUIS, J.P. et alii., Les pratiques émancipatoires en milieu populaires, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Edit. 1982, 176 p.

Ezop-Québec, Une ville à vendre, Montréal, Edit. Coopérative Albert St-Martin, 1981, 559 p.

FORTIN, D., Le Front d'Action Politiques des salariés de Montréal, Thèse de Maîtrise, Faculté des Sciences Sociales, Université de Montréal, 1971.

FORTIN, M. et ROLAND, M., Histoire des luttes de protection des consommateurs, 1962-1978, Québec, Edit. du GRAP, 1981, 30 p.

GODBOUT, J., La participation contre la démocratie, Montréal, Edit. Coopérative Albert St-Martin, 1983, 190 p.

GORZ, A., Adieu au prolétariat, Paris, Edit. Galilée, 1980, 240 p.

GOURD, B.B., Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Cahiers du département d'histoire et de géographie du Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1981, 141 p.

GOURD, B.B., Le klondike de Rouyn et les Dumoulon, Rouyn, Edit. Cahiers du département d'histoire et de géographie du Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1982, 114 p.

HAMEL, P., Logement et luttes urbaines à Montréal (1963-1976), Montréal, Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, 1983, 322 p.

HAMEL, P. et LEONARD J.F., Les organisations populaires, l'Etat et la démocratie, Montréal, Edit. Nouvelle Optique, 1981, 208 p.

HAMEL, P., LEONARD J.F. et MAYER, R., Les mobilisations populaires, Montréal, Edit. Nouvelle Optique, 1982, 482 p.

HAMEL, P., LEONARD, J.F. et SENECAI, F., Bibliographie sur les mobilisations populaires à Montréal 1960-1978, Montréal, UQAM, dép. des Sciences Politiques, 1978, 98 p.

HOUDE, P., La spéculation foncière en milieu rural ou un pays à vendre, Ottawa, La Compagnie des Jeunes Canadiens, 1975, 109 p.

HUSTON, L., Groupes populaires, intellectuels et luttes de classe, thèse de maîtrise, Université de Montréal, 1971.

JEAN, B. et LAFONTAINE, D., (Ed.) Région, régionalisme et développement régional: Le cas de l'Est du Québec, Rimouski, UQAR/GRIDEQ, Mai 1984, 354 p.

KLEIN, J.L., (Ed.) Développement, aménagement et mouvements populaires en région périphérique: Le cas du Saguenay-Lac-St-Jean, Chicoutimi, Travaux géographiques du Saguenay, no. 7, UQAC, 1982, 82 p.

LAMOUREUX, H., MAYER, R., et PANET-RAYMOND, J., L'intervention communautaire, Montréal, Edit. Coopérative Albert St-Martin, 1984, 237 p.

LEGARE, A., Les citoyens, une nouvelle forme de participation, thèse de maîtrise, département de sciences politiques, Université de Montréal, 1970.

LESEMAN, F., Du pain et des services, Edit. Coopérative Albert St-Martin, Montréal, 1981, 232 p.

LEVESQUE, B., (Ed.) Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives, Montréal, Edit. Coopérative Albert St-Martin, 1979.

LEVEILLEE, J., (Ed.) Aménagement du territoire au Québec: du rêve au compromis, Montréal, Edit. Nouvelle Optique, 1092, 168 p.

LIPIERZ, A., Le capital et son espace, Paris, Edit. Maspéro 1979, 165 p.

MARTIN, N. et GODBOUT, J., Participation et innovation: l'implantation de CLSC et les organismes communautaires autonomes, Québec, Université du Québec, 1974, 342 p.

MASCOTTE, J. et SOUCY, P.Y., Démocratie et nation, Montréal, Edit. Coopérative Albert St-Martin, 1980, 278 p.

MAYER, R., A propos de l'action communautaire au Québec, Montréal, Librairie de l'Université de Montréal, 1981, 694 p.

MCGRAW, D., La modification de la politique et idéologique des groupes populaires entre 1963 et 1969, thèse de Maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1974.

MCGRAW, D., Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973), Montréal, Edit. Coopérative Albert St-Martin, 1978, 181 p.

MORISSONNEAU, C., La terre promise: le mythe du Nord québécois, Montréal, Edit. Hurtubise HMH, 1978, 212 p.

NIOSI, J., Les multinationales canadiennes, Montréal, Edit. Boréal Express 1982, 220 p.

PAQUIN, N., Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, Edit. Cahiers du département d'histoire et de géographie du Collège du Nord-Ouest, Rouyn, 1981, 172 p.

ROBERTS, L., Noranda, Toronto, Clarke, Irwin and Co. Ltd., 1956.

ROSANVALLON, P., La crise de l'Etat-Providance, Paris, Edit. du Seuil, 1981, 184 p.

SCHUMACHER, E.F., Small is beautiful, Paris, Edit. du Seuil, 1978, 316 p.

SEGUIN, M.T., Petites et moyennes entreprises et développement régional à l'heure de l'appareil de production. Une enquête sur cette question dans une région québécoise le Saguenay-Lac-St-Jean, thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes de Paris, 1982, 442 p.

TOURAINÉ, A., L'après socialisme, Paris, Edit. Grasset, 1980, 283 p.

TOURAINÉ, A., La voix et le regard, Paris, Edit. du Seuil, 1978, 309 p.

TREMBLAY, P.A., La politique par le biais: une histoire du Comité de Citoyens de St-Sauveur, thèse de maîtrise en anthropologie, Université Laval, 1978.

B. Articles, communication et notes de recherche.

Agence de Presse libre du Québec, "Le Comité régional des paroisses marginales", APLQ, Bulletin no. 54, 1972, p.17 à 25.

ALSENE, E., "L'alternative au tournant", Revue internationale d'action communautaire, 10/50, Automne '83, p. 49-62.

ARTEAU, M., "Le financement des groupes populaires: le commerce des idées doit-il être déficitaire?", Le temps fou, no. 12, Décembre '80-Février '81, p. 41-44.

Association coopérative immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue. "Rapport de l'ACIAT, no. I, Juin 1973, p. 2-5.

AYDALOT, P., "Réalités et illusions de l'économie locale", Autrement, vol. 47/83, p. 208-216.

AYDALOT, P., "Crise économique et l'espace: recherche sur les nouveaux dynamismes spatiaux", la Revue Canadienne des Sciences régionales, VII, I, (1984), p. 9-31

BRASSARD, M. et GUINDANI, S., "Maldéveloppement régional et luttes identitaires", Espaces et sociétés, no. 42, Janvier-Juin 1983, p. 13-26.

BARIL, H., "L'industrie minière en Abitibi-Témiscamingue", Le Soleil, 20-21-22 Juin 1983.

BIHR, A., "L'inavouable compromis", Le Monde diplomatique, Janvier 1980.

BIHR, A. et HEINRICH, J.M., "Sans prolétariat ni socialisme", Le Monde diplomatique, Octobre 1980.

CARDOSO, H.F., "Théorie de la dépendance ou analyses concrètes de situations de dépendance", L'homme et la société, 33-34 Juillet-Décembre 1979, p. 111-123.

CASTELLS, M., "Mouvements urbains et voie démocratique vers le socialisme", Autrement, 6/76, p. 199-203.

CASTELLS, M., "Les conditions d'émergence des mouvements sociaux urbains", International Journal of urban and regional research, I:1, 1977, p. 45-69.

CHARTIER, C., "L'Abitibi-Témiscamingue", Critères, vol. 21, 1978.

CHARTRAND, L., "Rouyn: vite un miracle", Québec-Science, Mai 1982, p. 34-41.

CHERKY, E. et MELH, D., "Les luttes urbaines, facteurs de changements?", Autrement, 6/76, p. 3-5.

COLOMBINO, E. et SABOURIN, C., "Région-ressource ou économie sous-développée", Possibles, vol. 6, no. 2, année 1982, p. 21-41.

Comité régional des paroisses marginales, "La tournée des quarantaines", Le trotteur du Maquignon, no. 5, 2ième année, Avril 1975, p. 9-11.

COTE, S., "Enjeux régionaux et luttes pour le pouvoir", Cahiers du socialisme, no. 4, Automne '79, p. 202-211.

COTE, S. et LEVESQUE, B., "L'envers de la médaille: le sous-développement régional", Interventions économiques, no. 8, 1982, p. 55-78.

Développement-Québec, (Ed.), "Les paroisses marginales de l'Abitibi-Témiscamingue", Développement-Québec, vol. I, no. 4, Mars 1974, p. 4-7.

DIONNE, H. et KLEIN, J.L., "L'aménagement intégré des ressources: une alternative à la marginalité rurale", Interventions économiques, no. 8, 1982, p. 85-90.

DORE, G. et PLAMONDON, D., "Les pratiques urbaines d'opposition à Québec", Revue internationale d'action communautaire, 1980, no. 4, p. 120-129.

DUDEMAINE, A., "Syllabus de l'utopie", Possibles, vol. 6, no. 2, année 1982, p. 99-104.

DUGAS, C., "Développement communautaire et marginalisation dans l'Est du Québec", La Revue Canadienne des Sciences régionales, IV, 2 19, p. 225-242.

En collaboration. "Les analyses de la crise", L'économie en questions, no. 14, Septembre 1980, p. 2-4.

En collaboration, "Les tentatives de sorties de crise", L'économie en questions, no. 14, Septembre 1980, p. 6-8.

FALL, K. et KLEIN, J.L., L'enjeu régional: de la dépendance au développement régional autocentré, Chicoutimi, GRIR/UQAC, vol. II, no. 4, Septembre 1983, 31 p.

FRIEDMAN, M., "The role of monetary policy", The American Economic Review, 58:1, Mars 1968, p. 1-17.

GARNIER, J.P., "Faux prophètes et bons apôtres, à propos des nouveaux mouvements sociaux", Critique communiste (no.26), 1979, p. 87-102.

GARNIER, J.P., "Des inconnus dans la ville", Espaces et sociétés, no. 40, Janvier-Juin 1982, p. 87-103.

GARNIER, J.P. et Goldschmidt, D., "L'Etat c'est vous", Le monde diplomatique, Février 1979.

GAUQUELIN, M., "Un demi-siècle de pollution", Québec-Science, Décembre 1978, p. 28-33.

GODARD, O., Décentralisation et planification du développement endogène, communication écrite présentée dans le cadre de la VII World Conference on future Studies, Stockholm, Juin 1982, 17 p.

GOURD, B.B., "Recréer le perron de l'église", Possibles, vol. 6, no. 2, année 1982, p. 107-120.

GOURVIL, J.M., "Une vision technocratique de l'animation sociale: le BAEQ", Revue internationale d'action communautaire, 2/4, Août 1979, p. 138-141.

HAMEL, P. et LEONARD, J.F., "Les groupes populaires dans la dynamique sociopolitique québécoise", Politique d'aujourd'hui, no. 78, Paris, p. 155-164.

HAMEL, P. et LEONARD, J.F., "L'orientation des recherches sur les mobilisations populaires à Montréal", Possibles, 1978, vol. 3, no. 1, p. 155-179.

HAMEL, P. et LEONARD, J.F., "Les groupes populaires à la recherche de leur identité et de leur autonomie", Cahiers du socialisme, no. 4, 1979, p. 180-201.

HUSTON, L., "La petite bourgeoisie et les groupes (pas très) populaires, un conte de fée pour militants avertis", Possibles, vol. 3, no. 1, p. 147-153.

JOYAL, A., "L'apport des entreprises communautaires dans les petites régions du Québec", La Revue Canadienne des Sciences régionales, VII,I (1984), p. 65-67.

JULIEN, P.A., "Petites régions, crise et entrepreneurship", La Revue canadienne des Sciences régionales, VII,I (1984), p. 51-64.

KLEIN, J.L., DESY, J., CHARBONNEAU, R. et GAGNON, C., Désengagement de l'Etat et organisations populaires en région périphérique: notes pour un projet de recherche, Chicoutimi, GRIG/UQAC, vol. I, no. 2, Novembre 1982, 15 p.

KLEIN, J.L. et PENA, O., "Impacts régionaux d'une multinationale canadienne: le cas de Noranda Mines", in Jean B. et Lafontaine D. (Ed.), Région, régionalisme et développement régional: le cas de l'Est du Québec, Rimouski, UQAR GRIDEQ, Mai 1984, p. 95-135.

LABONTE, F., "Guyenne...le Québec a les yeux sur vous", Le Trotteur du Maquignon, nos. 6-7, 2ième année, Novembre 1975, p. 35-38.

LAGUE, J.G., "Un pas en avant, deux (trois), pas en arrière", Le temps fou, Mars-Mai 1979, p. 44-49.

LAPLANTE, R., "Les serres de Guyenne", Possibles, vol. 6, no.2, année 1982, p. 145-151.

LAROSE, G., "Syndicats et organisations populaires: élaborations d'une perspective de lutte sur les conditions de vie", Revue internationale d'action communautaire, no. 4, 1980, p. 141-145.

LAVERTUE, R. et VILLENEUVE, P.Y., "Développement régional et polarisation au Québec, la rapport HMR revu et corrigé" in GREDDIN, notes de recherche no. 9, Québec, Université Laval, dép. de géographie, Avril 1978.

LEVESQUE, B., D'un développement régional impossible à l'utopie du développement des régions, GRIR/UQAC, VOL. II, NO. 2, Août, 1983, 5 p.

MACLOUF, P. et SARBIB, J.L., "Dualisation spatiale et dualisation sociale de la force de travail en période de crise: deux scénarios possibles", Revue d'économie régionale et urbaine, no. 1, 1983, p. 119-146.

MARCOTTE, L.J., "La coopérative à Sainte-Anne de Roquemaure", Ensemble, vol. 7, no. 4, Avril 1946, p. 9-12, 33-35-36.

MAROIS, Y., "En passant par Guyenne", Le Trotteur du Maquignon, nos 6-7, 2ième année, Novembre 1975, p. 27-30.

MARTIN, D. et MERCIER, C., "Abitibi", Possibles, vol. 6, nos. 3-4, année 1982, p. 221-224.

MATTHIEU, R., "Les groupes populaires et Dieu-le-Père-qui-à-Québec-Ottawa-ou-ailleurs", Offensives, vol. 1, no. 1, Octobre-Décembre 1981, p. 12-17.

MELLUCI, A., "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", Revue internationale d'action communautaire, 10/15, Automne 1983, p. 13-30.

MERCIER, C., "Les clubs de consommation, des solidarités nouvelles?", Possibles, vol. 6, no. 2, année 1982, p. 81-98.

MORISSONNEAU, C. et ASSELIN, M., "La colonisation au Québec: une décolonisation manquée", Cahiers de géographie du Québec, vol. 24, no. 61, Avril 1980, p. 145-155.

PICKVANCE, C., "De la base sociale en force sociale", Espaces et Sociétés, no. 16, Novembre 1975, p. 129-135.

QUEBEC-PRESSE (Ed.), "Dans l'Abitibi, une demi-heure par semaine", Québec-Press, 9 novembre 1969.

QUEBEC-PRESSE (Ed.), "La t.v. aux travailleurs d'Abitibi une fois par semaine", Québec-Press, 13 novembre 1970.

RABOY, M., "Profession, militant-e", Le temps fou, Septembre-Octobre 1981, p. 20-25.

RACICOT, P., "Le Rassemblement Populaire de Québec et le comité de citoyens", Revue internationale d'action communautaire, no. 4, 1980, p. 129-133.

RICQ, C., "La région, espace institutionnel et espace d'identité", Espaces et société, no. 4, Juin-Décembre 1981, p. 113-129.

RICARD, M., "Les clubs coopératifs alimentaires", Dossiers Vie ouvrière, 1978, vol. 28, no. 127, p. 421-423.

ROBERT, L., "L'espace et l'Etat: politiques et mouvements urbains et régionaux au Québec", Critères, no. 23, 1978. p. 231-258.

SACHS, I., "La crise de l'Etat protecteur et l'exercice des droits sociaux au développement", Revue internationale des sciences sociales, vol. XXXIV, 1982, p. 137-151.

SAVARIA, M., "La gestion communautaire: un savoir à inventer, un enjeu", Luttes urbaines, Automne 1983, no. 16, p. 27-35.

SPOONER, J., "La Maison coopérative", Dossiers Vie ouvrière, vol. 28, no. 127, p. 427-431.

VILLENEUVE, P.Y., "Classes sociales, régions et accumulation du capital", Cahiers de géographie du Québec, vol. 22, no. 56, Septembre 1978, p. 159-172.

VILLENEUVE, P.Y., "Le changement social et le pouvoir municipal à Québec", Cahiers de géographie du Québec, vol. 26, no. 68, p. 223-233.

C- Documents divers.

Association Coopérative Immobilière d'Abitibi-Témiscamingue, Règlements de régie interne de l'Association Coopérative d'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, texte ronéotypé, 1971.

Association des accidentés du Travail de Rouyn-Noranda, Bulletin d'information, Avril 1983, 15 p.

Club coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda, Etat financiers, 1982-83, Rouyn, Mars 1983, 7 p.

Comité de Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest, Les Assistés Sociaux font-ils partie de la société en tant qu'être humains à part entière?, Rouyn-Noranda, Novembre 1981, 28 p.

Comité Régional des Paroisses Marginales, La tournée des quarantaines, Rouyn, texte ronéotypé, 1976.

Conférence régionale des mouvements populaires, Cinquième colloque de la Conférence régionale des mouvements populaires, Rouyn, texte ronéotype 1975.

DESY, J. et alii., Groupes populaires et développement régional: quels liens?, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document no. 1, Mars 1983, 5 p.

DUVIEUSART, et alii., Aménagement agricole, Nord-Ouest québécois, Québec 1972.

Garderie Fleur et Miel Inc., Lettre d'accueil, Rouyn, sans date.

HIGGINS, B., MARTIN, F. et RAYNAUD, A., Les orientations du développement économique dans la province de Québec, MEER, 1970.

LAQUERRE, G., Mise à jour du résumé de la problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, Office de Planification et de Développement du Québec, Rouyn, Novembre 1982, 10 p.

Le Bloc, Trois ans de lutte...les travailleurs du Nord-Ouest québécois se donnent de l'information, Rouyn, Feuilles ronéotypés 1972.

L'HEUREUX, D., La Maison Coopérative de services populaires de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Feuilles ronéotypés 1976.

Regroupement d'Education Populaire d'Abitibi-Témiscamingue, L'éducation populaire autonome un droit à sauvegarder... des forces à regrouper..., Rouyn, Feuille explicatif, sans date.

Regroupement Populaire des Usagers en Moyens de Communication de l'Abitibi-Témiscamingue, Rapport annuel 1982-83, Rouyn 1983, 21 p.

Regroupement Populaire des Usagers en Moyens de Communication, Plan d'action 1983-84, Rouyn 1983, 3 p.

TESSIER, S. et MERCIER, C., La radio communautaire CIRC-MF, Rouyn, CEUAT, 1982, 23 p.

D- Entrevues.

Association des Accidentés du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue, entrevue enregistrée, 60 minutes, 20 Mai 1983.

Association des Travailleurs en Exploration Minière, entrevue enregistrée, 90 minutes, 27 Mai 1983.

Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda, entrevue enregistrée, 50 minutes, 8 juin 1983.

Comité de Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest, entrevue enregistrée, 45 minutes, 8 juin 1983.

Coopérative des Travailleurs en Exploration Minière, entrevue enregistrée, 90 minutes, 27 mai 1983.

Formation et Intégration à l'Emploi pour les Femmes, entrevue enregistrée, 60 minutes, 31 mai 1983.

Garderie Fleur et Miel, entrevue enregistrée, 60 minutes, 7 juin 1983.

Radio Communautaire de Rouyn-Noranda, entrevue enregistrée, 60 minutes, 9 juin 1983.

Regroupement des Chômeurs et Chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue, entrevue enregistrée, 80 minutes, 1^{er} juin 1983.

Regroupement d'Education Populaire d'Abitibi-Témiscamingue, entrevue enregistrée, 70 minute, 2 juin 1983.

Regroupement des Femmes de l'Abitibi-Témiscamingue, entrevue enregistrée, 60 minutes, 26 mai 1983.

Regroupement Populaire des Usagers en Moyens de Communication, entrevues enregistrées 90 minutes, 23 février 1983, 60 minutes, 31 mai 1983.

ANNEXE I

ANNEXE I

CONTRIBUTION DES GROUPEMENTS SOCIAUX AU DEVELOPPEMENT LOCAL

1. Identification des groupements sociaux.
2. Historique.
 - 2.1 Genèse.
 - 2.2 Projets à l'origine.
 - 2.3 Base géographique.
 - 2.4 Clientèle visée.
 - 2.5 Liens établis avec d'autres groupes.
3. Organisation du travail.
 - 3.1 Nombre de bénévoles.
 - 3.2 Nombres de permanents.
 - . à temps plein.
 - . à temps partiel.
 - 3.3 Salaires des permanents.
 - 3.4 Transformations produites depuis la constitution du groupe.
4. Financement annuel.
 - 4.1 Sources de revenus.
 - 4.2 Evolution des revenus et des groupes.
 - 4.3 Dépenses depuis la constitution du groupe.
 - 4.4 Subvention des gouvernements (évolution).
5. Secteurs d'intervention depuis la formation du groupe.
6. Réalisation depuis la formation du groupe.
7. Projets de réalisation pour les années futures.